Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 5 JUIN 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5TH JUNE, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 2309—18-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers required more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 2310—18-9-o

Lettres patentes

"Automobile Service Association, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1937, constituant en corporation: Annette Morin (célibataire), sténographe, Anatole Rolland, employé, Gaston Dubreuil, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machineries, instruments, ustensils, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires, incidents à la construction d'autocars ou autrement, et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec iceux, ou relativement à la fabrication, maintien et opérations d'iceux respectivement;

Acheter, vendre, importer, exporter et généralement faire le commerce de caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes dont le caoutchouc est une partie constituante, avec ensembles les divers matériaux qui entrent dans la fabrication des dits articles et marchandises;

Acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et faire le commerce d'appareils et dispositifs pour économiser le combustible, mécaniques et électriques;

Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs et tous appareils y connexes;

Etablir des dépôts et agences et promouvoir les épreuves d'endurance aux moteurs et accessoires connexes, y compris les carburateurs et dispositifs pour économiser le combustible;

Acheter, vendre et négocier ou faire le commerce, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisse, gazoline, benzine, pétrole et ses dérivés, et toutes sortes de produits et sous-produits pétrolifères, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des garages, postes pour la vente de la gazoline, l'huile et le pétrole, magasins, dépôts, entrepôts et

Letters patent

"Automobile Service Association, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1937, incorporating: Annette Morin (single), stenographer, Anatole Rolland, employee, Gaston Dubreuil, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions, and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, and all things capable of being used therewith, or the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To buy, sell, import, export and generally deal in rubber, and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods;

To buy, sell, lease or otherwise acquire and deal in fuel-saving, mechanical and electrical apparatus and devices;

To repair, reconstruct and otherwise deal with automobiles, motor vehicles and any appliances in connection therewith;

To establish depots and agencies and to promote trial tests for motors and appliances in connection therewith, including carburettors and fuel-saving devices;

To buy, sell and deal in or with, whether by wholesale or retail, oils, grease, gasoline, benzine, petroleum, derivatives of petroleum, and all kinds of petroleum products and by-products thereof, and to purchase, lease, or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate garages, gasoline oil and petroleum products, stations, storehouses, storerooms, warehouses

autres endroits semblables pour la garde, le nettoyage, la réparation et le soin général d'automobiles et véhicules-moteurs de toutes et d'aucune sorte et description et classe, et de tous accessoires d'iceux ou y connexes, et de toute sorte et description, et louer et arrenter des autocars, camions et automobiles de toutes sortes voiturer et transporter des passagers et du fret dans les dites voitures aux termes et conditions que la compagnie considèrera convenable;

Protéger les intérêts des garagistes de la province de Québec (y compris les propriétaires de lots à stationnement et opérateurs de postes pour la vente de la gazoline) par la coopération ou autres moyens, spécialement en centralisant les activités de tous les membres en une défense commune contre les abus de tiers partie et l'usurpation de leur commerce en matière de taxation et de permis;

Réclamer une souscription annuelle de tous les garagistes de la province de Québec (y compris les propriétaires de lots à stationnement et opérateurs de postes pour la vente de la gazoline) contre un certificat officiel de membre autorisant le porteur à obtenir l'intervention de la corporation à son avantage personnel ou à l'avantage de tous les membres collectivement dans toutes les questions où leur intérêt est en danger ou en doute; l'argent obtenu pour les dits certificats va au trésor de la corporation;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, et les vendre, améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, les faire valoir ou autrement les négocier;

En général, faire tous actes et les exécuter, prendre toutes actions et défendre toutes poursuites qui sont essentiels aux objets susdits, sous le nom de "Automobile Service Association, Inc.", avec un capital-total de cinq mille dollars ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2979 Sous-secrétaire de la Province.

and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind and description and class, and of all accessories thereof and thereto of every and any kind and description, and to lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, to carry on and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable;

To protect the interest of the garage men of the province of Quebec (including owners of parking lots and gasoline station operators) by co-operation or other means, especially in centralising the activities of the several members in their defence against the abuses of third parties and the usurpation of their trade in matters of taxation, license;

To call for annual subscriptions from the several garage men of the province of Quebec (including owners of parking lots and gasoline station operators) against an official certificate of membership entitling the holder to obtain the intervention of the corporation to his personal advantage or to the advantage of all the members collectively in all matters where their interest is imperiled or questioned; the moneys obtained through the said certificates to belong to the treasury of the corporation;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any real or personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with same;

In general to do all acts, execute all these, take all actions and defend to all suits which are essential to or to the foregoing objects, under the name of "Automobile Service Association, Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2980-o Assistant Provincial Secretary.

"Betty Lou Beauty Parlours Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1937, constituant en corporation: Maude Duncan, de la cité de Montréal, marchande publique, épouse séparée de biens de C. H. Allan, du même endroit, dûment autorisée par son dit époux, Charles Herbert Allan, coiffeur, Murray Theodore Lottridge, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants:

POUVOIRS

1. Exercer le commerce de coiffeur, parfumeur, spécialistes en chevelure pour dames et généralement faire toutes opérations, commerce ou transaction qui sembleront directement ou indirectement propre à son intérêt;

2. Manufacturer ou préparer des lotions, parfums, teintures pour cheveux, savons, accessoires de toilette et de coiffure, crèmes de toutes sortes, et tous autres produits ou préparations utilisés ou vendus dans des établissements de coiffure,

"Betty Lou Beauty Parlours Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the third day of May, 1937, incorporating: Maude Duncan, of the city of Montreal, *marchande publique*, wife separate as to property of C. H. Allan, of the same place, duly authorized by her said husband, Charles Herbert Allan, hairdresser, Murray Theodore Lottridge, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

POWERS

1. To carry on the business of hairdresser, perfumer, hair specialist for women and generally engage in every operation, business or transaction which may seem directly or indirectly conducive to its interest;

2. To manufacture or prepare lotions, perfumes, hair dyes, soaps, toilet and hair dressing accessories, creams of every kind, and any other product or preparation used or sold in connection with hair dressing establishments, and to buy

et acheter et vendre, en gros ou en détail, tous les produits susdits ou autrement d'une nature semblable, et tous matériaux bruts, tous composés et accessoires pour leur fabrication et amélioration;

3. Etablir des agences et succursales de la compagnie dans toute la province de Québec;

4. Prendre les moyene jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques;

5. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

6. Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tous biens, mobiliers ou immobiliers, droits, baux, industries, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, stocks, obligations, débentures ou autres biens;

7. Payer à même ses propres fonds tous frais, charges et dépenses encourrues ou occasionnés relativement à la promotion de la compagnie;

8. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

9. Se fusionner ou s'unir à toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature et en espèce, par voie de dividendes ou bonus ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des compagnies minières de Québec, tous biens de la compagnie, et en particulier tous terrains, édifices, argent, actions, débentures ou valeurs appartenant à la compagnie, ou dont elle a le pouvoir de disposer;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

13. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

14. Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le faite que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

and sell, wholesale or retail, all the above products or otherwise of a like nature, and all raw materials, compounds and accessories for their manufacture and improvement;

3. To establish agencies and branch stores of the company throughout the Province of Quebec;

4. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

5. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

6. To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any property, moveable or immoveable, rights, leases, businesses, franchises, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, bonds, debentures or other property;

7. To pay out of its own funds all costs, charges and expenses incurred or sustained in or about the promotion of the company;

8. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

9. To amalgamate or unite with any company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To distribute among the shareholders of the company, in kind and in specie, by way of dividend or bonus or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the company, and in particular any lands, buildings, cash, shares, debentures or securities belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

13. To take or otherwise acquire and hold shares in any company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

14. That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contrat or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have an interest therein, which is or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in preference to such contract or transaction;

15. S'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(*c*) Emettre des obligations, débentures ou autres titres de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(*d*) Hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété réelle ou personnelle de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes dites obligations, débentures, actions-obligations ou autres titres et toutes sommes empruntées pour les besoins de la compagnie;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre le pouvoir d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou de billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom;

16. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce et obligations de toute personne, société, firme ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant tous biens nécessaires aux fins de la compagnie;

17. Pour les fins susdites acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce et la clientèle, et tous ou aucun des biens et obligations de Dame Maude Duncan, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de C. H. Allan, du même endroit, dûment autorisée aux fins des présentes par son époux, sous la raison sociale de Betty Lou Beauty Parlour, exerçant faisant affaires comme coiffeur en la dite cité de Montréal, et les payer par l'émission d'actions acquittées du capital-actions de la compagnie ou autrement, sous le nom de "Betty Lou Beauty Parlours Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de dix-neuf mille dollars ($19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, sujet à l'augmentation du dit capital-actions en vertu des dispositions de la dite loi.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

2981 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Big Four Mining Syndicate, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Reginal Plimsoll, conseil en loi du Roi, Edmund H. Reilly, notaire public, et Delle Dorothy A. Crutchlow, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. *a.* Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

b. Faire toutes opérations qui consiste à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire

15. If authorized by By-law, sanctioned by at least the two-thids of the vote cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, stock debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;,

Nothing in the clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted by or on behalf of the company;

16. To acquire or undertake the whole or any part of the business and liabilities of any person, partnership, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purpose of the company;

17. For the purposes aforesaid to acquire and take over as a going concern the business and goodwill, and all or any of the assets and liabilities of Dame Maude Duncan, of the city of Montreal, wife separate as to property of C. H. Allan, of the same place, duly authorized for the purpose thereof by her said husband under the firm name of Betty Lou Beauty Parlour, carrying on business as hair dresser at the said city of Montreal, and to pay for same by the issue of paid up shares in the capital stock of of the company or otherwise, under the name of "Betty Lou Beauty Parlours Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of common stock of the par value of one hundred dollars ($100.00) per share, subject to the increase of the said capital stock under the provisions of the said act.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

2982-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Big Four Mining Syndicate, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1937, incorporating: Reginal Plimsoll, King's Counsel, Edmund H. Reilly, notary public, and Miss Dorothy A. Crutchlow, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. *a.* To prospect and explore for mines and minerals;

b. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such

des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

c. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés;

d. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

e. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

f. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

g. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises et d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

h. Acquérir, l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de la dite loi, et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

2. (*a*) Exercer toutes autres industries qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de nature à les rendre profitables;

(*b*) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*c*) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions, et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*d*) Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou avec toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats, ou

minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

c. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent right of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

d. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

e. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

f. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

g. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

h. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contrats or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

2. (*a*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*b*) To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*c*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*d*) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such

autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

(*e*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(*f*) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exercer, exécuter les dits conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*g*) Établir et supporter ou contribuer à l'établissement ou au support d'association, institutions, fonds, fidéicommis et convenances, susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie, ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont elles sont les soutiens, accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurance pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argents pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition, ou tous objets généraux, publics ou utiles;

(*h*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*i*) Acheter, prendre à bail, ou échanger, louer et autrement acquérir, et détenir, vendre ou autrement négocier toutes propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machineries, matériel et fonds de commerce;

(*j*) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler, toutes routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement (mais seulement sur les propriétés de la compagnie ou sur les propriétés sous le contrôle de la compagnie et dans tous les cas pour les seules fins de son commerce et de son industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(*k*) Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

(*l*) Firer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billers promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*m*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable;

company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

(*e*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly, to benefit the company, and to sell, or otherwise deal with the same;

(*f*) To enter into any arrangement with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*g*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*h*) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*i*) To purchase, take on lease, or exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

(*j*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings (but only on the property of the company or on property under the control of the company and in all cases for the sole purposes of its commerce and industry), bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*k*) To lend money to any other company, or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

(*l*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*m*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in

nable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter toutes actions, débentures, ou autres valeurs et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(*o*) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce pays ou de cet endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*p*) Rémunérer toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne pour service rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*q*) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débentures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et garantir l'accomplissement ou l'exécution de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débentures ou autres valeurs, hypothèques et obligations de toute telle compagnie;

(*r*) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

(*s*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*t*) Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

(*u*) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, toutes propriétés ou biens de la compagnie, y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; pourvu que cette distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie de livrer sa charte pour annulation en vertu des dispositions de cette loi, ou que cette distribution en dehors des dispositions de ce paragraphe aurait été légale si elle eut été faite en deniers comptant;

particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(*n*) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, other societies and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*o*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*p*) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*q*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations on any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance of fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(*r*) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(*s*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*t*) To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

(*u*) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property of assets of the company, including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(*v*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

(*w*) Etablir des agences et succursales;

(*x*) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(*y*) Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(*z*) Prendre ou détenir les hypothèques, charges, privilèges et gages pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendu par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs ou autres et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

(*aa*) Executer tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*bb*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets à l'exercice des pouvoirs de la compagnie sous le nom de "Big Four Mining Syndicate, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille dollars ($150,000.00), divisé en quinze mille (15,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2983 Sous-secrétaire de la Province.

(*v*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(*w*) To establish agencies and branches;

(*x*) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(*y*) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(*z*) To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*aa*) To carry out all or any of the objects of the company and to all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*bb*) To do all such other things as are incidental or conducive do the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Big Four Mining Syndicate, Limited", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), divided into fifteen thousand (15,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2984-o Assistant Provincial Secretary.

"Richard Mining & Development Company, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des companies minières de Québec, il a été accordé par M. l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: John Edward Grivell, comptable, Galen Lee Prime, secrétaire, Hannah Grace McKeil, Ella Mary Jackson, Lyle Maud Penfold, Margaret Jost et Eunice Simpson Wight, filles majeures, sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

2. Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des

"Richard Mining & Development Company, Limited".

(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Galen Lee Prime, secretary, Hannah Grace McKeil, Ella Mary Jackson, Lyle Maud Penfold, Margaret Jost and Eunice Simpson Wight, spinsters of the full age of majority, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances,

appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minérais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette dite loi, et les payer au moyen d'actions libérées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Richard Mining & Development Company, Limited" (sans responsabilité personnelle) avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, en la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3003 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Club du Boulevard St-Denis, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: René Chenevert, avocat, Germaine Boisvert et Gilbert Lemire, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Etablir et exploiter un ou plusieurs clubs dans la province de Québec, et généralement offrir aux membres et à leurs amis, tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'un club et promouvoir les relations amicales et sociales entre ses membres;

(*b*) Pour ses membres ou pour leurs amis exercer le commerce d'hôtel, auberge, restaurant, café, taverne, cabaret, salle de rafraîchissements et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, bière et spiritueux, le tout conformément aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques ou toute autre loi concernant la vente, la disposition, la garde ou autres opérations concernant les liqueurs, vins, bières et

patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the company, shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agree to be paid to the company for its shares, under the name of "Richard Mining & Development Company, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollars ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3004-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Club du Boulevard St-Denis, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: René Chenevert, advocate, Germaine Boisvert and Gilbert Lemire, spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To establish and operate a club or clubs in the province of Quebec and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club and to promote friendly and social intercourse among its members;

(*b*) For its members or their friends to carry on the business of hotel, inn, restaurant, cafe, tavern, beer house, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, the whole subject to the provisions of the Quebec Alcoholic Liquor Act or to any other laws respecting the sale, disposal, keeping or otherwise of liquors, wines, beers and spirits and subject also to any order

spiritueux et conformément aussi à tout ordre en conseil, réglementation et/ou règlement ayant force de loi, soit du gouvernement, de la municipalité ou autre autorité régissant tel commerce;

(*c*) Obtenir un ou plusieurs permis de la commission des liqueurs de Québec pour l'installation de buffets et/ou d'armoires pour la garde des liqueurs alcooliques appartenant à ses membres, et/ou tous autres permis pour la vente, l'usage, la consommation et/ou la distribution des liqueurs alcooliques qui peuvent être octroyés conformément aux lois de la province de Québec;

(*d*) Acheter et autrement acquérir, vendre ou autrement aliéner, louer, faire le commerce et le négoce de terrains, édifices et tous droits en iceux, des propriétés réelles ou personnelles, mobilières, meubles et effets de toutes sortes et descriptions;

(*e*) Promouvoir, favoriser, entretenir et développer des allées de quilles, salles de billards, piscines, combats de lutte et de boxe et autres sports et divertissements entre et pour les membres du club ou leurs amis;

(*f*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou corporation, exerçant une industrie que le club a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins du club;

(*g*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre corporation, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux du club;

(*h*) Conclure des conventions avec toute autorité municipale, locale ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la corporation, ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que le club croira désirables d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(*i*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

(*j*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise du club pour la considération que le club croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre corporation, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux du club;

(*k*) Placer et attribuer les deniers disponibles du club de la manière et dans les valeurs qui seront de temps à autre déterminées;

(*l*) Se joindre ou se fusionner avec toute autre corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux du club;

(*m*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Les directeurs auront le pouvoir de temps à autre d'édicter les règlements non contraires à la loi ou aux lettres patentes du club ou à la Loi des compagnies de Québec, comme suit:

1. Etablir différentes classes de membres et réglementer l'admission et les qualités des membres, la discontinuation d'être membre et leur expulsion et suspension;

2. Fixer des contributions et redevances et la perception d'icelles;

3. Déterminer le terme d'office, la manière de choisir et les qualifications des directeurs et prescrire les pouvoirs qui peuvent être exercés par les directeurs;

in council, regulation and/or by-law having the force of law, whether Governmental, municipal or otherwise regulating same;

(*c*) To obtain a permit or permits from the Quebec Liquor Commission for the installation of cupboards and/or lockers—for the keeping of alcoholic beverages belonging to its members, and/or any other permits for the sale, use, consumption and/or distribution of alcoholic beverages that may be granted in accordance with the laws of the province of Quebec;

(*d*) To purchase and otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, lease, deal in and with lands, buildings and any rights in the same, real or personal property, moveables, furniture and effects of all kinds and description;

(*e*) To promote, encourage, maintain and develop bowling alleys, billiard halls, swimming pools, wrestling and boxing matches and other sports and amusements among and for the members of the club or their friends;

(*f*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation, carrying on any business which the club is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the club;

(*g*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other corporation having objects, altogether or in part similar to those of the club;

(*h*) To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the corporation's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the club may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*i*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

(*j*) To sell or dispose of the undertaking of the club or any part thereof, for such consideration as the club may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other corporation, having altogether or in part similar to those of the club;

(*k*) To invest and deal with the moneys of the club not immediately required in such manner and upon such securities as may from time to time be determined;

(*l*) To consolidate or amalgamate with any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the club;

(*m*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

With powers for the directors from time to time to make by-laws not contrary to law or to the letters patent of the club, or to the Quebec Companies' Act, as follows:

1. To establish different classes of membership and to regulate the admission of members, the requirements of membership, the cessation thereof and the expulsion and suspension therefrom;

2. To provide for fees and dues and the collection thereof;

3. To fix the term of service, manner of selection and qualification of directors, and to prescribe the powers exercisable by the directors;

4. Déterminer le temps auquel et l'endroit où les assemblées des directeurs et actionnaires seront tenues, la convocation des assemblées des directeurs et actionnaires, la forme des procurations et les délibérations de toutes choses à ces dites assemblées;

5. Déterminer l'imposition et le recouvrement des peines et amendes;

6. Révoquer, amender ou décréter de nouveau les règlements;

7. Déterminer les exigences aux assemblées des membres du club, sous le nom de "Club du Boulevard St-Denis, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

2985 Sous-secrétaire de la Province.

"Dress Designers Guild of Montreal, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Louis R. Duchow, Edward Ickman, Abraham Lazare, Ben Gurvitch, David Kobernick, Hyman Gurvitch, Abe Stern, Boris Dickman et Joe Eisemberg, tous dessinateurs, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir, organiser, diriger et administrer une association sociale et coopérative; promouvoir les intérêts et le bien-être des membres de la dite association avec le pouvoir de faire et d'adopter une constitution et des règlements règles et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion des membres et pour leur gouverne, et pour l'établissement de différentes classes de membres, et pour la perception des cotisations et redevances, et pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers, et pour déterminer les devoirs de leur charge, et pour la sauvegarde et la protection de ses droits, biens et fonds, ayant en vue les fins coopératives et sociales de l'association, et en général réglementer, administrer et protéger ses biens, droits et intérêts, et de temps à autre modifier, révoquer, annuler ou varier la dite constitution et les dits règlements et réglementations en tout ou en partie;

2. Améliorer, aider et promouvoir les intérêts des dessinateurs engagés dans le dessin de vêtements de toute description, soit en rapport avec le commerce de la confection et la conduite de leurs opérations dans le dit commerce avec les parties intéressées;

3. Acheter, louer ou prendre à bail ou en échange, donner en location ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits ou privilèges que la corporation croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations;

4. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Dress Designers Guild of Montreal, Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de cinq mille dollars ($5,000.00).

4. To determine the time at which and place where meetings of the directors and shareholders shall be held, the calling of meeting of the directors, and shareholders, the requirements as to proxies and the proceedings in all things at such meetings;

5. To determine the imposition and recovery of all penalties and forfeitures;

6. To repeal, amend or re-enact by-laws;

7. To fix the requirements for meetings of the members of the Club, under the name of "Club du Boulevard St-Denis, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

2986-o Assistant Provincial Secretary.

"Dress Designers Guild of Montreal, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the seventeenth day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Louis R. Duchow, Edward Ickman, Abraham Lazare, Ben Gurvitch, David Kobernick, Hyman Gurvitch, Abe Stern, Boris Dickman, and Joe Eisenberg, all Designers, all of Montreal, for the following purposes:

1. To promote, organize, conduct and manage, a social and co-operative association; to promote the interests and welfare of the members thereof with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of members and for their government, and for the establishment of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, and for the election and appointment of its directors and other officers, and to define their duties, and for the safekeeping and protection of its rights, property and funds, having in view the co-operative and social objectives of the Association, and in general to regulate, manage and preserve its property, rights and interests, and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitutions, by-laws and regulations, or any of them;

2. To improve, assist and promote the interests of designers engaged in the designing of dresses of all description, both in relation to the dress trade and the conduct of their business therein with whomsoever it may concern;

3. To purchase, hire or lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, or any rights or privileges which the corporation may think necessary or convenient for the purposes of its operations;

4. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Dress Designers Guild of Montreal, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to five thousand dollars ($5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à rue Peel, Hôtel Windsor, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2987 Sous-secrétaire de la Province.

"Gulf Iron & Metal Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1937, constituant en corporation: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Schwisberg, Hilliard Ginsberg, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, importer, exporter, faire le commerce et le négoce de toutes sortes de ferrailles et de rebuts de métaux;

2. Donner une valeur marchande à toutes sortes de rebuts de matériel et sans limiter la généralité de ce qui précède, faire le commerce et le négoce de machinerie, outillage et matériels roulants neufs et usagés, et toutes autres sortes de produits de rebuts et ferrailles et exploiter l'industrie qui consiste à renflouer, démonter et de sauvetage;

3. Acquérir les biens de toute personne, société ou corporation exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie et les payer en actions du capital de cette compagnie;

4. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, biens, franchises, options ou autres droits ou privilèges;

7. Vendre, tranférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'industrie de la présente compagnie à toute personne, société ou corporation, et accepter comme considération des dites transactions les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

8. Faire tous autres actes nécessaires pour l'entreprise, l'exercice et l'exécution de l'une quelconque des opérations que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter et d'exercer, sous le nom de "Gulf Iron & Metal Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2989 Sous-secrétaire de la Province.

"Le Foyer de Verdun, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital actions:

The head office of the company, will be at Peel Street, Windsor Hotel, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2988-o Assistant Provincial Secretary.

"Gulf Iron & Metal Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1937, incorporating: Samuel Edgar Schwisberg, Cyril Schwisberg, Hilliard Ginsberg, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To buy, sell, import, export, deal in and deal with all kinds of scrap iron and metals;

2. To reclaim every kind of waste material and, without limitation of the foregoing, to deal in and with machinery, equipment and rolling stock, whether new or used, and all other kinds of waste products and scrap materials and to engage as wreckers, dismantlers and salvagers;

3. To acquire the assets of any person, partnership, or corporation carrying on a business similar to that of the present company, and to pay therefor in shares of the capital stock of this company;

4. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable of enhancing the value of or rendering profitable any of the company's properties or rights;

5. To issue fully or partly paid up shares of the company in payment or in part payment of any property, assets, franchises, options, or other rights or privileges;

7. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any person, partnership or corporation, and accept in consideration therefor shares, debentures, bonds, or other securities of any other company;

8. To do any other acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which this company is authorized to engage in and carry on, under the name of "Gulf Iron & Metal Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2990-o Assistant Provincial Secretary.

"Le Foyer de Verdun, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourth day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Charles Du-

Charles Duclos, forgeron, Alfred Riberdy, pensionnaire, Edgar Gaumont, Charles-Emile Viau, Oscar Lacelle, Almanzor Reeves, Ernest Drolet, tous cinq journaliers, Arcade-Apollinaire Provost, pensionnaire-vieillesse, Lionel Viau, briqueteur, Henri Léonard, bourgeois, Paul Dupuis, chauffeur, Joseph Aubertin, menuisier, Joseph-L. Riberdy, marchand de tabac, Frédéric Beauchamp, contremaître, Jos.-Edmond Reeves, comptable et Elzéar Deschamps, plâtrier, tous de la cité de Verdûn, district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Former une association ou club pour la récréation et le délassement du corps et de l'esprit et la propagande entre les membres de relations sociales et amicales;

b) Acquérir tout autre club ou association ayant les mêmes fins que celles du présent club;

c) Faire tous règlements jugés opportuns pour la gestion du club et l'admission de nouveaux membres;

d) Charger aux membres un droit d'entrée, une souscription mensuelle ou annuelle ou toute autre qui peut être nécessaire pour défrayer les dépenses du club;

e) Emprunter pour les fins du club de tout membre ou de toute autre personne ou compagnie, toutes sommes d'argent qui peuvent être requises pour le maintien et l'exploitation du club;

f) Acquérir par achat, location ou autrement des biens mobiliers et immobiliers qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles ce club est constitué en corporation, et en particulier, pourvoir les salles du club, d'ameublement, livres, instrumenrs de musique, jeux et autres accommodations propres à fournir aux membres et à leurs amis tous les privilèges et avantages qu'ils reçoivent généralement dans un club social;

g) Vendre ou échanger dans l'intérêt du club tous biens meubles ou immeubles ci-dessus mentionnés ou en disposer d'une façon générale;

h) Installer, opérer et maintenir une ou plusieurs salles à dîner, comptoirs pour lunch, restaurants, buffets pour le bénéfice des membres du club leurs camarades et amis;

i) Conclure avec toutes ou aucune autorités soit fédérale, provinciale, ou municipale, locales ou autrement, tous arrangements qui peuvent être avantageux à la réalisation des fins et objets du club;

j) Obtenir de toute telle autorité, tous permis, droits, privilèges et concessions que le club croira avantageux d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "Le Foyer de Verdun, Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2993-o Sous-secrétaire de la Province.

"Linens & Silks, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Théodore Herzl

clos, blacksmith, Alfred Riberdy, annuitant, Edgar Gaumont, Charles-Emile Viau, Oscar Lacelle, Almanzor Reeves, Ernest Drolet, all five labourers, Arcade Apollinaire Provost, old age pensioner, Lionel Viau, brick-layer, Henri Léonard, gentleman, Paul Dupuis, chauffeur, Joseph Aubertin, joiner, Joseph L. Riberdy, tobacco merchant, Frédéric Beauchamp, foreman, Jos. Edmond Reeves, accountant, and Elzéar Deschamps, plasterer, all of the city of Verdun, district of Montreal, for the following purposes:

a) To form an association or club for the recreation and relaxation of body and mind and for the promotion of social and friendly relations among the members;

b) To acquire any other club or association having purposes similar to those of the club;

c) To make any by-laws deemed necessary for the management of the club and the admission of new members;

d) To charge members an entrance fee, an annual or monthly or other dues which may be necessary to defray the expenses of the club;

e) To borrow for the purposes of the club from any member or from any other person or company, any amounts of money which may be required for the upkeep and operation of the club;

f) To acquire by purchase, lease, or otherwise, movable or immovable properties which may be necessary or useful for the purposes for which the said club is incorporated, and in particular, to furnish the club rooms with furniture, books, musical instruments, games and all other accommodations capable of furnishing to the members and their friends all the privileges and advantages that they generally receive in a social club;

g) To sell or exchange in the interest of the club any movable or immovable properties hereinabove mentioned or to dispose thereof in a general manner;

h) To install, operate and maintain one or more dining rooms, lunch-counters, restaurants, buffets for the benefit of the members of the club, their comrades and friends;

i) To enter into any arrangements with all or any authorities whether Federal, Provincial, Municipal, local or other, which may be advantageous to the attainment of the purposes and objects of the club;

f) To obtain from any such authorities any license, rights, privileges and concessions which the club may deem advantageous to obtain and exercise, under the name of "Le Foyer de Verdun, Incorporé".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may possess is ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company, will be at Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2994 Assistant Provincial Secretary.

"Linens & Silks, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1937, incorporating: Joseph Shapiro, Theodore Herzl Shapiro, advocates, and Benja-

Shapiro, avocats, et Benjamin Robinson, avocat et Conseil en loi du Roi, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de tissus en coton, laine, toile, soie et autres tissus, coupons, garnitures, prêts à porter, vêtements, fournitures, chemises, faux-cols, manchettes, articles de fantaisie, bimbeloteries, marchandises sèches en général et toutes sortes et description d'habits et de vêtements;

(*b*) Exercer toutes ou aucune des opérations de tricoteurs, pelletiers, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de garnitures de fourrure et de robes, tricots, soutaches, cordes, ornements, dentelles, rideaux, boutons, nouveautés, articles en cuir;

(*c*) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(*d*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(*e*) Employer les fonds de la compagnie dans l'achat d'actions de toute autre corporation, ou s'il est jugé judicieux, acheter toutes telles actions ou acquérir par l'émission des actions de cette compagnie entièrement ou partiellement acquittées à tel taux ou moyennant tels prix ou aux termes qui seront convenus, et vendre, détenir, revendre ou autrement négocier les actions ainsi acquises;

(*f*) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(*g*) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir des biens immobiliers que la compagnie jugera nécessaires à son industrie et les hypothéquer, gager et les nantir en garantie des prêts faits à la compagnie;

(*h*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*i*) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirecement à la compagnie;

min Robinson, advocate and King's Counsel, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To import, export, manufacture, buy, sell and deal in all kinds of cotton, woollen, linen, silk and other tectile fabrics, remnants, trimmings, ready-to-wear garments, wearing apparel, furnishings, shirts, collars, cuffs, fancy goods, smallware, general dry goods and all kinds and descriptions of garments and clothing;

(*b*) To carry on all or any of the businesses of knitters, furriers, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in fur and dress trimmings, knitted goods, braids, cords, ornaments, laces, curtains, buttons, novelties, leather goods;

(*c*) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

(*d*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or trasnaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(*e*) To use the company's funds in the purchase of shares of any other corporation, or if so advised, to buy over any such stocks or acquire by the issue of stock of this company fully or partially paid-up at such rates or prices, or upon such terms as may be agreed upon and to sell, hold, resell or otherwise deal with the stock so acquired;

(*f*) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(*g*) To purchase, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire immoveable property which the company may deem necessary for its industry and to hypothecate, mortgage and pledge the same as security for loans made to the company;

(*h*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular the shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(*i*) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*j*) Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(*k*) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Linens & Silks, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la Compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2995

(*j*) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(*k*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Linens & Silks, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

2996—o

"Little Daisy Dress Co.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1937, constituant en corporation: Max Cohen et Hyman Cohen, tous deux marchands, et Hyman Dobrin, comptable agréé, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir et se charger, comme entreprise en exploitation, du commerce exercé présentement en la cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Little Daisy Dress Co.", et le payer en actions libérées du capital de cette compagnie ou autrement;

2. Manufacturer, faire le commerce, passer des contrats et faire le négoce, importer et exporter, en gros et en détail des robes, blouses, toilettes pour dames et enfants et tous ou l'un quelconque des autres vêtements et confections pour dames;

3. Exercer le commerce de manufacturiers, commerçants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, marchands et distributeurs de robes, blouses, toilettes et autres vêtements pour dames et tous matériels tissés, lainages, soies, toiles, cotons et tous autres matériels de toute description quelconque, et à cette fin faire toutes ou l'une quelconque des choses s'y rapportant;

4. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

6. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

7. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie peut considérer préliminaires;

8. Etablir des agences et succursales;

9. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

"Little Daisy Dress Co.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the thirteenth day of May, 1937, incorporating: Max Cohen and Hyman Cohen, both merchants, and Hyman Dobrin, chartered accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire and take over as a going concern the business now carried on at the city of Montreal under the firm name and style "Little Daisy Dress Co.", and to pay for same in paid up shares of stock of this company or otherwise;

2. To manufacture, job, contract and deal in, import and export, wholesale and retail, ladies and children dresses, waists, gowns and all and any other ladies clothing and wearing apparel;

3. To carry on business as manufacturers, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers, dealers and distributors of ladies dresses, waists, gowns and other apparel and of all textile materials, woollens, silks, linens, cottons, and all other materials of any description whatsoever, and that end to do any and all other things appertaining to the same;

4. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any bysiness which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

6. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

7. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to the preliminary;

8. To establish agencies and branches;

9. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

10. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs, ou par l'entremise d'agents ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Little Daisy Dress Co.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2997 Sous-secrétaire de la Province.

"Louis Schrier, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Louis Schrier, manufacturier, Dame Mildred Shandorf, marchande publique, épouse séparée de biens de Louis Schrier, ce dernier, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, et Achille Racicot, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de laine, tissus de coton, soies, lainages, toiles, robes, manteaux, habits et vêtements de toutes sortes, et à cette fin, manufacturer et produire des vêtements, matériels, y compris l'importation et l'exportation d'iceux et ou concernant les lainages, tissus de coton, laines, soies, toiles et choses de même nature; le tout comprenant les fourrures;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, y compris particulièrement la fabrication de manteaux, confections et costumes pour dames;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou aucune partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

10. To carry out all or any of the objects of the company and to all or any of the above things as principal, agent, contractor, by or through agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Little Daisy Dress Co.", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
2998-o Assistant Provincial Secretary.

"Louis Schrier, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: Louis Schrier, manufacturer, Dame Mildred Shandorf, marchande publique, wife separate as to property of Louis Schrier, the latter hereto present for the purpose of authorizing his said wife, and Achille Racicot, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, silks, woollens, linens, dresses, coats, garments and clothing of every sort, and in that connection, to manufacture and produce garments, materials, including importing and exporting thereof and or concerning woollens, cotton fabrics, wools, silks, linens and the like; the whole including furs;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, including especially manufacturing of ladies' coats, suits and wearing apparel;

3. To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

4. To acquire or undertake the whole or in part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possession of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement en faire le commerce;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblabes à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter de l'argent aux cliens et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrats par toute telle personne;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer, et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes conformément aux lois de tel pays et représenter cette compagnie et accepter assignation de procédures pour et au nom de cette compagnie dans tout procès ou poursuite;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement

6. To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take or lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bill, bills of lading, bills of exchange, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute toward carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of or turn account or

disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations débentures ou actions-débentures que la compagnie a l'autorisation par la Loi d'émettre;

21. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

22. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Louis Schrier, Inc.," avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions ordinaires de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire provincial, ce quinzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
2999 Sous-secrétaire de la Province.

"P. T. R. Auto Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Ralph Erskin Allan, avocat et conseil en loi du Roi, Gordon Buchanan, commis, et William Taylor, gérant, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, louer, manufacturer des voitures et véhicules de toutes sortes, y compris des automobiles, véhicules-moteurs, tracteurs, machines, machinerie, outils et tous leurs accessoires, pièces, dispositifs, appareils de toutes sortes, en faire le commerce et le négoce de toute manière quelconque;

2. Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre et exploiter des garages publics et privés pour l'emmagasinage des automobiles, camions, tracteurs et vehicules-moteurs, et pour la réparation, l'inspection et la modification des dites voitures;

3. Acheter, vendre, exporter, importer, manufacturer et faire le commerce de marchandises incidentes au commerce d'automobile et ses accessoires;

4. Acheter, vendre et faire le commerce en général de gazoline, huile et les produits du pétrole et toutes sortes de dispositifs, pièces et accessoires d'automobiles;

5. Exercer toutes autres opérations que la compagnie croira devoir être convenablement exercées en rapport avec ses opérations ou susceptibles de les développer;

otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Louis Schrier, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) common shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
3000—o Assistant Provincial Secretary.

"P. T. R. Auto Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifth day of May, 1937, incorporating: Ralph Erskin Allan, advocate and King's Counsel, Gordon Buchanan, clerk, and William Taylor, manager, all of Montreal, for the following purposes:

1. To purchase, sell, lease, manufacture carriages and vehicles of every kind, including automobiles, motor vehicles, tractors, machines, machinery, tools and all the accessories thereof, parts, equipment, apparatus of every kind, to trade and deal therein in any manner whatsoever;

2. To acquire, purchase, lease, rent, sell and operate public and private garages for the storing of automobiles, trucks, tractors or motor vehicles, and for the repairing, overhauling, and alteration of said vehicles;

3. To purchase, sell, export, manufacture and deal in merchandise incidental to the automobile business and its accessories;

4. To purchase, sell and deal generally in gasoline, oil and petroleum products and all kinds of devices, parts and accessories of automobiles;

5. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business

tibles d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

6. Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables aux fins de la compagnie;

7. Demande, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

8. S'unir, s'associer ou conclure, des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute compagnie, société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou une industrie ou transaction qui peut être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites compagnies, société, firme ou personne et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

9. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

10. Promouvoir toute autre compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou aucun des biens et obligations de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement faire le commerce de biens mobiliers et immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de ses opérations et en particulier tous terrains, édifices, immunités, machinerie, usine et fonds de commerce;

12. Prêter de l'argent à toute autre compagnie, ou à toute société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

13. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

14. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle

or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

6. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

7. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

8. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

9. To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

10. To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

12. To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

13. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

14. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considera-

considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie qui a des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Rémunérer toute autre compagnie, ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou à être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

16. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

17. Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers achetés ou autrement acquis par la compagnie ou pour tous services rendus à la compagnie;

18. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie, y compris le produit de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie, particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou dont elle pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; pourvu que toute telle distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie de remettre sa charte en vertu des dispositions de cette loi, ou que telle distribution, en dehors des dispositions de ce paragraphe, aurait été légale, si elle avait été faite en deniers;

19. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses encourues lors de sa formation ou de son organisation, ou que la dite compagnie considérera comme préliminaires;

20. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

21. Faire tous ou aucun des objets de la compagnie, et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandant, agent, entrepreneur ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "P. T. R. Auto Service, Limited", avec un capital total de quinze mille dollars ($15,000.00), divisé en mille cinq cents (1,500) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3001

tion as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

15. To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

18. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

19. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

20. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

21. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "P. T. R. Auto Service, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one thousand five hundred ($1,500) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3002-o

"Service Social and Bridge Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Dave Silverberg, George Aboud et Joseph Chevrier, tous agents, et tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

"Service Social and Bridge Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fifth day of May, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Dave Silverberg, George Aboud, and Joseph Chevrier, all agents, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Promouvoir des divertissements athlétiques généraux et sociaux et autres amusements pour le divertissement de ses membres;

Former une association ou club pour la récréation et le délassement du corps et de l'esprit;

Acquérir tout autre club ou association ayant les mêmes fins que celles du club;

Charger aux membres un droit d'entrée, une souscription annuelle ou mensuelle qui peuvent être nécessaires pour défrayer les dépenses du club;

Emprunter pour les fins du club, de tout membre ou de toute autre personne ou compagnie, toutes sommes d'argent qui peuvent être requises pour le maintien et l'exploitation du club;

Acquérir et détenir tous biens mobiliers et meubles nécessaires pour l'opération du club;

Obtenir de tout conseil municipal ou autre autorité toute permission ou autorisation qui peuvent être requises pour l'opération du club;

Exploiter, dans des salles du club, une salle à manger et cuisine et servir aux membres aucun et tous rafraîchissements permis par les lois de la province de Québec et de la municipalité, sous le nom de "Service Social and Bridge Club, Inc.".

Le montant auquel est limité la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de quinze mille dollars ($15,000.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à 4518, rue Papineau, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3005

To promote general and social athletic and other entertainment endeavoured for its members;

To form an Association or Club for the recreation and relaxation for the body and mind;

To acquire any other Club or Association having the same purpose as those of this Club;

To charge members any entrance fee, annual or monthly subscription which may be necessary to pay the expenses of the Club;

To borrow for the purpose of the Club, from any member or any other person or company any sums of money which may be required for the maintenance of operation of the Club;

To acquire and hold any moveable property or furniture necessary in the operation of the Club;

To obtain from any municipal council or other authority any permission or authorizations which may be required for the operation of the Club;

To operate in the Club rooms, a dining room and kitchen and serve to the members any and all refreshments permitted by laws of the Province and the municipality, under the name of "Service Social and Bridge Club, Inc.".

The amount of which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is fifteen thousand dollars ($15,000.00).

The head office of the company, will be at 4518 Papineau Street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3006—o

"South Shore Welfare and Recreation Society".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Victor-Joseph St-Amand, bourgeois, Alin Collet, entrepreneur, Robert Elwin Leonard, gérant de banque, Frank Charles De la Fosse, employé de la compagnie "Bell Telephone Company", William Walter Browning, comptable, Sydney Francis Hamilton Lane, courtier en valeurs, John Hughes Hand, commis, tous de la cité de Longueuil, James Melville McLean, vendeur, de la ville de Greenfield Park et David William Holloway, teneur de livres, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Organiser, promouvoir et encourager toutes sortes de sports extérieurs, divertissements et jeux athlétiques sous une surveillance et auspices convenables, et, plus particulièrement, jeux aquatiques, tels que la natation, le canotage, le yachting, et chaloupe à moteur, et procurer des facilités appropriées pour en jouir et y participer;

(*b*) Enseigner l'art de la natation et la connaissance de méthodes approuvées de sauvetage et la direction sure de vaisseaux de plaisance de toutes sortes;

(*c*) Fournir des facilités appropriées et adéquates pour la récréation saine pour les enfants et jeunes gens des communautés dans lesquelles elle opère;

"South Shore Welfare and Recreation Society".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of April, 1937, to incorporate as a corporation without share capital: Victor Joseph St-Amand, gentleman, Alin Collet, contractor, Robert Elwin Leonard, bank manager, Frank Charles De la Fosse, employee of the Bell Telephone Company, William Walter Browning, accountant, Sydney Francis Hamilton Lane, investment dealer, John Hughes Hand, clerk, all of the City of Longueuil, James Melville McLean, salesman, of the town of Greenfield Park, and David William Holloway, bookkeeper, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To organize, promote and encourage all kinds of outdoor sports, pastimes and athletics under suitable supervision and auspices and, more particularly, aquatic activities, such as swimming, canoeing, yachting and motorboating, and to provide appropriate facilities for enjoying and participating in the same;

(*b*) To furnish instruction in the art of swimming and in a knowledge of approved life-saving methods and in the safe handling of pleasure craft of all kinds;

(*c*) To furnish appropriate and adequate facilities for healthy recreation for the children and young people of the communities in which it operates;

(*d*) Louer, améliorer et développer des biens présentement en usage comme sites résidentiels d'été et sites de campement et les pourvoir des facilités appropriées pour le drainage et l'assainissement et encourager l'observance des règles et réglementations dont le but est de favoriser la bonne santé;

(*e*) Coopérer avec d'autres organisations de bienfaisance et de philanthropie, sociétés et institutions dont le but est de promouvoir le bien-être général des communautés dans lesquelles elle opère et établir des centres sociaux et promouvoir des relations sociales;

(*f*) Organiser et donner des concerts, danses, représentations théatrales d'amateurs, foires, bazars et autres divertissements d'une nature semblables, et en dépenser les revenus dans des entreprises d'une nature philanthropique et de bienfaisance, sous le nom de "South Shore Welfare and Recreation Society";

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $20,000.00.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Longueuil, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'avril 1937.

ARMAND VIAU,

3007 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

(*d*) To lease, improve and develop properties presently in use as summer residential and camping sites and to provide thereon appropriate facilities for drainage and sanitation and to encourage the observance of rules and regulations conducive to good health;

(*e*) To co-operate with other charitable and philanthropic organizations, societies and institutions for the promotion of the general welfare of the communities in which it operates and to establish community centres and promote social intercourse;

(*f*) To organize and hold concerts, dances, amateur theatricals, fairs, bazaars and other entertainments of a like nature and to expend the proceeds in enterprises of a philanthropic and charitable nature, under the name of "South Shore Welfare and Recreation Society".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is $20,000.00.

The head office of the Company, will be at the city of Longueuil, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1937.

ARMAND VIAU,

3008—o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Stonecastle Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Victor Morin, notaire, André Morin, avocat et Clémentine Legault, sténographe,célibataire majeure, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, aliéner et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, maison de rapport ou de résidence, terrains, mines, carrières, pouvoirs hydrauliques, fabriques, usines et industries quelconques brevets d'invention, marques de commerce, créances et biens mobiliers et immobiliers de toutes sortes, y compris le droit de faire le commerce de ces biens ainsi que de tous matériaux, marchandises relatives aux affaires de la compagnie et propriétés mobilières et immobilières, de les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner, faire tous travaux et affaires se rapportant à ces objets et les exploiter;

Acquérir les biens et affaires, en tout ou en partie, de toutes personnes ou compagnies semblables à ceux de la présente compagnie, ou vendre les biens et affaires de cette compagnie ou toutes autres compagnies et personnes, y compris les actions et obligations de toutes telles compagnies, et payer le prix de ces acquisitions en actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toute autre;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations dans toutes autres compagnies mobilières ou immobilières; vendre ou transiger sur tels biens pour toutes considérations que cette compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débentures, obligations ou autres garanties de toutes autres compagnies ou corporations;

Signer, accepter et endosser tous billets, lettres de change, mandats, chèques et autres valeurs négociables; faire des avances en argent ou des prêts aux clients et autres personnes

"Stonecastle Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifteenth day of May, 1937, incorporating: Victor Morin, notary, André Morin, advocate, and Clémentine Legault, stenographer, spinster of age, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own, exploit, sell, alienate and lease all kinds of moveable and immoveable property, apartment or dwelling houses, lots of land, mines, quarries, water powers, factories, plants and industries whatsoever, patents of invention, trademarks, credits and moveable and immoveable assets of every kind, including the right to deal in such property and also in any materials, merchandise relating to the business of the company and its moveable and immoveable property, to hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate the same, to carry on any works and business incidental to the said objects and to exploit the same;

To acquire, in whole or in part, the property and business of any persons or companies, similar to those of the present company, or sell the property and business of this company or of any other companies or persons, including the shares and bonds of any such companies and to pay the price of such acquisitions in shares, bonds or other securities of this company or of any other company;

To subscribe for or otherwise acquire and hold stocks and bonds in other companies dealing in real or personal property; to sell or deal with such property for any consideration which this company may deem proper, and in particular for the shares, debentures, bonds or other securities of any other companies or corporations;

To sign, accept and endorse any notes, bills of exchange, warrants, cheques and other negotiable securities; to advance money or make loans to customers and other persons having business

ayant des relations d'affaires avec cette compagnie et garantir l'exécution de tous contrats;

Emprunter toutes sommes d'argent sur hypothèque des biens de la compagnie ou sur sa simple responsabilité personnelle, et négocier tels emprunts en vertu d'un règlement général d'emprunt adopté régulièrement par la compagnie à cet effet; émettre des bons, obligations ou autres valeurs;

Eriger toutes constructions, soit à son compte ou pour le compte d'autres personnes; entreprendre tous travaux; et faire tous ces commerces soit à titre de principal ou d'agent;

Rémunérer par paiement en argent, en actions ou en obligations de cette compagnie ou de toute autre manière toutes personnes ou corporations pour services rendus; émettre et attribuer des actions acquittées, bons ou obligations de cette compagnie ou de toute autre en paiement de tels services, ainsi qu'en paiement de toutes affaires, propriétés, droits ou privilèges, actions ou autres valeurs ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs

Et généralement faire toutes transactions et opérations, mobilières et immobilières, et toutes choses se rapportant comme principal ou accessoires aux objets ci-dessus mentionnés;

Faire tous règlements pour la disposition des actions de la compagnie et pour leur négociabilité suivant telles conditions qui seront stipulées par elles, pourvu que l'inscription en soit faite sur le certificat de telles actions, sous le nom de "Stonecastle Corporation", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille dollars ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3009—o Sous-secrétaire de la Province.

"St. Anton Company, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par Monsieur Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mai, 1937, constituant en corporation: Edward A. Goodeve, gérant de publicité, de la cité de Montréal, Charles B. de Boucherville, avocat, de la cité de Westmount, et Albert Prevost, commis, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, bière, spiritueux et de tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, pourvoyeurs, victuailleurs de divertissements publics en général, propriétaires d'automobiles, véhicules, fiacres et voitures, louageurs, agents d'immeubles, courtiers, voituriers et entreposeurs; construire, ériger et exploiter des hôtels, maison de rapport et d'habitation, boutiques, manufactures, usines, machinerie, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux de divertissements;

Exercer le commerce d'entrepreneurs-généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés et d'ingénieurs; Construire, exécuter, parfaire, aménager, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer ou contrôler des

dealings with the company and to guarantee the performance of any contracts;

To borrow any sums of money upon hypothec on the assets of the company or upon its mere personal liability and to negotiate such loans in virtue of a general loan by-law, regularly adopted by the company to that effect; to issue bonds, debentures or other securities;

To erect any buildings, either on its own account or for other persons; to undertake any works; and to carry on any such business either as principal or agent;

To remunerate by payment in cash or with shares or bonds of this company, or in any other manner, any persons or corporations for services rendered; to issue and allot paid-up shares, bonds or debentures of this or of any other company, as payment for such services, and also as payment for any affairs, property, rights or privileges, shares or other securities or rights which the company may lawfully acquire in virtue of its powers;

And, generally, to carry on any transactions and operations, moveable and immoveable, and do anything principally or incidentally connected with the foregoing purposes;

To enact any by-laws for the disposal of the shares of the company and for their negotiability, in accordance with such conditions as may be stipulated by such by-laws, provided the same be inscribed on the stock certificates, under the name of "Stonecastle Corporation", with a total capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3010 Assistant Provincial Secretary.

"St. Anton Company, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of May, 1937, incorporating: Edward A. Goodeve, advertising manager, of the city of Montreal, Charles B. de Boucherville, advocate, of the city of Westmount, and Albert Prevost, clerk, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, cafe, tavern, refreshment booth and lodging-house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit and tobacco merchants, importers and manufacturer of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, cab and carriage proprietors, livery stable keepers, real estate agents, brokers, carriers, and warehousemen; To construct, erect and operate hotels, apartment and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works, and of engineers; To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public works and

travaux publics et commodités de toutes sortes, y compris des cales, havres, quais, jetées, réservoirs, digues, irrigations, assèchement, améliorations, égout, drainage, service sanitaire, l'eau, le gaz, la lumière électrique, le téléphone, le télégraphe et l'énergie, usines, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics et tous autres travaux et commodités d'utilité publique;

Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie additionnelle ou autrement et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou faire le commerce d'obligations, débentures, actions, parts ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque à charte ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière ou autre dûment constituée; Promouvoir, organiser, développer ou administrer ou contribuer à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie et prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation et offrir pour souscription publique toutes actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, commerce ou entreprise;

Accepter et exécuter comme procureurs, agents, syndics ou autrement toute fiducie pour la transaction des opérations, le placement de fonds, la perception des prêts, loyers, intérêts, dividendes et l'émission, la création, la manipulation et la perception des dettes, hypothèques, débentures, obligations, billets, lettres, coupons et autres valeurs ou deniers;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptible d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et

conveniences of all kinds, include docks, harbours, piers, wharves, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, water, gas, electric light, telephonic, telegraphic and power supply, works, and hotels, warehouses, markets and public buildings and all other works or conveniences of public utility;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise; To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To accept and fulfil as attorneys, agents trustees or otherwise any trust for the transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, rents, interest, dividends and the issuing, making, handling and collecting of debts, mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such

obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins, qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et commodités qui sembleront susceptibles de promouvoir, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider et prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, exécution ou le contrôle d'iceux;

Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables, obligations ou débentures;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Prendre les moyens jugés opportuns pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, concession, droit ou privilège, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter l'une quelconque des actions, obligations et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes, conformément aux lois de ce pays étranger pour représenter la compagnie et accepter pour et au

authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, bonds or debentures;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and

nom de la compagnie assignation dans tout procès ou poursuite;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des terrains et toute description quelconque et de n'importe quel endroit, des permis, limites et baux forestiers, claims, peuplements, concessions, estacades, droits de flottage, pouvoirs hydrauliques, lots riverains et autres immunités, droits et privilèges quelconques; Construire ou autrement acquérir, exploiter, contrôler, administrer et négocier (1) des moulins ou machinerie, ateliers de machines, manufactures, usines, dispositifs, et accessoires de toute description pour couper, transporter, manipuler, manufacturer et ouvrer les billots et le bois de construction et de toute fabrication de bois ou du bois et tous autres matériels séparément ou mélangés, et de tous les produits ou sous-produits du bois ou autres matériels quelconques; (2) entrepôts, magasins, boutiques, hangars, cours, bureaux, hôtels, maisons de pension, restaurants, maisons pour les ouvriers, résidences, campements et bâtiments de toute description; (3) remorqueurs, bateaux, barges, allèges, navires, vaisseaux et autres vapeurs de toute description, et les quais, cales, jetées, cales de hâlage, et travaux pour l'amélioration de la navigation, aussi les structures, dispositifs et accessoires pour la manipulation du trafic de tout genre; (4) des réservoirs, digues, aqueducs, canaux, biez, drains, chutes pour le bois, ponts, routes, chemins de fer pour billots sur les terrains possédés ou contrôlés par la compagnie et tous autres travaux, dispositifs et accessoires incidents à ce qui précède;

Disposer et préparer des terrains, parcs et autres endroits pour l'équitation, la promenade, la chasse, les courses de chevaux, le golfe et le polo; construire des maisons de club, des grandes estrades et autres, kiosques, étables pour les chevaux, chenils pour les chiens de chasse, paddocks, salles de rafraîchissements et autres édifices, bâtiments et commodités, soit permanents ou temporaires; Organiser, tenir et promouvoir des courses, des expositions de golfe, polo, chevaux, d'horticulture, ski, d'agriculture et autres; Donner et contribuer à la distribution de prix, coupes, trophées et autres récompenses; Servir des rafraîchissements de toutes sortes à ses actionnaires et membres et leurs visiteurs; Entretenir des chevaux et voitures pour location;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir et détenir des terrains ou édifices ou tous intérêts en iceux pour fins de parc, sport, récréation, amusement et divertissement; Eriger des édifices sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux pour permettre le patin, curling, le hockey et autres divertissements amateurs et professionnels pour fins de représentations; Y aménager un gymnase et autres appareils; Utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou l'un quelconque des dits terrains, édifices et dépendances pour les fins précitées ou pour l'une quelconque d'icelles, les accessoires habituels et nécessaires; Exercer un club littéraire et de discussion ou une institution éducationnelle pour la discussion des questions littéraires et philosophiques et topiques et permettre aux membres la pratique de discuter et de parler en public; Favoriser et promouvoir les jeux et exercices amateurs légaux;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie; Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables; Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, pour garantir toutes telles

to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To purchase, lease or otherwise acquire and own lands of whatsoever description and wheresoever situate and timber licenses, limits and leases, claims, berths, concessions, booming grounds, driving rights, water powers, water lots and other easements, rights, and privileges whatsoever; To construct or otherwise acquire, operate, control, manage and deal in (1) mills or machinery, machine shops, factories, works, appliances and equipment of every description for the cutting, transportation, handling, manufacture and finishing of logs and lumber and of any manufacture of wood or of wood and any other materials severally and in combination, and of all products or by-products of wood or other materials whatsoever; (2) warehouses, stores, shops, sheds, yards, offices, hotels, boarding-houses, restaurants workmen's houses, dwellings, camps and structures of every description; (3) tugs, boats, barges, scows, ships, steamers and other vessels of every description, and wharves, docks, piers, slips and works for the improvement of navigation, also structures, appliances and equipment for the handling of traffic in any form; (4) reservoirs, dams, aqueducts, canals, flumes, drains, timber chutes, bridges, roadways, logging railways on lands owned or controlled by the company and all other works, appliances and equipment incidental to the foregoing;

To lay out and prepare grounds, parks and other places for riding, driving, hunting, horse racing, golf and polo; to construct club houses, grand or other stands, booths, stabling for horses, kennels for hounds, paddocks, refreshment rooms and other erections, buildings and conveniences either permanent or temporary; To conduct, hold and promote race meetings, golf, polo, horse, horticultural, skiing, agricultural and other exhibitions; To give and contribute towards prizes, cups, stakes and other rewards; To serve refreshments of all kinds to its shareholders and members and their visitors; To maintain horses and carriages for hire;

To purchase, take on lease, hire or otherwise acquire and hold lands or buildings or any interest therein for the purposes of park, sport, recreation, amusement and entertainment; To erect buildings on such lands or any of them for the purposes of skating, curling, hockey and other amateur or professional amusements and for purposes of entertainment; To equip same with gymnasium and other apparatus; To use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises for the purposes aforesaid or any of them with their usual and necessary adjuncts; To carry on a literary and debating club or an educational institution for the discussion of literary and philosophical questions and topics and the practice of public debating and platform speaking by the members; To encourage and promote lawful amateur games and exercises;

To borrow money upon the credit of the company; Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such

débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement ci-dessus mentionné, par acte de fiducie conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227), ou de toute autre manière; Hypothéquer ou gager les propriétés immobilières de la compagnie ou nantir ou grever autrement les propriétés mobilières, ou donner toutes telles garanties, pour garantir le remboursement de prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction des autres dettes, contrats ou obligations de la compagnie, sous le nom de "St. Anton Company, Ltd.", avec un capital total de quarante mille dollars ($40,000.00), divisé en quarante mille (40,000) actions ordinaires de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3011 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227), or in any other manner; Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company, under the name of "St. Anton Company, Ltd.", with a total capital stock of forty thousand dollars ($40,000.00), divided into forty thousand (40,000) common shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3012-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Union Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1937, constituant en corporation: Sydney Wells Sampson, comptable, Jean Auger, vendeur, tous deux de la cité de Montréal, et Lambert Lamarche, notaire, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurance, et représenter une ou plusieurs compagnies, firmes ou individus exploitant une spécialité quelconque du dit commerce, et accepter ou payer une commission ou autre rémunération pour services rendus, le tout conformément à la loi;

Agir comme agents financiers et courtiers en immeuble, obligations, hypothèques, prêts sur les édifices et acheteurs et vendeurs généraux de valeurs;

Acheter, vendre, échanger, louer, hypothéquer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, et négocier l'achat, la vente, l'échange, la location, le nantissement d'immeubles et de propriétés immobilières et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration des successions, la vente de propriétés, le placement, la munipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débentures et autres valeurs, et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et choses de même nature, et exercer le commerce de courtiers et d'agents généraux;

Exercer le commerce de bailleurs de fonds et de promoteurs et exécuter et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres, et exercer les opérations qui consistent à promouvoir, organiser, établir, administrer, exploiter, acheter, acquérir, aliéner et autrement faire le commerce et le négoce d'entre-

"Union Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fourth day of May, 1937, incorporating: Sydney Wells Sampson, accountant, Jean Auger, salesman, both of the city of Montreal, and Lambert Lamarche, notary, of the city of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of Insurance brokers, and to act as Insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commission or other remuneration for services rendered, the whole according to the law;

To act as financial agents and brokers in real estate, bonds, mortgages, buildings loans and general buyers and sellers of securities;

To buy, sell, exchange, lease, mortgage or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange, lease, mortgage of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisiions and the like, and to carry on the business of general brokers and agents;

To carry on business as investors and promoters and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on the business of promoting, organizing, establishing, administering, operating, purchasing, acquiring, disposing of and otherwise dealing in and with financial, commercial, indus-

prises financières, commerciales, industrielles, manufacturières, voituriers, agricoles, minières et autres dans un but de lucre;

Acheter, vendre et faire le commerce, soit comme mandant ou agent, d'actions, obligations, débentures, hypothèques sur les propriétés réelles ou personnelles, valeurs, billets et obligations de toutes sortes, et percevoir et disposer des intérêts, dividendes ou rentes sur ou des dites actions, bons, débentures, hypothèques, valeurs ou autres obligations;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que les opérations précitées, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Construire, entretenir ou améliorer tous édifices ou usines que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour ses objets;

Acheter, prendre des options, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir des propriétés réelles et personnelles, et tous droits que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et les détenir, les louer, les vendre, les aliéner ou autrement en disposer;

Prêter des deniers aux personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantie, avec ou sans garantie, l'exécution des contrats aussi bien que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans lesquelles la compagnie est intéressée, y compris le paiement de dividendes, intérêts sur les obligations, débentures actions-débentures ou autres valeurs, hypothèques ou engagements de toute autre compagnie ou personne, et accepter comme garantie pour les dits prêts et garanties toutes valeurs qui peuvent être offertes par les dites compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débentures, actions-débentures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de ou sur les propriétés des dites personnes ou compagnies;

Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs, et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation exploitant une industrie semblable ou en partie semblable à celle que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

Emettre des actions entièrement libérées, obligations, actions-débentures et ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, et pour services rendus ou travaux exécutés pour elle, et aussi émettre les dites actions entièrement libérées, obligations, actions-débentures et ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations ou actions-débentures et ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements, comptes recevables,

trial, manufacturing, transportation, agricultural, mining and other enterprise with a view to profit;

To buy, sell and deal in, either as principal or agent, stocks, bonds, debentures, mortgages on real or personal property, securities, notes and obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, dividends or income upon or from such stocks, bonds, debentures, mortgages, securities or other obligations;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights;

To construct, maintain or alter any buildings or work which the company may think necessary or convenient for its purposes;

To purchase, preempt, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire in real and personal property, and any rights which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and the same to hold lease and sell and convey, or otherwise dispose of;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the Company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities, of any other company or person, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

To take or hold mortages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To issue paid-up shares, bonds, debenture stock and or other security for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the Company may lawfully acquire, and for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid-up shares, bonds, debenture stock and or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and or other securities of any other Company;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities, accounts receivable, bills, notes, bills of

lettres, billets, connaissements, récépissés d'entrepôt, reçus de location, hypothèques sur effets mobiliers, billets privilégiés et autres valeurs de toute compagnie, société, association ou personne et les payer en deniers ou en actions ou valeurs de cette compagnie, ou partiellement en deniers et partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération;

Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés, réelles ou personnelles, ou du commerce ou de l'entreprise de la compagnie, à toute personne, firme ou corporation, et pour la considération que la compagnie croira convenable, y compris pour toute telle vente, location ou aliénation, les actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emprunter des deniers, tirer, faire, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de billets promissoires, lettres de change, obligations, débentures et titres de créances de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite tant qu'au montant, et les garantir par hypothèque, nantissement ou autrement, sous le nom de "Union Agencies, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10,00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,

3013 Sous-secrétaire de la Province.

lading, warehouse receipts, hire receipts, chattle mortgages, lien notes and other securities of any company, society, partnership or person and to pay for the same in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company, to any person, firm or corporation, and for such consideration as the Company may think fit, including for any such sale, lease or disposal, shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company;

To borrow money, to draw, make, accept, endorse, issue, buy, sell or otherwise deal in promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise, under the name of "Union Agencies, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the Company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,

3014—o Assistant Provincial Secretary.

"Vi-Rex, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1937, constituant en corporation: Pascal Delisle, J.-Auzias Lanthier, agents, et Roch Julien, voyageur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, négocier et passer des contrats pour la fabrication, vente, achat et échange de verrerie, faience, porcelaine et poterie, et miner, manufacturer, vendre, acheter et généralement négocier tous matériaux utilisés dans la fabrication d'aucun des objets sus-décrits, ou en aucun commerce similaire ou connexe, et soit en gros ou en détail;

2. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

3. Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir la réalisation des contrats par toutes telles personnes;

4. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables;

5. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant telle considération que la compagnie croira convenable;

6. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement né-

---

"Vi-Rex, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day of May, 1937, incorporating: Pascal Delisle, J. Auzias Lanthier, agents, and Roch Julien, traveller, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturing, buying, selling, dealing in and contracting for the manufacture, sale, purchase, and exchange of glassware, crockery, china and pottery, and to mine, manufacture, sell, buy and generally deal in all materials used in the manufacture of any of the above-described wares, or in any business similar thereto or connected therewith; and whether wholesale or retail;

2. To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

3. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

4. To draw make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

5. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may seem fit;

6. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise

gocier tous ou aucune partie des biens ou droits de la compagnie;

7. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

8. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

9. Acquérir, en tout ou en partie, les biens de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et pour telle considération que la compagnie jugera convenable, sous le nom de "Vi-Rex, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de un dollar chacune, et la partie du capital-actions qui sera émise sous la forme d'actions privilégiées est de dix-huit mille dollars ($18,000.00), divisée en mille huit cents (1,800) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux dispositions suivantes:

(*a*) Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende privilégié non-cumulatif au taux de 6% par année sur le capital payé sur icelles;

(*b*) Les dites actions privilégiées auront, en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital, rang de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne confèreront aucun droit additionnel de participer aux profits et biens;

(*c*) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront aucun droit de vote à toute assemblée des actionnaires de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3015

"West End Plastering Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1937, constituant en corporation: Henri Crépeau, conseil de loi du Roi, Ceifford L. Earle, comptable, et Claire Lachance (fille majeure), secrétaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de décorateurs, peintres et dessinateurs et comme importateurs, fournisseurs, acquéreurs et manufacturiers et négociants de travaux de décoration de toutes sortes et d'aucune et toutes sortes d'édifices, construire, décorer, peinturer, couvrir ou finir aucune et toutes sortes de murs intérieurs ou extérieurs, dessiner et exécuter des travaux de décoration et de peinturage de toutes sortes, exercer toutes sortes de transactions, incidentes à l'exécution des dits travaux dans des édifices privés ou publics de toutes sortes, et manufacturer, acheter, vendre, louer, arrenter, importer, exporter et généralement négocier et faire le commerce

deal with all or any part of the property or rights of the company;

7. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

8. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

9. To acquire, in whole or in part, the assets of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and for such consideration as the Company may think fit, under the name of "Vi-Rex, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) common shares of one dollar each; and the part of the capital stock to be issued and preferred shares is eighteen thousand dollars ($18,000.00), divided into one thousand eight hundred (1,800) shares of ten dollars ($10.00) each.

The said Preferred shares shall be subject to the following provisions:

(*a*) The said preferred shares shall carry the right to a non-cumulative preferential dividend at the rate of 6% per annum on the capital paid up thereon;

(*b*) The said preferred shares shall rank both as regards dividends and retrun of capital in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits and assets;

(*c*) The holders of the said preferred shares shall have no right to vote at any meeting of the shareholders of the company.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3016—o

"West End Plastering Company, Limited".

Notice si hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eleventh day of May, 1937, incorporating: Henri Crépeau, King's Counsel, Ceifford L. Earle, accountant, and Claire Lachance (fille majeure), secretary, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as decorators, painters and designers and as importers, exporters, suppliers, purchaser, and manufacturers of and dealers in decorative work of all kinds in and upon any and all kinds of buildings, to construct, decorate, paint, coat or finish any and all kinds of inside or outside walls to design and execute decoration and painting of all kinds, to carry on all transactions, incidents to the execution of such work in private or public buildings of all kinds and to manufacture, buy, sell, hire, lease, import, export, and generally deal in and with all materials and accessories incident to or useful in the construction of any kind of building or in

de tous matériaux et accessoires incidents ou utiles à la construction de toutes sortes de bâtiments ou à leur ameublement et aménagement complets;

2. Exercer aucune et toutes sortes d'opérations comme manufacturiers, producteurs, marchand, en gros et en détail, importateurs et exportateurs et manufacturiers, produire, adopter, préparer, acheter, vendre et autrement négocier tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec tel commerce ou qui lui sont incidents, et en particulier, mais sans limiter la généralité des objets susdits, manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer et généralement négocier et faire le commerce de tous matériaux susceptibles d'être utilisés dans la construction, décoration, revêtement, peinturage comme dernière main à aucune et toutes sortes de murs intérieurs ou extérieurs;

3. Acheter, acquérir, vendre, disposer, gager et aliéner tous immeubles et biens que la compagnie croira nécessaires et convenables aux fins de son commerce;

4. Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et droits de toute personne, personnes, firme et corporation exerçant aucun commerce que cette compagnie a exercé ou peut exercer, et les payer en actions totalement ou partiellement acquittées de la présente compagnie;

5. Se fusionner ou conclure des arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, risques conjoints, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui semble susceptible d'augmenter la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie;

6. Emettre et répartir des actions entièrement acquittées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement ou partie de paiement du commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrats, biens immeubles, actions, obligations et débentures ou autres biens ou droits, qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

7. Prélever et aider au prélèvement de deniers, et aider au moyen de bonus, promesse, prêt, endossement, garantie d'obligations, débentures ou valeurs ou autrement toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation de contrats par toute telle compagnie, corporation, individu ou association ou par toute telle personne ou telles personnes;

8. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée, et en particulier dans l'achat d'actions dans toute autre compagnie, sous le nom de "West End Plastering Company, Limited", avec un capital-total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mai 1937.

ARMAND VIAU,

3017 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

the complete furnishing and equiping thereof;

2. To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, wholesale and retail merchants, importers and exporters and to manufacture, produce, adopt, prepare, buy, sell, and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business, and in particular but without limiting the generality of the foregoing to manufacture, buy, sell, export, import, and generally deal in and with any all materials capable of use in the construction, decoration coating, paintings as finishing of any and all kinds of inside or outside walls;

3. To purchase, acquire, sell, dispose of, mortgage and alienate any real estate and property which the company might think necessary and convenient for the purpose of its business;

4. To acquire, take over the whole or any part of business property and right of any person, persons, firm and corporation, carrying on any business which this present company carried on or may carry on, and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

5. To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company;

6. To issue and allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of business, franchise, undertaking property, rights, powers, provileges, lease, license, contract, real-estate, stock bonds and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

7. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or securities or otherwise any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

8. To invest and deal with monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined, and particularly in the purchase of stock in any other company, under the name of "West End Plastering Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1937.

ARMAND VIAU,

3018-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Whitford Inventions, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par Monsieur l'administrateur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mai 1937, constituant en corporation: Harry-Lawrence-Whittaker, surintendant de construction, William-Garnet-Allan Dixon, propriétaire de cabines pour touristes, tous deux de Verdun, Québec, et Frederick-Gage Todd, Jr., ingénieur, de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir des droits brevetés ou des brevets de toute personne ou compagnie et faire des essais pour l'invention ou l'amélioration de toute machine ou appareil et solliciter tous brevets en rapport avec iceux;

2. Manufacturer ou construire tout article ou machine pour lesquels la compagnie a des brevets ou qu'elle désire manufacturer, soit pour elle-même ou pour toute autre personne ou compagnie;

3. Conclure des conventions avec toute entreprise en exploitation, personne ou compagnie pour la fabrication ou la construction des articles ci-dessus mentionnés, soit par contrat ou par les conventions que la compagnie pourra décider;

4. Faire la vente des articles ci-dessus mentionnés, et payer des salaires ou commissions, soit en deniers ou en actions à quiconque faisant la dite vente de la manière résolu par la compagnie;

5. Acheter, louer ou autrement acquérir ou aliéner des immeubles convenables pour les fins de la compagnie;

6. Acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

7. Vendre, améliorer, louer, hypothéquer, aliéner ou autrement attribuer la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

8. Payer toutes ou l'une quelconque des dépenses connexes à la formation et à la constitution de la compagnie et rémunérer toute personne pour services rendus en rapport avec la dite formation et constitution par la répartition d'actions entièrement libérées ou autrement;

9. Acquérir ou disposer des actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie ou aider toute telle autre compagnie de toute manière quelconque;

10. Acheter, louer, vendre ou autrement acquérir ou aliéner tous droits ou franchises, brevets ou inventions, marques de commerce ou autres droits semblables se rapportant au commerce de la compagnie;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Whitford Inventions Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

3019

"Whitford Inventions, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1937, incorporating: Harry Lawrence Whittaker, Building Superintendent, William Garnet Allan Dixon, Tourist Camp Owner, both of Verdun, Quebec, and Frederick Gage Todd, Jr., Engineer, of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire patent rights or patents from any person or company and to carry on experiments for the invention or improvement of any machine or apparatus, and to apply for patents for the same;

2. To manufacture or construct any article or machine for which the Company has patents or which it may desire to manufacture, either for itself or for any other person or Coy;

3. To make arrangements with any concern, person or company for the manufacture or construction of above mentioned articles, either by contract or by such arrangements as the Company may decide;

4. To carry on the business of selling the above mentioned articles, and to pay salaries or commissions, either in cash or stock to anyone concerned with such selling as may be decided by the Company;

5. To purchase, lease, or otherwise acquire or dispose of real estate suitable for the purposes of the Company;

6. To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this Company;

7. To sell, improve, lease, mortgage, dispose of, or otherwise deal with all or any part of the property of the Company;

8. To pay all or any part of the expenses incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and to remunerate any person for services rendered in connection therewith by the allotment of fully paid up stock or otherwise;

9. To acquire or dispose of stock in any other company having objects similar to those of this Company or to aid any other such company in any manner whatsoever;

10. To purchase, lease, sell or otherwise acquire or dispose of any rights or franchises, patents, or inventions, trade-marks or other similar rights relating to the business of the Company;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Whitford Inventions Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3020–o

Lettres Patentes Supplémentaires

"Laboratoires Desautels, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 47 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour de mai 1937, à la Compagnie "Laboratoires Desautels Limitée", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

1. La Compagnie: Laboratoires Desautels, Limitée, décrète la création de deux cents actions privilégiées de cinquante dollars chacune, avec les privilèges suivants attachés à ces actions privilégiées:

a) Les actions privilégiées ont priorité sur les actions ordinaires, relativement au principal et aux dividendes;

b) Les actions privilégiées rapportent un intérêt cumulatif de sept pour cent;

c) Chaque détenteur d'actions privilégiées, à toutes les assemblées des actionnaires, a droit à autant de votes qu'il possède d'actions privilégiées de la Compagnie, tout comme le détenteur d'actions sans valeur au pair, à toutes les assemblées des actionnaires a droit à autant de votes qu'il possède d'actions sans valeur au pair de la Compagnie;

d) La Compagnie se réserve le droit de racheter de gré à gré les actions privilégiées, en tout ou en partie, en payant la valeur nominale au pair, plus un boni d'un dollar et cinquante centins ($1.50) par action privilégiée, en d'autres termes, au prix de cinquante et un dollars et cinquante centins ($51.50) par action privilégiée, en donnant un avis par écrit d'un mois à l'actionnaire privilégié à sa dernière adresse connue;

2. La Compagnie décrète l'augmentation de son capital-actions des dites deux cents actions privilégiées de cinquante dollars chacune et que le nouveau capital-actions de la Compagnie soit divisé en neuf mille neuf cents (9,900) actions, sans valeur au pair ou nominales et en deux cents (200) actions privilégiées de cinquante dollars ($50.00) chacune.

3. Les actions privilégiées peuvent être émises et réparties au prix fixé par le bureau de direction de cette Compagnie, pourvu que le prix ne soit pas moindre que le pair.

4. Le montant avec lequel la Compagnie pourra continuer ses opérations ne devra pas être inférieur à cinquante mille cinq cents dollars ($50,500.00).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de mai 1937.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

2991—o

Supplementary Letters Patent

"Laboratoires Desautels, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the tenth day of May, 1937, to the Company "Laboratoires Desautels Limitée", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

1. The Company: Laboratoires Desautels Limitée enacts the creation of two hundred preferred shares of fifty dollars each, with the following privileges attached to the said preferred shares;

a) The preferred shares have priority over the common shares, both as to capital and dividends;

b) The preferred shares shall be entitled to a seven per cent cumulative interest;

c) Each holder of preferred shares, at all meetings of the shareholders, is entitled to as many votes in proportion to the number of preferred shares of the company held by him, as the holder of shares without par value, at all meetings of the shareholders is entitled to as many votes in proportion to the number of shares without par value of the company held by him;

d) The company reserves the right to redeem at private sale the preferred shares, in whole or in part, by paying the nominal or par value thereof, plus a bonus of one dollar and fifty cents ($1.50) per preferred share, in other words, at the price of fifty one dollars and fifty cents ($51.50) per preferred share, by giving a one month's written notice to the preferred shareholder at his last known address;

2. The company enacts the increase of its share-capital of two hundred preferred shares of fifty dollars each, and that the new share-capital of the company be divided into nine thousand nine hundred shares, (9,900) without nominal or par value and into two hundred (200) preferred shares of fifty dollars ($50.00) each.

3. The preferred shares may be issued and allotted at the price fixed by the Board of Directors of the said company, provided that the price is not less that par.

4. The amount with which the company will continue its operations shall not be less than fifty thousand five hundred dollars ($50,500.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1937.

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

2992

Bureau-chef

THE CHURCHILL COMPANY, LIMITED.
LA COMPAGNIE CHURCHILL, LIMITÉE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie sus-nommée constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour d'avril mil neuf cent trente-sept, a son bureau-chef, le-

Chief Office

THE CHURCHILL COMPANY, LIMITED.
LA COMPAGNIE CHURCHILL, LIMITÉE.

Notice is hereby given that the above named Company incorporated by Letters Patent on the Seventh day of April one thousand nine hundred and thirty-seven, has its head office, which from

quel à compter de la date du dit avis sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau-chef, au coin des rues Saint-Paul et Child, en la ville de Coaticook dans le district de Saint-François.

Daté et signé en la dite ville de Coaticook, par Charles Howard Murray Church, président de la Compagnie, ce trentième jour de mai, mil neuf cent trente-sept.

Le président,
HOWARD CHURCH.

3029

the date of said notice shall be considered by the Company as being the head office of the Company at the corner of Saint Paul and Child Streets in the Town of Coaticook in the district of Saint Francis.

Dated and signed at the said Town of Coaticook by Charles Howard Murray Church, the President of the Company, on this Thirtieth day of May one thousand nine hundred and thirty-seven.

HOWARD CHURCH,
President.

3030–o

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.—COMTÉ DE LÉVIS

VILLE DE LAUZON.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Lévis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à ls salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P.Q., SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P.Q.

PROVINCE OF QUEBEC.—COUNTY OF LEVIS.

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given by the undersigned Levis Bourassa, Secretary of the aforesaid town, that the properties hereinunder designated shall be sold by public auction in the Council room, Town Hall, in the town of Lauzon, County of Levis, P.Q., on SATURDAY, the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1937, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes and interest hereinunder mentioned and the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the treasurer of the town of Lauzon, in the Town Hall, in the town of Lauzon, P.Q.

Propriétaires / Proprietors	Cadastres—Cadastral: No	Subdivisions	Montant dû / Amount due
Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville—The following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.			
1.—Pelletier, D.	175	11	$ 495.07
2.— " "	175	12	440.57
3.— " "	175	10	400.79
4.— " "	175	13	54.77
5.— " "	194	7	478.34
Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon—All the following lots according to the official cadastre for the Incorporated Village of Lauzon.			
6.—Pelletier, D.	1098	Partie—Part.	$ 99.22
7.—Roe, Dame-Mrs. J.	1032		363.73
8.—Bélanger, Adélard.	357	Partie-Part	482.69
9.— " "	248	Sub. 6	36.71
Le lot suivant relève du cadastre officiel pour le village de St-Joseph-de-Lévis.—The following lot according to the official cadastre for the village of Saint Joseph de Levis.			
10.—Laflamme, J.-A.	3		$591.91

Tous les immeubles ci-dessus décrits pour être vendus avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Donné en la ville de Lauzon, ce 1er jour de juin 1937.

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

Le Procureur de la ville de Lauzon,
Par MAURICE PELLETIER.

3039–23–2

All the hereinabove described immovables to be sold with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Dated in the town of Lauzon, this 1st day of June 1937.

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

Per MAURICE PELLETIER,
Attorney for the town of Lauzon.

3040—23–2

Province de Québec.

CITÉ DE WESTMOUNT.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières dans la cité de Westmount, ci-après décrites, seront vendues à l'enchère publique dans le bureau du secrétaire-trésorier, en l'hôtel de ville, Westmount, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures et DEMIE du matin, pour satisfaire au paiement des taxes et intérêts, se montant à $990.73, et pour les frais, à moins que les dites taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La propriété de Joseph-Médard Lemire; Joseph-Oswald Lemire; Hercule Lemire; Joseph-Rodolphe Lemire; Girard Lemire et Dame Maria Lemire, épouse séparée de biens de Joseph-Zéphirin Gauthier, comprenant la partie de la subdivision trois (3) du lot officiel deux cent huit (208) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant une superficie de dix mille cent quatre-vingt-cinq pieds carrés, plus ou moins—avec édifices sus-érigés portant le numéro civique 584, chemin de la Côte Saint-Antoine; bornée en front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, en arrière par partie de la subdivision huit, au sud-ouest par la partie restante de la dite subdivision trois, au nord-est par les subdivisions quatre et quatre-vingt-neuf et la resubdivision un de la subdivision quatre-vingt-dix du dit lot officiels deux cent huit, et par la place Saint-Georges.

Donné à Westmount, ce vingt-cinquième jour de mai 1937.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR-F. BELL.

2905-22-2

Province of Quebec.

CITY OF WESTMOUNT.

Public notice is hereby given that the immovable property in the city of Westmount, hereinafter described, will be sold by public auction, in the secretary treasurer's office in the City Hall, Westmount, on the TWENTY THIRD day of JUNE nineteen hundred and thirty seven at HALF past TEN o'clock, in the forenoon for the non-payment of taxes and interest, amounting to $990.73 and for costs, unless said taxes, interest and costs are paid before the sale.

The property of Joseph Medard Lemire; Joseph Oswald Lemire; Hercule Lemire; Joseph Rodolphe Lemire; Girard Lemire and Dame Maria Lemire, wife separate as to property of Joseph Zephirin Gauthier, comprising part of subdivision three (3) of official lot two hundred and eight (208) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, having an area of ten thousand one hundred and eighty-five (10,185) square feet, more or less—with buildings thereon erected bearing civic number 584 Cote Saint Antoine road; bounded in front by Cote Saint Antoine road, in rear by part of subdivision eight, on the Southwest by remaining part of said subdivision three, on the Northeast by subdivisions four and eighty nine and resubdivision one of subdivision ninety of said official lot two hundred and eight, and by Saint Georges' Place.

Given at Westmount, this twenty fifth day of May, 1937.

ARTHUR F. BELL,
Secretary treasurer.

2906-22-2-o

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de: Alfred Laverdière, marchand, Saint-Jean-Deschaillons, Qué., Cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN 1937, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschaillons, Qué., l'immeuble de cette faillite comme suit:

Item A.—Un emplacement situé au nord du Chemin Royal du village Deschaillons, faisant partie du numéro cent vingt-deux (pt. 122) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, de 70 pieds de front sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin royal jusqu'au fleuve Saint-Laurent; borné à l'est au terrain d'Antonio Laberge, à l'ouest à celui d'A. Lemay, au sud au chemin et au nord au fleuve Saint-Laurent—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris comptoir et tablettes de magasin.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et

UNDER THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Alfred Laverdière, merchant, Saint Jean Deschaillons, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of JUNE 1937, at TWO o'clock in the afternoon, Standard Time, at the parochial church door of Saint Jean Deschaillons, Que., there shall be sold at public auction the immovable of this estate, as follows:

Item A.—An emplacement situate north of the King's Highway of the village of Deschaillons, forming part of number one hundred and twenty two (Pt. 122) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, of 70 feet in front by whatever depth there may be between the King's Highway and the Saint Lawrence river; bounded on the east by the land of Antonio Laberge, on the west by that of A. Lemay, on the south by the highway and on the north by the Saint Lawrence river—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including store counter and shelves.

The said item shall be offered on sale to the highest and last bidder.

The title and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and

aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 18 mai 1937.

Les Syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureau: 147, Côte de la Montagne,
Québec. 2773—21-2-o

seventeen of the C. C. P. and also to article forty five of the Bankruptcy Act; this sale will have the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, May 18, 1937.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Office: 147 Mountain Hill,
Quebec. 2774—21-2

Sous la loi d'arrangements entre cultivateurs et créanciers.

Dans l'affaire de Arthur Laramée, cultivateur, de la paroisse de Saint-François du Lac, comté de Yamaska, district de Richelieu, cédant-autorisé.

Avis public est par le présent donné que MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus, par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-François du Lac, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, de la contenance de trois arpents et trois quarts de largeur, sur vingt-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout, au chemin de front, de l'autre bout, aux terres du Bois de Maska, d'un côté, à Wilbrod Laramée, et de l'autre côté, à William Laramée, ou représentants—avec maison et autres bâtisses: la dite terre étant une partie du numéro six cent vingt-cinq (Pt. No 625) et les numéros six cent vingt-sept et six cent trente-six (Nos 627 et 636) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Yamaska, pour la paroisse de Saint-François du Lac;

2. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, de la contenance de un arpent de largeur sur environ trois arpents de profondeur, tenant au nord-est, au donateur (une décharge sépare le terrain donné du reste du terrain du donateur), de l'autre bout, aux terres Saint-Gérard de Majella, d'un côté, à Alphée Laramée, et de l'autre côté, à Edouard Laramée; sans bâtisses: la dite portion de terre étant une partie du lot décrit au cadastre du comté de Yamaska, pour la paroisse de Saint-François du Lac sous le numéro quatre cent quatre-vingt-six (Pt. No 486);

3. La moitié indivise de la moitié indivise d'une portion de terre située en la paroisse de Saint-François du Lac, en la troisième concession, de la contenance de un arpent et demi de largeur, sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout, au nord-est, au chemin de front, de l'autre bout, au sud-ouest aux terres de Saint-Pie de Guire, d'un côté, au nord-ouest à Dolphis Peltier ou représentants, et de l'autre côté, au sud-est, à Napoléon Martel ou représentants; sans bâtisse; laquelle portion de terre est une partie sud-est, du front à la profondeur, du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Yamaska, pour la paroisse de Saint-François du Lac, sous le numéro cinq cent un, (Pt. No 501);

4. Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent douze (No 512) du cadastre d'enregistrement du comté de Yamaska, pour la paroisse de Saint-François du Lac.

Under the farmers' creditors arrangement act.

In the matter of Arthur Laramée, farmer, of the parish of Saint François du Lac, county of Yamaska, district of Richelieu, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of Saint François du Lac, the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint François du Lac, measuring three arpents and three quarters in width, by twenty two arpents in depth, the whole more or less, bounded at one end, by the front road, at the other end by the lands of "Bois de Maska", on one side, by Wilbrod Laramée, and on the other side, by William Laramée, or representatives—with a house and other buildings: the said farm being a part of number six hundred and twenty five (Pt. No. 625) and numbers six hundred and twenty seven and six hundred and thirty six (Nos. 627 and 636) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Yamaska, for the parish of Saint François du Lac;

2. A parcel of land situate in the parish of Saint François du Lac, measuring one arpent in width by about three arpents in depth, bounded on the Northeast by the donor (a discharge separates the parcel of land donated from the remainder of the land of the donor), at the other end by the lands of Saint Gérard de Majella, on one side by Alphée Laramée, and on the other side by Edouard Laramée—without buildings; the said parcel of land being a part of the lot described on the cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint François du Lac, under number four hundred and eighty six (Pt. No. 486);

3. The undivided half of the undivided half of a parcel of land situate in the parish of Saint François du Lac, in the third concession, measuring one arpent and one half in width, by twenty four arpents in depth, the whole more or less, bounded at one end, on the Northeast by the front road, at the other end on the Southwest by the lands of Saint Pie de Guire, on one side on the Northwest by Dolphis Peltier or representatives, and on the other side on the Southeast, by Napoléon Martel or representatives—without buildings; the said parcel of land is a Southeast part, from front to rear, of the lot of land described on the official plan and book of reference of the county of Yamaska, for the parish of Saint François du Lac, under number five hundred and one (Pt. No. 501);

4. The lot of land known and designated as being lot number five hundred and twelve (No. 512) of the official cadastre of the county of Yamaska, for the parish of Saint François du Lac.

Chaque immeuble sera vendu séparément et tel que désigné à chacun des paragraphes, ci-dessus.

Les dits immeubles seront vendus sujets à la taxe payable au Gouvernement Provincial.

La vente des dits immeubles est faire conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite; cette vente équivant à la vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné au village de Saint-Guillaume, comté de Yamaska.

Conditions de paiement: Comptant.

Saint-Guillaume d'Upton, ce dix-huit mai, mil neuf cent trente-sept.

Le Syndic et Séquestre officiel sous la Loi d'Arrangements entre cultivateurs et créanciers,

2775-21-2-o L.-D.-THEO. VANASSE.

Sous la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers, 1934.

Dans l'affaire de Emile Bussières, cultivateur, Sainte-Eulalie, cédant.

Avis public est par le présent donné que le LUNDI, VINGT ET UN de JUIN, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, seront vendus aux enchères publiques et adjugés eu plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant:

Une terre d'environ trois arpents de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur—avec maison et dépendances.

Une autre terre d'environ trois arpents et demi de largeur sur une profondeur d'environ vingt-sept arpents sans dépendance, le tout formant 178 arpents de superficie plus ou moins, à prendre sur le biais des lots cinq, six et sept du Gouvernement, étant partie de Nos soixante et un, soixante et deux et soixante et trois du cadastre pour Sainte-Eulalie (P. 61-62-63).

Cette vente faite suivant les dispositions de la loi de faillite et conformément aux dispositions du C.P.C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 18ème jour de mai, 1937.

Comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,

2821-21-2-o ELISEE BEAULAC.

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS, 1934

Avis public est par le présent donné que le LUNDI, CINQUIÈME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-sept, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, dans le comté de Nicolet, seront vendus aux enchères publiques et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles dont la désignation suit, et qui forment l'actif du cédant:

Dans l'affaire de Ernest Cardinal cultivateur, Sainte-Brigitte, cédant.

Un terrain situé en la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, en la concession du neuf; de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-

Each immovable shall be sold separately and as designated in each of the foregoing paragraphs.

The said immovables will be sold subject to the tax payable to the Provincial Government.

The sale of the said immovables is made in conformity with articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen (717) of the Code of Civil Procedure and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act; the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned in the Village of Saint Guillaume, county of Yamaska.

Conditions of payment: Cash.

Saint Guillaume d'Upton, this eighteenth of May, one thousand nine hundred and thirty seven.

L. D. THEO. VANASSE,

Trustee and Official Receiver under the Farmers' Creditors Arrangement Act.

2776-21-2

Under the farmers' creditors arrangement act, 1934.

In the matter of Emile Bussières, farmer, Sainte Eulalie, Assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the TWENTY FIRST of JUNE one thousand nine hundred and thirty seven, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Eulalie, in the county of Nicolet, there shall be sold by public auction and adjudged to the highest and last bidder, the immovables described as follows, and which form the estate of the Assignor.

A farm of about three arpents in width by about twenty eight arpents in depth—with a house and dependencies.

Another farm of about three arpents and one half in width, by a depth of about twenty seven arpents—without dependencies, the whole forming 178 arpents in superficies more or less, to be taken on the bias of the Government lots five, six and seven, being part of numbers sixty one, sixty two and sixty three of the cadastre for Sainte Eulalie (Pt. 61-62-63).

The said sale shall be made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and in conformity with the provisions of the C.C.P., and shall have the same legal effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, 18th day of May, 1937.

County of Nicolet, P. Que.

ELISEE BEAULAC,

2822-21-2 Official Receiver and Trustee.

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT, 1934

In the matter of Ernest Cardinal, farmer, Sainte Brigitte, assignor.

Public notice is hereby given that on MONDAY, the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty seven, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Sainte Brigitte des Saults, in the county of Nicolet, there shall be sold by public auction and adjuged to the hights and last bidder, the immoveables designated as follows, and which form the assets of the assignor.

A lot of land situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults, in the "Concession du neuf"; measuring three arpents in width by twenty

huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front au chemin de front de la concession du dix; du côté sud-est à Elphège Boisvert; et du côté nord-ouest à Hormisdas Desfossés; lequel terrain est connu et décrit comme étant partie du lot de terre numéro quatre cent dix (p. 410) du township de Wendover, situé en la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults.

Un autre terrain situé en la concession du huit, de la dite paroisse Sainte-Brigitte; de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur; le tout plus ou moins; borné en front au chemin du neuf; du côté nord-est, à la succession Joseph Robert; en profondeur au chemin du sept; et du côté nord-ouest à Tancrède Bergeron ou représentant; lequel terrain est connu et décrit comme étant le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395) du dit cadastre du township de Wendover, paroisse Sainte-Brigitte.

Cette vente faite suivant les dispositions de la loi de faillite et conformément aux dispositions du C. P. C., a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Saint-Grégoire, le 1er jour de juin 1937.

Comté de Nicolet, P. Qué.

Le séquestre officiel et syndic,

3035-23-2-o ELISÉE BEAULAC.

LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS.

Dans l'affaire de Louis-Joseph LaForest, cultivateur, de Marieville, comté de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, cédant autorisé:

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour de JUILLET 1937, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, heure d'été, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Marieville, avec l'effet du décret, les immeubles du cédant, savoir:

1. Une ferme bâtie de maison d'habitation et dépendances et composée:

a) D'une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang de l'église, mesurant deux arpents et sept pieds de largeur sur vingt-neuf arpents et neuf perches de longueur, plus ou moins, étant le lot numéro cent dix-neuf (119) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir.

b) D'une terre située en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, contiguë à celle ci-dessus, mesurant deux arpents de largeur sur trente arpents de longueur, le tout plus ou moins, connue sous le numéro cent quatre-vingt (180) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir.

A distraire de ces deux terrains la partie qui en a été prise pour asseoir le chemin de fer Montreal, Portland & Boston.

2. Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang de l'Eglise, mesurant deux arpents de largeur sur trente arpents de longueur, le tout plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cent vingt-trois (123) aux plan et livre de renvois officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Les susdits immeubles seront vendus sujets à la taxe de 3½ pour cent payable au gouvernement provincial. La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize (716) et sept cent dix-sept (717) du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article 45 de la

eight arpents in depth, more or less; bounded in front by the front road of "Concession du dix"; on the Southeast side by Elphège Boisvert; and on the Northwest side by Hormisdas Desfossés; said lot of land being known and designated as being part of lot of land number four hundred and ten (pt. 410) of the township of Wendover, situate in the parish of Sainte Brigitte des Saults.

Another lot of land sitate in "Concession du huit", of the said parish of Sainte Brigitte, measuring three arpents in width by twenty eight arpents in depth; the whole more or less; bounded in front by the "Chemin du neuf", on the Northeast by the Joseph Roberge Estate, on the depth by the "Chemin du sept", and on the Northwest by Tancrède Bergeron or representative; said lot of land being known and designated as being lot of land number three hundred and ninety five (395) on said cadastre for the township of Wendover, parish of Sainte-Brigitte.

This sale, made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and in conformity with the provisions of the C. C. P., shall have the same legal effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Saint Grégoire, this 1st day of June, 1937,

County of Nicolet, P. Q.

ELISÉE BEAULAC,

3036-23-2 Official Receiver & Trustee.

FARMERS CREDITORS ARRANGEMENT ACT.

In the matter of Louis Joseph LaForest, farmer of Marieville, Rouville county, district of Saint Hyacinthe, insolvent:

Public notice is hereby given that WEDNESDAY, the SEVENTH day of JULY, 1937, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, daylight time, at the parochial church's door of the parish of Marieville, county of Rouville, there shall be sold at public auction, the following immoveables belonging to the aforesaid estate, with the same effect of a sheriff's sale, to wit:

1. A farm building containing a dwelling house and dependances composed of:

a) A land situated in the parish of Sainte Marie de Monnoir, range of the church, measuring two acres and seven feet by twenty-nine acres and nine perches, more or less, being lot No. one hundred and nineteen (119) in the official plan and cadastre of the parish of Sainte Marie de Monnoir.

b) A land situated in the parish of Sainte Angèle de Monnoir, contiguous to the above mentioned land, measuring two acres by thirty acres, more or less, being lot one hundred and eighty in the official plan and cadastre of the parish of Sainte Angèle de Monnoir.

Should be distracted from those two lots part of the land already taken for Montreal, Portland & Boston railroad.

2. A land situated in the parish of Sainte Marie de Monnoir, range of the church, measuring two acres by thirty acres, more or less, being lot one hundred and twenty-three (123) in the official plan and cadastre of the said parish—with buildings.

The said lands will be sold subject to the tax of 3½ per cent payable to the Provincial Government. The sale of these immeoveables shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen (716) and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also to article

Loi de Faillite: Cette vente équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et les certificats peuvent être examinés en s'adressant au bureau du soussigné, 11-13 rue Saint-Denis à Saint-Hyacinthe.

Conditions de paiement: comptant.

Saint-Hyacinthe, ce 27 mai 1937.

Le syndic et séquestre officiel sous la Loi d'Arrangement entre cultivateurs et créanciers,

3031—23-2-o PH. POTHIER.

forty-five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at the office of the undersigned, 11-13 Saint Denis street, Saint Hyacinthe.

Conditions: Cash.

Saint Hyacinthe, this 27th day of May, 1937.

PH. POTHIER,

Trustee and Official Receiver under Farmers' Creditors Arrangement Act.

3032—23-2-o

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 247.

Dans l'affaire de la Compagnie: "Mount Royal Race Track Land Holding Co., Inc.", une compagnie dûment constituée en corporation ayant son bureau principal d'affaires en les cité et district de Montréal, et une place d'affaires en la ville de Mount Royal, dit district, en liquidation; et W. Leslie Gatehouse, liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, dans le district de Montréal, rendu le dix-neuvième jour de mai mil neuf cent trente-sept, et en vertu d'un autre jugement de la même cour rendu le vingt-septième jour de mai mil neuf cent trente-sept, seront vendus à l'enchère publique et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur ou enchérisseurs, par W. Leslie Gatehouse, en sa qualité de liquidateur de la compagnie "Mount Royal Race Track Land Holding Co., Inc.", en liquidation, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-sept, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, district de Montréal, à DIX heures et DEMIE du matin (heure avancée) au plus haut enchérisseur ou enchérisseurs de la manière et suivant et sujet aux termes et conditions ci-après énumérés et dûment approuvés par la dite Cour, les propriétés et biens suivants de la compagnie en liquidation.

Le terrain ci-après décrit comprenant la propriété située au coin du Blvd Décarie et du Chemin de la Côte de Liesse, partiellement dans la ville de Mont-Royal et partiellement en la cité de Montréal et connue sous le nom de "Mount-Royal Race Track". Telle propriété sera vendue en bloc ou en sections comme suit:

Bloc A.—Tous les édifices consistant en une maison de club de cinquante pieds par quatre-vingts pieds, avec véranda, estrade d'environ trois cents pieds de long, écuries neuves et anciennes, avec ensemble une clôture permanente en fils de fer "Cyclone", situés sur la propriété ci-après décrite de la compagnie en liquidation, en la ville de Mont-Royal;

Bloc B.—Une parcelle de terrain contenant approximativement trois millions neuf cent cinquante-neuf mille sept cent trente-sept pieds carrés, située à environ trois mille du centre de la cité de Montréal et désignée comme suit:

Premièrement.—Cette parcelle de terrain située en la paroisse de Saint-Laurent, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent comme étant une partie du lopin de terre numéro cinq cent quatre-vingt-trois (No 583) et contenant trois cent soixante-douze pieds (372′) en largeur sur le Chemin de la Côte de Liesse, mesure anglaise, et neuf cent un pieds (901′) en profondeur sur le Chemin Public conduisant à Montréal, mesure anglaise, et trois cent quatre-vingts pieds (380′) en largeur en arrière, mesure anglaise, et neuf cent soixante-huit pieds (968′) en profondeur dans

UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 247.

In the matter of: Mount Royal Race Track Land Holding Co., Inc., a company duly incorporated having its chief place of business in the city and district of Montreal and a place of business in the town of Mount Royal, said district, in Liquidation; and W. Leslie Gatehouse, Liquidator.

Notice is hereby given that pursuant to Judgment of the Superior Court for the Province of Quebec, in the District of Montreal, rendered on the nineteenth day of May, nineteen hundred and thirty seven, and supplemented by Judgment of the same Court rendered on the twenty seventh day of May, nineteen hundred and thirty seven, there will be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder or bidders, by W. Leslie Gatehouse, in his quality of Liquidator of Mount Royal Race Track Land Holding Co. Inc. in Liquidation, on the TWENTY SEVENTH day of JULY nineteen hundred and thirty seven, at the office of the Sheriff, at the Court House in the City of Montreal, District of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time): to the highest bidder or bidders therefor in the manner and upon and subject to the terms and conditions hereinafter set forth and duly approved by the said Court, the following property and assets of the Company in Liquidation.

Land hereinafter described comprising the property situate at the corner of Decarie Blvd, and Côte de Liesse Road, partly in the Town of Mount Royal and partly in the City of Montreal, and known as "Mount Royal Race Track". Such property will be sold en bloc or in sections as follows:

Block A.—All the buildings consisting of a clubhouse fifty feet by eighty feet, with veranda, gransdtand about three hundred feet long, new and old stables, together with fencing of permanent cyclone wire, located on the property hereinafter described of the company in liquidation in the town of Mount Royal.

Block B.—A piece of land containing approximately three million nine hundred and fifty nine thousand seven hundred and thirty seven square feet, situate about three miles from the centre of the City of Montreal and designated as follows:

1st.—That parcel of land situated in the parish of Saint Laurent, known and designated upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent as being a part of the lot of land number five hundred and eighty three (No. 583) and containing three hundred and seventy two feet (372′) in width on Cote de Liesse Road, English measure, and nine hundred and one feet (901′) in depth on the Public Road to Montreal, English Measure, and three hundred and eighty feet (380′) in width in rear, English measure, and nine hundred and sixty eight feet (968′) in depth in the South West side line,

la ligne de côté sud-ouest, mesure anglaise, formant une superficie de neuf arpents et cinq cent neuf millièmes d'un arpent (9.509) bornée en front par le Chemin de la Côte de Liesse, en arrière par une autre partie dudit lot numéro cinq cent quatre-vingt-trois (No 583) d'un coté au nord-est par le Chemin Public, et d'un autre côté au sud-ouest par le lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-deux (No 582).

Deuxièmement.—Cette parcelle de terrain située dans la paroisse de Saint-Laurent connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent comme étant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-trois (No 583) et contenant mille cinq cent quatre-vingt-quinze (1595′) en largeur en front, sur le chemin public, mesure anglaise, par sept cent soixante-seize pieds (776′) en profondeur dans la ligne de côté ouest, mesure anglaise, et neuf cent quatre-vingt-un pieds (981) en largeur en arrière, mesure anglaise, et cinq cent quatre-vingt-seize pieds (596′) en largeur dans la ligne de côté sud, mesure anglaise, et quatre cent trente-six pieds (436′) en largeur dans la ligne de côté est, formant une superficie de trente arpents (30 arp.) et bornée en front par le chemin public, en arrière par le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, comté d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt-treize (No 93); d'un côté à l'est par une partie du dit lopin de terre numéro cinq cent quatre-vingt-trois (No 583) appartenant à Félix Fortier ou ses représentants, et d'un autre côté, à l'ouest, par une autre partie du même lopin de terre appartenant à Rémi Cousineau ou ses représentants, et une partie du lopin de terre numéro cinq cent quatre-vingt-deux (No 582) appartenant audit Rémi Cousineau.

Troisièmement.—(*a*) Cette certaine parcelle de terrain située dans la ville de Mont-Royal, connue et désignée comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-deux (No 582) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

(*b*) Cette certaine parcelle de terre étant contiguë à et en arrière du dit lopin cinq cent quatre-vingt-deux (582) et étant composée de la partie nord du lot quatre-vingt-treize (93) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, commençant au point d'intersection du dit lot quatre-vingt-treize (93) et du lot cinq cent quatre-vingt-trois (583) de la paroisse de Saint-Laurent, le long de la ligne arrière du lot cinq cent quatre-vingt-deux (582) de la paroisse de Saint-Laurent, et delà, allant dans une direction sud-ouest le long de la ligne de division dudit lot quatre-vingt-treize (93) avec les lots cinq cent quatre-vingt-deux et cinq cent quatre-vingt-un (582 et 581) de la paroisse de Saint-Laurent, une distance d'environ six cent soixante-dix pieds (670′) delà, en une ligne irrégulière dans une direction sud-est, une distance d'environ cent quatre-vingt-quinze (195′) delà dans une direction est, une distance de neuf cent trente-trois pieds (933′), delà dans une direction nord, une distance de deux cent quatre-vingt-dix pieds (290′) jusqu'à la ligne de division entre le dit lot quatre-vingt-treize (93) et le dit lot cinq cent quatre-vingt-trois (583), delà le long de la ligne de division entre lesdits lots quatre-vingt-treize (93) et cinq cent quatre-vingt-trois (583) dans une direction nord-est sur une distance de neuf cent quatre-vingt-un pieds (981′) au point de départ; les mesures susdites étant d'après la mesure

English measure, forming a total area of nine arpents and five hundred and nine thousandths of an aprent (9.509) bounded in front by Côte de Liesse Road, in rear by another part of said lot number five hundred and eighty three (No. 583) on one side to the North East by the Public Road, and on the other side to the South West by the lot of land known and designated upon the Official Plan and Book of reference of the parish of Saint Laurent, under number five hundred and eighty two (No. 582).

2nd.—That parcel of land situated in the parish of Saint Laurent known and designated upon the Official Plan and in the book of reference of the said parish of Saint Laurent as being part of the lot number five hundred and eighty-three (No. 583) and containing one thousand five hundred and ninety five feet (1595′) in width in front, on the Public Road, English Measure, by seven hundred and seventy six feet (776′) in depth in the West side line, English measure, and nine hundred and eighty one feet (981′) in width in rear, English measure, and five hundred and ninety six feet (596′) in width in the South side line, English measure, and four hundred and thirty six feet (436′) in width in the East side line, forming a total area of thirty arpents (30 arp.) and bounded in front by the Public Road, in rear by the lot known and designated upon the Official Plan and in the Book of Reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges, County of Hochelaga, under the number ninety three (No. 93); on one side to the east by a part of the said lot of land number five hundred and eighty three (No. 583) belonging to Felix Fortier or representatives, and on the other side, to the West, by another part of the same lot belonging to Remi Cousineau or representatives, and a part of lot of land number five hundred and eighty two (No. 582) belonging to the said Remi Cousineau.

3rd.—(*a*) That certain parcel of land situated in the Town of Mount Royal known and designated as lot number five hundred and eighty two (No. 582) upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

(*b*) That certain parcel of land being contiguous to and to the rear of said lot five hundred and eighty two (582) and being composed of the northern portion of lot ninety three (93) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, starting at the intersection point of said lot ninety three (93) and of lot five hundred and eighty three (583) of the parish of Saint Laurent, along the rear line of lot five hundred and eighty two (582) of the parish of Saint Laurent, and thence, running in a south westerly direction along the division line of the said lot ninety three (93) with lots five hundred and eighty two and five hundred and eighty one (582 and 581) of the parish of Saint Laurent, a distance of about six hundred and seventy feet (670′) thence in an irregular line in a south-easterly direction, a distance of about one hundred and ninety five feet (195′) thence in a easterly direction, a distance of nine hundred and thirty three feet (933′) thence in a northerly direction, a distance of two hundred and ninety feet (290′) to the division line between said lot ninety three (93) and said lot five hundred and eighty three (583), thence along the division line between said lots ninety three (93) and five hundred and eighty three (583), in a north easterly direction a distance of nine hundred and eighty one feet (981) to the starting point; the above measurements being in English mea-

anglaise; ladite parcelle de terrain contenant une superficie de quatorze arpents et deux cent trente-trois millièmes (14.233 arp.), et étant bornée comme suit: au nord-ouest partie par partie du lot cinq cent quatre-vingt-deux (582) de la paroisse de Saint-Laurent, et partie par une partie du lot cinq cent quatre-vingt-un (581) de ladite paroisse de Saint-Laurent; au nord-est par partie du lot cinq cent quatre-vingt-trois (583) audit plan officiel, des côtés restants par le surplus du dit lot quatre-vingt-treize (93).

Quatrièmement.—Cette parcelle de terrain située dans la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le Chemin de la Côte de Liesse, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent, comme étant la partie nord-est du lopin de terre numéro cinq cent quatre-vingt-un (No 581) de forme irrégulière et contenant vingt-cinq arpents six cent vingt-six millièmes (25.626 arp.) en superficie, bornée en front par le Chemin de la Côte de Liesse, en arrière par les lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges comme étant les numéros quatre-vingt-treize et quatre-vingt-seize (93 & 96), d'un côté par le lopin de terre numéro cinq cent quatre-vingt-deux (No 582) et de l'autre côté par l'emprise de la "Montreal Park and Island Railway Company", connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux mille six cent quarante (2,640); à distraire de ladite partie nord-est du lot numéro cinq cent quatre-vingt-un la parcelle de terrain suivante expropriée par la cité de Montréal pour l'ouverture du Boulevard Décarie, et décrite comme suit:

Une parcelle de terrain bornée au sud-ouest par le lot numéro deux mille six cent quarante aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent étant le Boulevard Décarie, le dit côté mesurant environ mille six cent vingt-neuf pieds, au nord-ouest par le Chemin de la Côte de Liesse, le dit côté mesurant trente-trois pieds et sept centièmes, au nord-est par une autre partie du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt un, le dit côté mesurant environ un mille quatre cent soixante-trois pieds et quatre-vingt-quatorze centièmes, et au sud-est par le lot numéro cent soixante et onze, le dit côté mesurant environ deux cent treize pieds et neuf centièmes et contenant une superficie d'environ quarante et un mille neuf cent soixante seize pieds carrés.

Bloc C.—Consistant en les blocs A et B réunis.

Toutes les mesures sont d'après la mesure anglaise et plus ou moins.

La procédure à être suivie lors de la ou de les enchères relativement à la vente de la propriété susdite, sera comme suit:

Les Blocs A et B seront offerts en vente séparément dans cet ordre et les enchères faites relativement audits blocs seront dûment enregistrées. Le bloc C sera lors offert en vente et les enchères faites sur icelui seront également dûment enregistrées.

L'adjudication de chaque bloc individuel sera suspendue jusqu'à ce que la dernière et plus haute enchère ait été faite sur le Bloc C et si la plus haute enchère pour le bloc C égale ou excède le total des enchères pour les blocs A et B, les enchères sur A et B seront annulées et deviendront de

sure; said piece of land containing a total area of fourteen aprents and two hundred and thirty three thousandths of an arpent (14.233 arp.) and being bounded as follows: to the north west partly by portion of lot five hundred and eighty two (582) of the parish of Saint Laurent, and partly by a portion of lot five hundred and eighty one (581) of the said parish of Saint Laurent; to the North East by portion of lot five hundred and eighty three (583) upon the said official plan and on the remaining sides by the surplus of said lot ninety three (93).

4th.—That parcel of land situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, fronting on Côte de Liesse Road, and known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as being the north east part of the lot of land number five hundred and eighty one (No. 581) of irregular figure and containing twenty five arpents six hundred and twenty six thousandths of an arpent (25.626 arp.)in superficies, bounded in front by the Côte de Liesse Road, in rear by the lots of land known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges as numbers ninety three and ninety six (93 & 96) on one side by the lot of land number five thundred and eighty two (No. 582) and on the other side by The Montreal Park and Island Railway Company's right of way, known and designated upon the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Laurent, under the number two thousand six hundred and forty (2,640); to be deducted from said northeast part of lot number five hundred and eighty one the following piece of land expropriated by the city of Montreal for the opening of Decarie Blvd. and described as follows:

A piece of land bounded to the Southwest by lot number two thousand six hundred and forty on the official plan and book of reference of the Parish of Saint Laurent being Decarie Blvd., the said side measuring about one thousand six hundred and twenty-nine feet, to the Northwest by Cote de Liesse Road, the said side measuring thirty-three and seven-one hundredths feet, to the Northeast by another part of said lot number five hundred and eighty-one, the said side measuring about one thousand four hundred and sixty-three and ninety-four hundredths feet, and to the Southeast by lot number one hundred and seventy-one, the said side measuring about two hundred and thirteen and nine-one hundredths feet and containing a superficial area of about forty-one thousand nine hundred and seventy-six square feet.

Block C.—Consisting of Blocks A and B as an aggregate.

All the above measurements are English measure and more or less.

The procedure to be followed at the time bids are made and received in respect of the sale of the above property will be as follows:

Blocks A. and B. will be offered for sale separately in that order and the bids made in respect to said Blocks will be duly noted. Block C will then be offered for sale and the bids made thereon will likewise be duly noted.

The adjudication of each individual Block shall be suspended until the last and highest bid has been made on the aggregate Block C. and if the highest bid for Block C, equals or exceeds the aggregate of the bids for Blocks A. and B. the bids on A. and B. shall be cancelled and will

nul effet, et les propriétés et biens seront adjugés au dernier et plus haut enchérisseur pour le bloc C.

Dans le cas du bloc A, étant adjugé séparément, il est expressément pourvu que l'acquéreur démolira et déplacera les édifices et la clôture de la propriété dans un délai de trente jours à compter de la date de l'adjudication, à ses propres frais et nettoyera la propriété d'une manière satisfaisante dans le dit délai.

Aucune offre ou enchère ne sera reçu à moins que l'enchérisseur, avant de faire sa première enchère, dépose chez l'officier préposé à la vente, soit une somme en argent ou un chèque accepté payable à l'ordre du Liquidateur, à Montréal, et accepté ou certifié par une Banque à Charte Canadienne, la quelle somme en argent ou chèque accepté se montera à $11,000.00 constituant un dépôt pour toute offre faite pour l'achat des biens ci-dessus décrits comme bloc A, et à $11,000.00 constituant un dépôt pour toute offre faite pour l'achat des biens ci-dessus décrits comme Bloc B, à $22,000.00 constituant un dépôt pour toute offre faite pour l'achat des biens ci-dessus décrits comme bloc C.

become of no effect and the properties and assets shall be adjudicated to the last and highest bidder for Block C.

In the event of Block A. being adjudicated separately, it is expressly provided that the purchaser will demolish and remove the buildings and fence from the property within a delay of thirty days from adjudication at his own expense and will clean the property in a satisfactory manner within said delay.

No offer or bid will be received unless the bidder prior to making his first bid, deposits with the officer in charge of making the sale either a sum in cash or a cheque drawn payable to the order of the Liquidator in Montreal and accepted or certified by a Canadian Chartered Bank, which sum in cash or accepted cheque shall amount to the sum of $11,000.00 to constitute a deposit for any bid for the purchase of the assets hereinabove described as Block "A", shall be the sum of $11,000.00 to constitute a deposit for any bid for the purchase of the assets hereinabove described as Block "B", and shall be the sum of $22,000.00 to constitute a deposit for any bid for the purchase of the assets hereinabove described as Block "C".

CONDITIONS SPÉCIALES DE VENTE

1. Aucune offre ne sera reçu à moins que l'enchérisseur ne déclare son nom, qualité ou occupation et résidence.

Toute offre verbale pourra être faite par procuration.

Les minutes sont prises des enchères reçues.

2. Chaque enchère comporte l'intention d'acheter la propriété au prix de telle enchère sujette à la condition qu'aucune plus haute enchère valide ne sera faite.

3. L'acquéreur est tenu à payer le prix d'achat ou la balance d'icelui dans les trois jours, après lequel délai il sera obligé de payer l'intérêt au taux de cinq pour cent par année.

4. Toutefois, tout créancier hypothécaire, dont la réclamation est mentionnée sur le certificat des hypothèques ci-après mentionnés, pourra en devenant acquéreur, retenir le prix d'achat pour le montant de sa réclamation jusqu'au jugement de distribution, pourvu qu'il fournisse au liquidateur des garanties pour tous dommages qui peuvent résulter à toute partie intéressée dans le cas de non paiement du dit montant que l'acquéreur devra payer entre les mains du liquidateur.

5. L'acquéreur prend les immeubles dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'adjudication, sans égard aux détériorations ou améliorations subséquentes à la saisie.

6. L'adjudication est sans garantie quant au contenu actuel des dits immeubles mais transportera à l'acquéreur tous les droits et servitudes y appartenant ou y étant attachés quoique non mentionnés dans le présent avis.

7. L'acquéreur devra aussi payer, en plus du prix d'achat, les honoraires de l'acte de vente et de son enregistrement.

8. Tout dépôt en argent ou chèque accepté reçu d'un adjudicataire s'appliquera à compte du prix d'achat du bloc vendu à tel adjudicataire; tout dépôt reçu des autres enchérisseurs leur sera retourné sur leur demande aussitôt que possible après que la vente ou les ventes seront terminées.

9. Ladite vente sera sujette aux dispositions du chapitre 277 des Statuts refondus de Québec, 1925, tels qu'amendés, et après s'être conformé

SPECIAL CONDITIONS OF SALE

1. No bid can be received unless the bidder declares his names, quality or occupation and residence.

Verbal bid may be made by proxy.

Minutes are taken of the bids received.

2. Every bid implies an undertaking to buy the property at the price of such bid subject to the condition that no higher valid bid will be taken.

3. The purchaser is bound to pay the purchase money or the balance thereof within three days, after which delay he is bound to pay interest at the rate of five per cent per annum.

4. Nevertheless any hypothecary creditor, whose claim is mentioned on the certificate of hypothecs hereinafter mentioned, may, on becoming purchaser, retain the purchase money to the extent of his claim until the judgment of distribution, provided he furnishes the Liquidator with sureties for all damages which may result to any party interested in the event of non-payment of such sum as such purchaser may be ordered to pay into the hands of the Liquidator.

5. The purchaser takes the immoveable in the condition in which it is at the time of the adjudication, without regard to deteriorations or improvements subsequent to the seizure;

6. The adjudication is without warranty as to the actual contents of such immoveables but will convey to the purchaser all rights and servitudes belonging or attached to it although not mentioned in the present notice.

7. The purchaser must also pay, beside the purchase money, the fees of his Deed and Registration thereof.

8. Any deposit by way of cash or accepted cheque received from a successful bidder will be applied on account of the purchase price of the Block sold to such bidder; any deposit received from and unsuccessful bidder will be returned to him upon his request as soon as practicable after the sale or sales have been terminated.

9. Such sale will be subject to the provisions of Chapter 277 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, as amended, and after compliance with the

aux formalités prescrites par la dite Loi, ladite vente aura l'effet du décret.

Montréal, le 25 mai 1937.

Le liquidateur,
W. L. GATEHOUSE.

Bureau de:
P. S. Ross & Sons,
360 rue Saint-Jacques-O.,
Montréal, Qué.
Be. 2501.

3033—23-2

LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de François-Xavier Proulx, épicier-boucher, 1912, rue Masson, Montréal, cédant autorisé, et Albert Lamarre, de la cité et du district de Montréal, syndic.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 27 mai 1937, sera vendu par encan public, au bureau du shérif, palais de justice, Montréal, JEUDI, le HUITIEME jour de JUILLET 1937, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée), l'immeuble suivant, savoir:

"DÉSIGNATION".

Un emplacement situé à l'angle sud-ouest des rues Chabot et Masson, dans la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, et composé:—

a) D'une lisière de terre de deux pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connue et désignée comme redivision numéro UN, du lot subdivision numéro cinq cent treize, du lot originaire numéro cent soixante-un (161-513-1) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation;

b) Du lot de terre connu et désigné comme redivision numéro Un, du lot subdivision numéro cinq cent douze, du lot originaire numéro cent soixante-un (161-512-1) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-trois pieds de largeur par soixante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec bâtisses sus-érigées, comprenant deux magasins et deux logements, portant les numéros civiques 5354 et 5356 rue Chabot, et 1908, 1910 et 1912 rue Masson.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et aura l'effet du décret.

Pour le cahier des charges et autres informations, s'adresser au syndic soussigné.

Le syndic,
ALBERT LAMARRE.

19 est, rue Saint-Jacques,
Montréal.

3061—23-2-o

formalities prescribed by such Act will have the effects of a Sheriff's sale.

Montreal, 25th May, 1937.

Office of:
P. S. Ross & Sons,
360 Saint James St. W.,
Montreal, Que.
Be. 2501.

W. L. GATEHOUSE,
Liquidator.

3034—23-2-o

BANKRUPTCY ACT.

NOTICE OF SALE.

In the matter of François-Xavier Proulx, grocer-butcher, 1912 Masson street, Montreal, authorized assignor, and Albert Lamarre, of the city and district of Montreal, trustee.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated May 27th., 1937, there shall be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, THURSDAY, the EIGHTH day of JULY, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), the following immovable, to wit:

"DESIGNATION"

An emplacement situate at the Southwest corner of Chabot and Masson streets, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width by sixty three feet in depth, and composed of:—

a) A strip of land of two feet in width by sixty three feet in depth, English measure, more or less, known and designated as redivision number One, of subdivision lot number Five Hundred and Thirteen, of original lot number One Hundred and Sixty One (161-513-1) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation;

b) A lot of land known and designated as redivision number One, of subdivision lot number Five Hundred and Twelve, of original lot number One Hundred and Sixty One (161-512-1) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty three feet in width by sixty three feet in depth, English measure, more or less.

With buildings thereon erected, comprising two stores and two dwellings, bearing civic numbers 5354 and 5356 Chabot street, and 1908, 1910 and 1912 Masson street.

The said sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and will have the effect of a sheriff's sale.

For the list of charges and other information, apply to the undersigned trustee.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

19 Saint James street East,
Montreal.

3062—23-2

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour débentures", seront reçues par le soussigné, pour l'achat de deux émissions d'obligations, au mon-

Tenders

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE

Notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds" shall be received by the undersigned, for the purchase of two issues of bonds, for the total amount of $232,-

tant total de $232,900.00, qui seront émises par la cité de Drummondville, comme suit:

1. $179,000.00, obligation datées le 1er mai 1937, portant intérêt au taux de 4% l'an, remboursables annuellement, par séries, les échéances étant réparties sur une période de trente (30) ans;

2. $53,900.00, obligations datées le 1er juillet 1937, portant intérêt au taux de 4% l'an, remboursables annuellement, par séries, les échéances étant réparties sur une période de vingt-cinq (25) ans.

Objet de l'emprunt: $179,000.00 pour exécution de travaux publics.

$53,900.00 pour payer la balance restant due sur les débentures temporaires à cinq (5) ans, émises en 1932, sous l'autorité des règlements Nos 180 et 183.

Les dites soumissions seront reçues jusqu'au mardi, 22 juin 1937, à sept (7) heures p.m. (heure avancée).

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté, à l'ordre de la cité de Drummondville, au montant de 1% du chiffre de la soumission; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Les dites soumissions seront prises en considération à la séance publique du conseil de la cité de Drummondville, qui sera tenue mardi, le 22 juin 1937, à huit heures p.m. (heure avancée).

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

Le conseil de la cité ne s'engage à accepter aucune des soumissions qui sera présentée.

Drummondville, le 1er juin 1937.

Le trésorier,
RAOUL HEROUX.

3037-o

900.00, which will be issued by the city of Drummondville, as follows:

1. $179,000.00, of bonds dated the 1st of May, 1937, bearing interest at the rate of 4% per annum, redeemable annually, by series, the maturities being spread over a period of thirty (30) years;

2. $53,900.00, of bonds dated the 1st of July, 1937, bearing interest at the rate of 4% per annum, redeemable annually, by series, the maturities being spread over a period of twenty five (25) years.

The object of the loan: $179,000.00 for the execution of public works.

$53,900.00 to pay the balance due on the temporary five (5) year bonds, issued in 1932, under the provisions of by-laws Nos. 180 and 183.

The said tenders shall be received until Tuesday, June 22nd, 1937, at seven (7) o'clock p. m. (Daylight Saving Time).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, to the order of the city of Drummondville, equal to 1% of the amount of the tender; the cheque of the tenderer whose offer shall be accepted will be returned to him only after the execution of his contract.

The said tenders shall be taken into consideration at a public meeting of the council of the city of Drummondville, to be held on Tuesday, June 22, 1937, at eight o'clock p. m. (Daylight Saving Time).

Each tender must specify that the accrued interests shall be payed in addition to the price offered.

The council of the city does not obligate itself to accept any of the tenders which shall be offered.

Drummondville, June 1st, 1937.

RAOUL HEROUX,
Treasurer.

3038

Proclamation

Canada,
Province de Québec. J.-M. TELLIER
[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant.*

ATTENDU que le neuvième jour de juin en l'an de grâce mil neuf cent trente-sept a été désigné comme le jour où l'anniversaire de naissance de Notre Gracieuse Majesté le Roi George VI doit être officiellement fêté;

ATTENDU qu'il convient de fixer, comme jour de fête publique, le jour désigné pour la célébration de l'anniversaire de naissance de Notre Gracieuse Majesté le Roi George VI

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du vingt-neuf mai mil neuf cent trente-sept Nous avons ordonné et réglé et par les présentes ordonnons et réglons que le neuvième jour de juin de l'an de Grâce mil neuf cent

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. J. M. TELLIER
[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. DESILETS, *Acting-Assistant-Attorney-General.*

WHEREAS the ninth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven has been designated as the day on which the birthday of Our Gracious Majesty King George VI shall be officially celebrated:

WHEREAS it is expedient to fix, as a public holiday, the day designated for the celebration of the birthday of Our Gracious Majesty King George VI.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the twenty ninth of May, one thousand nine hundred and thirty seven, We have ordered and declared and do hereby order and declare that the ninth day of June in the Year of Our

trente-sept, soit proclamé comme jour de fête publique, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de Notre Gracieuse Majesté le Roi George VI.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir JOSEPH-MATHIAS TELLIER, chevalier, juge en chef de la province de Québec, administrateur de la province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce PREMIER jour de JUIN, en l'année mil neuf cent trente-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province

3021-o

Lord one thousand nine hundred and thirty seven, be proclamed a public holiday, on the occasion of the birthday of Our Gracious Majesty King George VI.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir JOSEPH-MATHIAS TELLIER, Knight, Chief Justice of the Province of Quebec, Administrator of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this FIRST day of JUNE, in the year of Our Lord nineteen hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Assistant Provincial Secretary.

3022

Assurances

AVIS DE CHANGEMENT D'AGENT PRINCIPAL

Avis est par le présent donné que la "Capital Trust Corporation, Limited", dont le siège social est dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, a nommé comme son agent principal et procureur dans la province, M. E. H. Streeter, 132 rue Saint-Jacques-ouest, Montréal, en remplacement de M. E. C. Moore, aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle.

Donné conformément aux dispositions de l'article 27 de la Loi des compagnies de fidéicommis, ce 2ième jour de juin 1937.

L'inspecteur suppléant des compagnies de fidéicommis,
J.-A. PARADIS.

3057-o

Insurances

NOTICE OF CHANGE OF CHIEF AGENT

Notice is hereby given that the "Capital Trust Corporation, Limited", which has its head office in the city of Ottawa, in the Province of Ontario, has appointed Mr. E. H. Streeter, 132 Saint James Street West, Montreal, as its chief agent, replacing Mr. E. C. Moore, for the purpose of receiving service of all actions and proceedings against it.

Given pursuant to the provisions of section 27 of the Trust Companies' Act, this 2nd day of June, 1937.

J. A. PARADIS,
Acting Inspector of
Trust Companies.

3058-o

Ministère de la Voirie

AVIS

A l'avenir, la section de la route Trans-Canada: Edmundston - Rivière-du-Loup - Québec - Montréal-Frontière d'Ontario (décrétée sous le nom de route Lévis-Rivière-du-Loup-Rimouski), décrite plus bas et située dans la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, comté de Montmagny, cessera de faire partie de la route Trans-Canada: Edmundston - Rivière-du-Loup-Québec, Montréal-Frontière d'Ontario et d'être entretenue par le gouvernement.

Une partie de la route No 2 (ancien chemin), de forme irrégulière, d'une longueur d'environ 1,150 pieds (mesurée au centre de la route) et d'une largeur moyenne de 40 pieds, située au sud du nouveau chemin et bornée:

A l'ouest et à l'est, par la ligne d'emprise sud du nouveau chemin;

Au nord, par les clôtures des lots Nos 79,75, 76,

Roads Department

NOTICE

In the future, the section of the Trans-Canada Highway. Edmundston- Rivière-du-Loup - Quebec-Montreal-Ontario Boundary (designated under the name of the Levis-Rivière-du-Loup-Rimouski Highway), described hereinbelow and situate in the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, county of Montmagny, shall cease to form part of the Trans-Canada Highway: Edmundston- Rivière-du - Loup - Quebec- Montreal-Ontario Boundary, and to be maintained by the Government.

A part of Highway No. 2 (old road), of irregular figure, of a length of about 1,150 feet (measured in the middle of the road) and of a mean width of 40 feet, situate South of the new road and bounded:

On the West and East, by the South right of way line of the new road;

On the North, by the fences of lots Nos. 79,

69, 72 et 71 du cadastre de la municipalité de Saint-Thomas-de-Montmagny;

Au sud, par les clôtures des lots Nos 82, 81, 80, 77, 69, 73 et 67 du cadastre de la municipalité de Saint-Thomas-de-Montmagny.

Cette section de la route Trans-Canada: Edmundston—Rivière-du-Loup–Québec–Montréal–Frontière d'Ontario, deviendra un chemin municipal entièrement sous le contrôle de l'autorité municipale.

Québec, 1er juin 1937.

Le ministre de la Voirie,

3073-o F.-J. LEDUC.

75, 76, 69, 72 and 71 of the cadastre of the municipality of Saint Thomas de Montmagny;

On the South, by the fences of lots Nos. 82, 81, 80, 77, 69, 73 and 67 of the cadastre of the municipality of Saint Thomas de Montmagny.

This section of the Trans-Canada Highway: Edmundston– Rivière-du-Loup – Quebec – Montreal–Ontario Boundary, becomes a municipal road entirely under the control of the municipal authority.

Quebec, June 1st, 1937.

F. J. LEDUC,

3074 Minister of Roads.

Département de l'Instruction publique

No 704–35 Québec, le 27 mai 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, les lots Nos 49 et 52 du rang 10 de Aylwin et de les annexer à la municipalité scolaire de Aylwin No 1, même comté. 2977—22–2–o

No 667-37.

Québec, le 2 juin 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville village, comté de Laviolette, les lots compris dans les limites de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc d'Almaville (en haut), même comité, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Guillemette". 3063-23-2-o

No 322-34.

Québec, le 31 mai 1937.

ERRATUM

Dans les avis publiés dans la *Gazette officielle* concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de Huntingdon, dans le comté du même nom il faudra lire dans la liste des propriétaires les numéros des rangs et les numéros des lots; à la 6ième ligne, il faudra lire: "Mme McCracken", au lieu de McClacken; dans la 7ième ligne, il faut lire: "rang 5", au lieu de rang 2; dans la 10ième ligne, il faudra lire: "17*d*", à la place de 17*b*; dans la 11ième ligne, il faudra lire: "18*b*", au lieu de 18*c*; à la 16ième ligne, il faut lire: "Creditors Frank Ouimet", au lieu de Ouellet. 3071-o

Department of Public Instruction

No..704–45 Quebec, May 27, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of Wright, in the county of Gatineau, lots Nos. 49 and 52 of Range 10 of Aylwin and to annex the same to the school municipality of Aylwin No. 1, same county. 2978—22-2

No. 667-37.

Québec, June 2, 1937.

Application is made to detach from the school municipality of Almaville village, county of Laviolette, the lots comprised within the limits of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville (En Haut), same county, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of "La municipalité scolaire de Guillemette". 3064-23-2

No. 322-34.

Quebec, May 31, 1937.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette*, respecting the annexation of certain lots to the school municipality of Huntingdon, in the county of the same name, read in the list of proprietors, numbers of ranges and lot numbers; in the 6th line: "Mrs. McCracken", instead of McClacken; in the 7th line, read: "range 5", instead of range 2; in the 10th line, read: "17*d*", instead of 17*b*; in the 11th line. read: "18*b*", instead of 18*c*; in the 16th line. read: "Creditors Frank Ouimet", instead of Ouellet. 3072

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "King George Loan Syndicate" a passé une résolution, en date du 6ième jour d'avril 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. E. S. Berger, Walter I. Sheper, et Morris Singer ont été nommés liquidateurs de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,

3059-o Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "King George Loan Syndicate", has passed a resolution, dated the 6th day of April, 1937, declaring that the affairs of the company shall be voluntarily liquidated, that the company shall be dissolved, in accordance with the provisions of the Voluntary Winding up Act of Joint Stock Companies, and that Messrs. E. S. Berger, Walter I. Sheper, and Morris Singer have been appointed liquidators of the said company.

JEAN BRUCHESI,

3060 Assistant Provincial Secretary.

AVIS DE DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7, de la Loi du régime des eaux courantes, que

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", de Luceville, comté de Rimouski, P. Q., se propose de demander l'autorisation de construire et maintenir un barrage en bois sur le cours d'eau (rivière Neigette), qui traverse le lot No 14 du canton Neigette, dans le rang II de la paroisse de Saint-Anaclet, comté de Rimouski, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis, indiquant l'emplacement choisi pour le barrage et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux a été transmise au ministère des Terres et Forêts de la province, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de Rimouski, division de Rimouski, P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle*.

La requérante,
"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Par le président,
L.-P. ST-LAURENT.

Daté à Luceville, ce 15ième jour de mai 1937.

2891-22-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, présentera à un juge de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Hull, à Hull, lundi, le quatorzième jour de juin 1937, à 10.30 hrs a.m., une requête aux fins de déclarer en défaut les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Deschênes, dans le comté de Gatineau, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R., 1925, chapitre 111*a*, tel qu'édicté par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 29 mai 1937. 3023-o

Règlements généraux de: "M.-I. Viau & Fils, Limitée".

Paragraphe 2.—Bureau de direction.

1. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres dont trois formeront quorum.

Ratifié à Saint-Jérôme par les actionnaires de la dite compagnie, ce vingt-septième jour de janvier 1937.

Le secrétaire,
3025-o EUGENE ST-VINCENT.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique des Ouvriers du Transport, Inc., des Trois-Rivières et district", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 20ième jour d'avril 1937.

Le siège principal de la société est 983 rue Royale, Trois-Rivières.

ARMAND VIAU,
3027-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS.

Public notice is hereby given in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that

"La Compagnie de Bois de Luceville, Ltée", of Luceville, county of Rimouski, P. Q., intends to apply for authorization to construct and maintain a wooden dam over the water course (Neigette river), which passes across lot No. 14 of the township of Neigette, in range II of the parish of Saint Anaclet, county of Rimouski, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications, showing the site chosen for the dam and the land which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests of the Province, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of Rimouski, Division of Rimouski, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Official Gazette*.

"LA COMPAGNIE DE BOIS DE LUCEVILLE, LTÉE",
Applicant.
Per L. P. ST-LAURENT,
President.

Dated at Luceville, this 15th day of May, 1937.

2892-22-4

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will fyle with a Judge of the Superior Court, sitting in and for the district of Hull, at Hull, on Monday, the fourteenth day of June, 1937, at 10.30 a.m., a petition for the purpose of having declared in default the School Commissioners for the municipality of village of Deschenes, in the county of Gatineau, in conformity with article 33 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S., 1925, chapter 111*a*, as enacted by 22 Geo. V, ch. 56).

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, May 29th, 1937. 3024-o

General by-laws of: "M.-I. Viau & Fils, Limitée".

Paragraphe 2.—Board of Directors.

1. The business of the company shall be managed by a board of directors composed of five members whereof three shall form quorum.

Ratified at Saint Jérôme by the shareholders of the said company, this twenty seventh day of January, 1937.

EUGENE ST-VINCENT,
3026 Secretary.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Ouvriers du Transport, Inc., des Trois-Rivières et district", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council, dated the 20th day of April, 1937.

The principal place of business of the Association, is 983 Royale Street, Trois Rivieres.

ARMAND VIAU,
3028 Acting Assistant Provincial Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance No 244

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrue Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présent ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec;

2. La région de Québec comprend la cité de Québec;

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net, F. A. B., Québec, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec au pro rata des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règle avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, $1.90 net, F. A. B., la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Québec, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur du lait à des prix inférieurs à trois sous le demiard, cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

Ces prix ne sont fixés que pour le commerce du lait au détail et, conséquemment, ne s'appliquent pas au commerce du lait en gros, non plus qu'au lait vendu aux hôpitaux, aux orphelinats, aux refuges et autres institutions de charité.

6. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec, sont tenues de verser, entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ¼ de sou pour chaque 100 livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versé entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec la dite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 216 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et l'ordonnance No 228 publiée dans la *Gazette*

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 244

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the limits of the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 net, F.O.B., Quebec, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: Part of it will be given to the executive committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, $1.90 net, F. O. B., farm of the producer-supplier.

5. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three cents a half-pint, five cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

These prices are applied only to the retail sale of milk and, consequently, do not affet the price of milk sold in bulk, nor that of milk sold to hospitals, orphan asylums and other charitable homes and institutions.

6. Pasteurizing plants doing business within the region of Quebec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ¼ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 216 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 31st, 1936, and Order No. 228, published in the *Quebec Official Gazette*, dated

officielle de Québec du 6 février 1937, et entre en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 245

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, et Marc-H. Hudon, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présent ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F. A. B., Montréal, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal au pro rata des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de $1.75 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concenant le paiement du lait et de la crème".

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois

February 6, 1937, and comes into force on June 7, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Theo. J. Lafreniere,
P. D. McArthur.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 245

Excerpt from the proceedings of the meeting of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 24, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, and Marc H. Hudon, secretary.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Montreal;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities, situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 net, F. O. B., Montreal, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers Association of Montreal, in proportion to the quantites furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of $1.75 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream".

4. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three

sous le demiard, cinq sous la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

Ces prix ne sont fixés que pour le commerce du lait au détail et, conséquemment, ne s'appliquent pas au commerce du lait en gros, non plus qu'au lait vendu aux hôpitaux, aux orphelinats, aux refuges et autres institutions de charité.

5. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ¼ de sou pour chaque 100 livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 218 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 novembre 1936, et l'ordonnance No 227, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 6 février 1937, et entre en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. MCARTHUR.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937.

cents a half-pint, five cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

These prices are applied only to the retail sale of milk and, consequently, do not affet the price of milk sold in bulk, nor that of milk sold to hospitals, orphan asylums and other charitable homes and institutions.

5. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec ¼ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels order No. 218 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated November 14, 1936, and order No. 227, published in the *Quebec Official Gazette* of February 6, 1937, and comes into force on June 7, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry, Commission.

Quebec, May 24, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 236

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec

Séance du lundi, 24 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Rivières;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2. La région de Trois-Rivières comprend la cité de Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contiguë à la cité de Trois-Rivières, connue dans la région, sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite, jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F. A. B., la place d'affaires du dit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 236

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

Meeting of Monday, May 24, 1937, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Theo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Three Rivers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the "suburbs" and reaching to Calvary Road; moreover, Saint Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, $1.75 net F. O. B., business place of said dealer.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F. A. B., la place d'affaires du dit marchand, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

Ces prix ne sont fixés que pour le commerce du lait au détail et, conséquemment, ne s'appliquent pas au commerce du lait en gros, non plus qu'au lait vendu aux hôpitaux, aux orphelinats, aux refuges et autres institutions de charité.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 220 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 12 décembre 1936 et l'ordonnance No 220 (amendement) publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 février 1937, et entrera en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. MCARTHUR.
Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 24 mai 1937.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, $1.75 net F. O. B., business place of said dealer, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half a cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers Co-operative Syndicate of Three Rivers.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

These prices are applied only to the retail sale of milk and, consequently, do not affet the price of milk sold in bulk, nor that of milk sold to hospitals, orphan asylums and other charitable homes and institutions.

The present order cancels Order No. 220 published in the *Quebec Official Gazette*, dated December 12, 1936, and Order No. 220 (amendment) published in the *Quebec Official Gazette*, dated February 20, 1937, and will come into force on June 7, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 24, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 249.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 31 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P. D. McArthur, commissaire, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.75 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de $1.75 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 249

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 31, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sherbrooke

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, $1.75 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of $1.75 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

Ces prix ne sont fixés que pour le commerce du lait au détail et, conséquemment, ne s'appliquent pas au commerce du lait en gros, non plus qu'au lait vendu aux hôpitaux, aux orphelinats, aux refuges et autres institutions de charité.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 204 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 31 octobre 1936, et entre en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P. D. McArthur.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 31 mai 1937.

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

These prices are applied only to the retail sale of milk and, consequently, do not affect the price of milk sold in bulk, nor that of milk sold to hospitals, orphan asylums and other charitable homes and institutions.

The present order cancels Order No. 204of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* dated October 31, 1936, and comes into force on June 7, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 31, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 248.

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 31 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P. D. McArthur, commissaire, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

2. La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, $1.80 net F.A.B. la place d'affaire dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Sauf les dispositions de l'article 3 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nulle livraison de lait ne pourra être faite par les laitiers après 11 heures a.m. (heure solaire)

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 248.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 31, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis he receives from them $1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver at his home or his business place, or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. Save the provisions of article 3 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and six cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No milk dealer shall deliver milk after 11 A.M. (Eastern Standard Time).

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Victoriaville et entre en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P. D. McArthur.

Certifié,
M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 31 mai 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIERE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 250

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du lundi, 31 mai 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, P.-D. McArthur, commissaire, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Arthabaska;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Arthabaska.

2. La région d'Arthabaska comprend la ville d'Arthabaska.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Arthabaska, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous la chopine et six sous la pinte.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 7 juin 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
P.-D. McArthur.
Certifié,
M.-H. HUDON.
Le secrétaire Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 31 mai 1937. 3079–o

The present order cancels all other orders concerning the region of Victoriaville and will come into force on June 7, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.

Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 31, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 250

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Monday, May 31st, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, P. D. McArthur, commissioner, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Arthabaska;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person Who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Arthabaska.

2. The region of Arthabaska includes the town of Arthabaska.

3. No person shall, within the limits of said region of Arthabaska, offer, sell or deliver milk at his home or at his business place or at the home of the purchaser, at prices inferior to three cents a pint and six cents a quart.

The present order will come into force on June 7th, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
P. D. McArthur.
Certified,
M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 31st, 1937. 3080–o

Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 4 mai 1937.

MM. Albini Galipeau, commis au bureau des Pilotes, 4510, Lafontaine, N. A. Drapeau, messager de banque, 2355, Logan, J.-E. Migneault, Bourgeois, 2432, Blvd Pie IX, J.-O. Moisan, Commis, 4494, Lafontaine, Edouard Roch, employé à "American Can. Co., 1715, Ave De-

Appointments

His Honour the Administrator has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, May 4th., 1937.

Messrs Albini Galipeau, Clerk of the Pilots' Office, 4510 Lafontaine, N. A. Drapeau, Bank messenger, 2355 Logan, J. E. Migneault, bourgeois, 2432 Blvd Pie IX, J. O. Moisan, clerk, 4494 Lafontaine, Edouard Roch, employee of the American Can Co., 1715 DeLasalle Ave., all of

Lasalle, tous de Montréal, Joseph-Louis Lamoureux, Aide Syndic, 5532, 7ième Ave, et Frank Wright, commis, 5378, 10ième Ave, tous deux de Rosemont, tous: juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Montréal, Clovis Perron, Prêtre Curé, de Rollet: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Pontiac, Napoléon Bolduc et Auguste Filion, cultivateurs, de Sainte-Anastasie-de-Nelson: juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire d'Arthabaska, J.-S. Fontaine, estimateur, contrôleur pour l'Office du Crédit Agricole, Weedon: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Saint-François, Elzéar Pelletier, marchand général, de Villemontel: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire d'Abitibi, P. C. G. de Grucy, Inspecteur de Chômage, de Cape Cove: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Gaspé, Noel Desrosiers, Enquêteur, 75, Notre-Dame, Saint-Hyacinthe, J.-Alex Donato, Officier de l'Assistance Publique, 1235, Beaudry, Hubert Lemieux, Chef de Service de Chasse et Pêche, 98 est, rue Saint-Jacques, et Emile Papineau, Officier du service d'Assistance aux Chômeurs, 2572, Chambly, tous trois de Montréal et tous quatre: juges de paix avec juridiction dans la province de Québec, Omer Ferland, marchand, de Saint-Jérôme et Adélard Plourde, agent d'assurance, de Desbiens Mills: juges de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Roberval, Louis Simard, agent de Colonisation, de Matane: juge de paix avec juridiction dans le district judiciaire de Rimouski, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S. R. Q., 1925, chapitre 145). 3075-o

Montreal, Joseph Louis Lamoureux, Assistant Trustee, 5532 7th. Ave, and Frank Wright, clerk 5378 10th Ave, both of Rosemont, all: Justices of the peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, Clovis Perron, Priest Curé, of Rollet: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, Napoléon Bolduc and Auguste Filion, farmers, of Sainte Anastasie de Nelson: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, J. S. Fontaine, valuator, comptroller for the Farm Credit Bureau, Weedon: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis, Elzear Pelletier, general merchant, of Villemontel: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, P. C. G. de Grucy, Relief Inspector, of Cape Cove: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, Noel Desrosiers, investigator, 75 Notre Dame, Saint Hyacinthe, J. Alex Donato, Officer of Public Charities, 1235 Beaudry, Hubert Lemieux, Chief of the Fish and Game Service, 98 Saint James Street East, and Emile Papineau, Officer of the Service of Relief for unemployed, 2572 Chambly, all three of Montreal, and all four: Justices of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, Omer Ferland, merchant, of Saint Jérome and Adélard Plourde, insurance agent, of Desbiens Mills: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval, Louis Simard, Colonization Agent, of Matane: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of Article 358 of the Courts of Justice Act, (R. S. Q., 1925, chapter 145). 3076

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi sous le nom de "Syndicat d'élevage de Petit Saguenay-Anse St-Jean".

Québec, le 1er juin 1937.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,
3077-6 ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "Syndicat d'Élevage de Petit Saguenay-Anse St-Jean".

Quebec, June 1st, 1937.

ALBERT RIOUX,
3078 Deputy Minister of Agriculture.

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour de Magistrat—District d'Abitibi.

No 5490. { VAL D'OR LUMBER COMPANY LIMITED, de Val d'Or, demanderesse; vs LEO HOULE, du même lieu, défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, la demie (½) ouest du lot de terre portant le No soixante et un—soixante et quatorze (61-74) du cadastre officiel du village de Val d'Or, P. Q.—avec bâtisses, circonstances et dépendances,

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Magistrate's Court.—District of Abitibi.

No. 5490. { VAL D'OR LUMBER COMPANY LIMITED, of Val d'Or, plaintiff; vs LEO HOULE, of the same place, defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the West half (½) of the lot of land bearing No. sixty one—seventy four (61-74) of the official cadastre of the village of Val d'Or, P. Q.—with buildings, circumstances and dependencies, shall be sold

sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, P. Q., MERCREDI le SEIZIEME jour du mois de JUIN 1937, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 7 mai 1937. 2647-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

at the parochial church door of Val d'Or, P. Q., WEDNESDAY the SIXTEENTH day of the month of JUNE 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 7, 1937. 2648-20-2
[First publication, May 15, 1937]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, No 780. } PHILIDOR LEDUC, demandeur; vs VICTOR LEDUC, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une ferme connue et décrite comme étant le lot numéro deux cent trente et un (231), au plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, dans le comté de Missisquoi, district de Bedford, contenant cent vingt-trois acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, à Clarenceville, dit district, le SEIZIEME jour de JUIN 1937, à DIX heures du matin, heure solaire.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY.
Sweetsburg, Qué., le 11 mai 1937. 2669-20-2
[Première publication, 15 mai 1937]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, No. 780. } PHILIDOR LEDUC, plaintiff; vs VICTOR LEDUC, defendant.

As belonging to the defendant.

A farm known and described as being lot number two hundred and thirty-one (231), of the cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Thomas, in the County of Missisquoi, District of Bedford, containing one hundred and twenty-three acres in superficies, more or less—with the buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Georges de Clarenceville, at Clarenceville, said District, on the SIXTEENTH day of JUNE, 1937, at the hour of TEN of the clock in the forenoon, Standard time.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., May 11th, 1937. 2670-20-2-o
[First publication, May 15, 1937]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Coir Supérieure—District d'Iberville.

Saint Jean, No 3712. } JOSEPH BRASSARD, cultivateur, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, demandeur; vs Madame J.-T. HAMELIN, du même lieu, défenderesse; saisi comme appartenant à la dite défenderesse, à savoir:

1. Une certaine étendue de terrain, située en la paroisse de Saint-Blaise, de la contenance d'environ cinquante et un arpents et demie en superficie, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro neuf du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, borné en front par le chemin public, à l'est par une autre partie du dit lot, appartenant à Joseph Payant, Fils, ou représentants, et par une autre partie du lot numéro huit du dit cadastre, appartenant à Ménésippe Raymond, ou représentants, au sud par le trait-quarré des terres de la deuxième Grande Ligne, et à l'ouest par les lots numéros dix et onze du dit cadastre.

2. Un morceau de terrain situé en la même paroisse, contenant environ un arpent de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, connu sous les numéros dix et onze du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie.

3. Un lopin de terre, situé au même lieu, faisant partie du lot numéro douze du cadastre officiel de ladite paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, de la contenance d'un tiers d'arpent de largeur, sur trois arpents de profondeur, borné en front par le chemin public, au sud et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro douze, appar-

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, No. 3712. } JOSEPH BRASSARD, farmer, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, plaintiff; vs Madam J. T. HAMELIN, of the same place, defendant: Seized as belonging to said defendant, to wit:

1. A certain stretch of land, situated in the parish of Sainte Blaise, of an area of about fifty-one arpents and a half in superficies, known and designated as being part of lot number nine, of the official cadastre of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, bounded in front by public road, to the east by another part of said lot, owned by Joseph Payant Fils, or representatives, and by another part of lot number eight of said cadastre, owned by Menesippe Raymond, or representatives, to the South by the division between the lands of second Grand Ligne, and to the West by the lots numbers ten and eleven of said cadastre.

2. A piece of land, situated in the same parish, of an area of about one arpent in width by twenty-eight arpents in depth, known as numbers ten and eleven of official cadastre, of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie.

3. A parcel of land, situated at the same place, being part of lot number twelve of official cadastre, of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, of an area of one third of an arpent in width by three arpents in depth, bounded in front by the public road, to the South and to the West, by the residue of said lot number twelve,

nant à Alexandre St-Georges ou représentants et à l'est par ledit lot numéro onze—avec maison et autres bâtisses sur les dits immeubles.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'Église de la paroisse de Saint-Blaise, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, suivant jugement de l'Honorable Juge L. Cousineau, daté du premier juin 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le premier juin 1937. 3049—23-2-o
[Première publication, le 5 juin 1937]

belonging to Alexandre St-Georges, or representatives and to the East, by said lot number eleven—with house and others buildings erected upon the said immovables.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Saint Blaise, the SIXTH day of JULY, next, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, as per judgment of Honourable judge L. Cousineau, dated June the first, 1937.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, June the first, 1937. 3050—23-2-o
[First publication, June 5th., 1937]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DAME DONALDA PELLETIER *et vir.*, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU FRANÇOIS-GEORGES CRÉPEAU, défendeurs.
No E-160736.

Un emplacement situé à Montréal, et composé:

a) D'un terrain connu et désigné sous le No 20 de la subdivision officielle du lot originaire six cent trente-trois 633-20 sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte Marie et

b) D'une lisière de terrain faisant partie du lot numéro dix-neuf de la subdivision du dit lot numéro six cent trente-trois (ptie 633-19) des mêmes plan et livre de renvoi officiels, telle lisière mesurant dix pieds et trois pouces de largeur par une profondeur de cinquante-six pieds, mesure anglaise, et borné en front par la rue Malo, en arrière par parties du lot No 634, du côté sud-ouest par le résidu du lot No 633-19 et du côté nord-est par le lot No 633-20 sus-décrit—avec les maisons et bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $300.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 3 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 mai 1937. 2649-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DELLE AGNES PEPIN, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU FRANÇOIS-GEORGES CRÉPEAU, défendeurs.
No B-157747.

Un terrain à distraire du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et seize, de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante-six (256 ptie 476), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, dans la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, contenant quarante-huit pieds de front par vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par l'Avenue du Pacifique, ci-devant le chemin Boulevard du Prince de Galles, vis-à-vis des lots 256-405 et 256-406; en profondeur par le chemin de fer du Pacifique Canadien, des deux côtés par d'autres parties du dit lot 256-476—avec bâtisses dessus érigées.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DAME DONALDA PELLETIER *et vir.*, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE FRANÇOIS GEORGES CRÉPEAU, defendants.
No. E-160736.

An emplacement situate in Montreal, and composed of:

a) A lot of land known and designated under No. 20 of the official subdivision of original lot six hundred and thirty three 633-20 on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward and

b) A strip of land forming part of lot number nineteen of the subdivision of the said lot number six hundred and thirty three (Pt. 633-19) of the same official plan and book of reference, the said strip measuring ten feet and three inches in width by a depth of fifty six feet, English measure, bounded in front by Malo street, in rear by parts of lot No. 634, on the Southwest side by the residue of lot No. 633-19 and on the Northeast side by lot No. 633-20 hereinabove described—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated May 3, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10, 1937. 2650-20-2
[First publication, May 15, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: MISS AGNES PEPIN, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE FRANÇOIS GEORGES CRÉPEAU, defendants.
No. B-157747.

An emplacement to be deducted from the lot of land known and designated under number our hundred and seventy six, of the official ubdivision of original lot number two hundred and fifty six (256 Pt. 476), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, in the town of Laval des Rapides, county of Laval, measuring forty eight feet in front by twenty feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by Avenue du Pacifique, heretofore the Prince of Wales Boulevard, opposite lots 256-405 and 256-406; in depth by the Canadian Pacific Railway, on both sides by other parts of said lot 256-476—with buildings thereon erected.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Sainte-Rose, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $173.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 3 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 mai 1937. 2651-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

To be sold at the registration office of the county of Laval, at Sainte Rose, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $173.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated May 3, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10, 1937. 2652-20-2
[First publication, May 15, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DELLE JULIETTE BOYER ET AL., demanderesses; vs THEOPHILIUS ERNEST SALTER, défendeur.
E-160704.

Un lopin de terre ayant front sur l'avenue Girouard, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, en la dite cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix-sept (177-21) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds en largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison susérigée portant les numéros civiques 54 et 56 de la dite avenue Girouard, actuellement 1006 et 1008 de la dite avenue Girouard.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $350.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, en date du 8ième jour de mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 11 mai 1937. 2671—20-2
[Première publication, 15 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: MISS JULIETTE BOYER ET AL., plaintiffs; vs THEOPHILIUS ERNEST SALTER, defendant.
E-160704.

A lot of land fronting on Girouard Avenue, in the Notre Dame de Grace ward, of the city of Montreal, known and designated as lot number twenty one of the official subdivision of lot number one hundred and seventy seven (177-21) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by a depth of ninety feet, English measure and more or less—with the house thereon erected bearing the civic Nos. 54 and 56 of said Girouard Avenue, now 1006 and 1008 of said Girouard Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $350.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated the 8th day of May, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 11th, 1937. 2672—20-2-o
[First publication, May 15th., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demandeur; vs LEOPOLD GUILBAULT, défendeur.
C-158372.

Un emplacement ayant front rue Marie-Anne-est, en la cité de Montréal, et composé comme suit:

(*a*) d'une partie du lot numéro soixante de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-60) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, contenant vingt-trois pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds de profondeur (23′ x 77′); borné comme suit: en front, au sud-est, par la rue Marie-Anne, en arrière, par le résidu du dit lot; du côté sud-ouest, par le lot numéro soixante et un de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-61), et du côté nord-est, par le lot numéro cinquante-neuf de la subdivision du lot numéro onze (11-59) des dits plan et livre de renvoi officiels;

(*b*) d'une partie du lot numéro soixante et un de la subdivision officiels du lot numéro onze (11-61) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, contenant vingt-trois pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds de profondeur (23′ x 77′); borné comme suit: en front, au sud-est, par la rue Marie-Anne, en arrière, par le résidu du dit lot; du côté sud-ouest par le lot numéro soixante-deux de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-62),

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs LEOPOLD GUILBAULT, defendant.
C-158372.

An emplacement fronting on Marie Anne Street East, in the city of Montreal, and composed of the following:

(*a*) A part of lot number sixty of the official subdivision of lot number eleven (11-60) of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, measuring twenty three feet in width by seventy seven feet in depth (23′ x 77′); bounded as follows: in front, on the Southeast, by Marie Anne Street, in rear, by the residue of said lot; on the Southwest side, by lot number sixty one of the official subdivision of lot number eleven (11-61) and on the Northeast side, by lot number fifty nine of the subdivision of lot number eleven (11-59) of said official plan and book of reference;

(*b*) A part of lot number sixty one of the official subdivision of lot number eleven (11-61) of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, measuring twenty three feet in width by seventy seven feet in depth (23′ x 77′); bounded as follows: in front, on the Southeast, by Marie Anne Street, in rear by the residue of the said lot; on the Southwest side by lot number sixty two of the official subdivision of lot number eleven (11-62) and on the Northeast

et du côté nord-est par le lot numéro soixante de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-60) des dits plan et livre de renvoi officiels;

(*c*) d'une partie du lot numéro soixante-deux de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-62) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, contenant vingt-trois pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds de profondeur (23′ x 77′); borné comme suit: en front, au sud-est, par la rue Marie-Anne, en arrière, par le résidu du dit lot; du côté sud-ouest par la rue Saint-André, et du côté nord-est, par le lot numéro soixante et un de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-61) aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $2,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 30 avril 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 mai 1937. 2673—20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-157366. ALFRED LESSARD, demandeur; vs E.-CAMILLE THERRIEN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six cent quarante-trois (2643-1845) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus érigées et l'usage de la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 mai 1937. 2675-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-157703. DAME MARIE-ANNE LIMOGES, veuve de OCTAVE RENAUD, demanderesse; vs BRUNO DESAUTELS, défendeur; et VIATEUR FARLEY, curateur au délaissement.

Un immeuble ayant front sur la rue Lajeunesse, en la cité de Montréal, connu sous le numéro trois cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-335) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec maison portant les Nos civiques 8001 à 8007 de la dite rue Lajeunesse, et autres bâtisses y érigées et tous droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 mai 1937. 2677-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

---

side by lot number sixty of the official subdivision of lot number eleven (11-60) of said official plan and book of reference;

(*c*) A part of lot number sixty two of the official subdivision of lot number eleven (11-62) of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, measuring twenty three feet in width by seventy seven feet in depth (23′ x 77′); bounded as follows: in front, on the Southeast, by Marie Anne Street, in rear, by the residue of the said lot; on the Southwest side by Saint André Street, and on the Northeast side, by lot number sixty one of the official subdivision of lot number eleven (11-61) of said official plan and book of reference.

The whole with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $2,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 30th, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 11, 1937. 2674—20-2
[First publication, May 15th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-157366. ALFRED LESSARD, plaintiff; vs E. CAMILLE THERRIEN, defendant.

An emplacement fronting on Saint Denis street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number eighteen hundred and forty five of the official subdivision of lot number twenty six hundred and forty three (2643-1845) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected and the use of the lane situate in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, May 11, 1937. 2676-20-2
[First publication, May 15, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-157703. DAME MARIE ANNE LIMOGES, widow of Octave Renaud, plaintiff; vs BRUNO DESAUTELS, defendant; and VIATEUR FARLEY, Curator to the abandonment.

An immovable fronting on Lajeunesse street, in the city of Montreal, known under number three hundred and thirty five of the official subdivision of lot number two thousand six hundred and twenty nine (2629-335) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing civic Nos 8001 to 8007 said Lajeunesse street, and other buildings thereon erected and all rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 11, 1937. 2678-20-2
[First publication, May 15, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JEAN-MARIE BOURGOIN, demandeur; A-156811. vs LES HÉRITIERS DE FEU FRANÇOIS-GEORGE CRÉPEAU, défendeurs.

Un emplacement composé des lots numéros deux mille neuf cent cinquante-huit et deux mille neuf cent cinquante-neuf, de la subdivision du lot originaire cent quarante-huit (148-2958-2959) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chacun vingt-cinq pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par la rue Rachel, en profondeur par une ruelle, d'un côté au nord-est par le lot numéro 148-2960 de la même subdivision et de l'autre côté au sud-ouest, par le rue Elm, maintenant avenue Gascon—et avec les maisons et autres bâtisses, dessus érigées, portant les numéros civiques 4201 Gascon et 2651 Rachel-est, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 31 mai 1937. 3041-23-2-o
[Première publication, 5 juin 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demandeur, vs THE PICTON LAND COMPANY, LIMITED, défenderesse. D-159014.

La plus grande partie du lot officiel numéro deux cent soixante-six (266) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant environ cinquante-six arpents et demie, traversée dans sa largeur par le chemin de fer "Jacques-Cartier Union Railway Company", et bornée au nord-est par le lot numéro trois cent cinquante et un (351) aux dits plan et livre de renvoi pour la paroisse de Saint-Laurent, du côté sud-est par les lots numéros trois cent cinquante-deux et trois cent cinquante-trois (352 et 353) de la même paroisse, et au sud-ouest par la parcelle de terrain appartenant à F.-X. Beaulieu ou ses représentants, étant partie du dit lot No 266, et du côté nord-ouest par le lot numéro trois cent huit (308) de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Avec ensembles toutes servitudes actives et passives, et dépendances y appartenant.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Curran, en date du 27ième jour de mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 1er juin 1937. 3043-23-2
[Première publication, 5 juin 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Mont éal.

Montréal, à savoir: CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demanderesse; vs DAVID BASKIN, défendeur. No D-153814.

Un certain lot ou emplacement ayant front sur la rue Clarke, en la cité de Montréal, et formant partie du lot numéro onze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JEAN MARIE BOURGOIN, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE FRANÇOIS GEORGE CRÉPEAU, defendants. A-156811.

An emplacement composed of lots numbers two thousand nine hundred and fifty eight and two thousand nine hundred and fifty nine, of the subdivision of original lot one hundred and forty eight (148-2958-2959) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring each twenty five feet in front by eighty feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by Rachel Street, in depth by a lane, on one side on the Northeast by lot number 148-2960 of the same subdivision and on the other side on the Southwest, by Elm Street, now Gascon Avenue, and with the houses and other buildings, thereon erected, bearing civic numbers 4201 Gascon and 2651 Rachel East, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 31st, 1937. 3042-23-2
[First publication, June 5th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs THE PICTON LAND COMPANY, LIMITED, defendant. D-159014.

The larger part of official lot number two hundred and sixty six (266) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, containing about fifty six and one half arpents, crossed in its width by the railway "Jacques Cartier Union Railway Company", and bounded to the Northeast by lot number three hundred and fifty one (351) of said plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, to the Southeast side by lots numbers three hundred and fifty two and three hundred and fifty three (352 and 353) of the same parish, and to the Southwest by the portion of land belonging to F. X. Beaulieu or representatives, being part of said lot No. 266, and to the Northwest side by lot number three hundred and eight (308) of the parish of Sault au Récollet.

Together with all servitudes active and passive, appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated the 27th of May, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 1st, 1937. 3044-23-2-o
[First publication, June 5th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs DAVID BASKIN, defendant. No. D-153814.

A certain lot or emplacement fronting on Clarke Street, in the city of Montreal, and forming part of lot number eleven, on the official plan and book of reference of the incorporated village

Saint-Louis, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et enregistré du dit lot officiel comme étant la moitié ou parcelle sud-est du numéro de subdivision trois cent quarante-sept (½ ou Ptie S. E. de 11-347); contenant vingt-cinq pieds en largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et vorné comme suit:—en front, au sud-ouest, par la dite rue Clarke, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté, au nord-ouest, par le résidu du dit lot No. 11-347 et d'un autre côté, au sud-est, par le lot No. 11-346; avec le droit de se servir de la dite ruelle en arrière, en commun avec d'autres y ayant droit—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Honorable Juge Curran, en date du 29 mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2 juin 1937. 3065—23-2
[Première publication, le 5 juin 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 161678. } DAME ELODIE MORINVILLE *et vir*, demandeur; vs JAMES-H.-MAHER, défendeur; et CHARLES-EMILE BOURRET, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur.

Ce lopin de terre connu et désigné comme étant le numéro deux cent soixante-dix-huit de la redivision du lot originaire du cadastre numéro trois (3-278) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, ayant front sur "Rockledge Court, mesurant vingt pieds en largeur en front et en arrière, sur une profondeur de trente-quatre pieds et seize centièmes sur la ligne sud-est, et trente-quatre pieds et treize centièmes sur la ligne nord-ouest, le tout d'après la mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, d'après le plan officiel dudit lopin de terre dûment enregistré, avec droit de passage et droit de vue en commun avec d'autres dans la dite "Rockledge Court" (lot No 3-275) et dans la cour de service en arrière connue comme étant les lots Nos 3-256-9 et 3-282 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec ensembles les édifices dessus érigés portant le No 5 de la dite Rockledge Court.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 31ème jour de mai 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2 juin 1937. 3067—23-2
[Première publication, le 5 juin 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: B-139367 et 521 *ex-parte.* } SOCIÉTÉ SAINT-JEAN BAPTISTE DE MONTRÉAL (Caisse Nationale d'Economie), requérante; vs l'immeuble ci-après décrit:

Un emplacement situé rue Ontario-Est, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent cinquante-quatre de la sub-

of Cote Saint Louis, and more particularly known on the subdivision duly made and fyled of said official lot as the South Easterly half or portion of subdivision number three hundred and forty-seven (S. E. ½ or Pt. of 11-347); containing twenty-five feet in width by eighty-four feet in depth, English Measure and more or less, and bounded as follows: in front, to the South West by said Clarke Street, in rear by a lane in common, on one side, to the North West, by the remainder of said lot No. 11-347 and on the other side, to the South East, by lot No. 11-346; with the right of the use of the said lane in rear, in common with others having the right of use therein—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 29th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 2nd, 1937. 3066—23-2-o
[First publication, June 5th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 161678. } DAME ELODIE MORINVILLE *et vir*, plaintiff; vs JAMES H. MAHER, defendant; and CHARLES EMILE BOURRET, curator to the surrender.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator.

That lot of land known and designated as Number two hundred and Seventy-eight of the re-division of original cadastral lot number three (3-278) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of Cote des Neiges, fronting on Rockledge Court, measuring twenty feet in width in front and in rear, by a depth of thirty-four feet and sixteen hundredths on the South-east line, and thirty-four feet and thirteen hundredths on the North-west side line, the whole English measure, without warranty as to precise measurement, according to the official plan thereof duly registered, with right of way and right of view in common with others in said Rockledge Court (lot No. 3-275) and in the service Court in rear known as lots Nos. 3-256-9 and 3-282 on same Official plan and book of reference—together with the buildings thereon erected bearing the No. 5 of said Rockledge Court.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $600.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated May 31st., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 2nd., 1937. 3068—23-2-o
[First publication, June 5th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: B-139367 and 521 *ex-parte.* } SOCIÉTÉ SAINT JEAN BAPTISTE DE MONTRÉAL (Caisse Nationale d'Economie), petitioner; vs the immovable hereinafter described:

An emplacement situate on Ontario Street East, in Montreal, known and designated as being lot number five hundred and fifty four of

division du lot numéro vingt-trois (23-554) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, mesurant le dit lot vingt-quatre pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses y érigées et droits y attachés, et notamment les bâtisses portant les numéros civiques 3662, 3664 et 3666 de la rue Ontario-est, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 2 juin 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 juin 1937. 3069-23-2-o
[Première publication, 5 juin 1937]

the subdivision of lot number twenty three (23-554) of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, measuring, the said lot, twenty four feet in width by one hundred and ten feet in depth, English measure, more or less—with buildings thereon erected and rights attached thereto and principally the buildings bearing civic numbers 3662, 3664 and 3666 of Ontario Street East—with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated June 2, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 2nd, 1937. 3070-23-2
[First publication, June 5th, 1937]

QUÉBEC

Québec, à savoir: No 34673. LE PRET HYPOTHECAIRE, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la cité de Québec; contre MAURICE JOBIN, AURELIEN JOBIN, MICHEL JOBIN, NAPOLEON JOBIN, tous de la cité de Québec, et EUGENE JOBIN, ADELARD JOBIN, ROBERT JOBIN ET ARMAND JOBIN, de Saint-Augustin, comté de Portneuf, à savoir:

Le lot No 103 (cent trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant une terre située dans le quatrième rang de ladite paroisse, mesurant trois arpents et trois perches de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire les emplacements vendus à J.-Bte Moisan et Noé Jobin, suivant leurs actes respectifs.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Augustin, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. L. LAPIERRE.
Québec, ce 2 juin 1937. 3055—23-2-o
[Première publication, 5 juin 1937]
[Deuxième publication 19 juin 1937]

QUEBEC

Quebec, to wit: No. 34673. LE PRET HYPOTHECAIRE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, against MAURICE JOBIN, AURELIEN JOBIN, MICHEL JOBIN, NAPOLEON JOBIN, all of the city of Quebec, and EUGENE JOBIN, ADELARD JOBIN, ROBERT JOBIN AND ARMAND JOBIN, of Saint Augustin, county of Portneuf, to wit:

Lot No. 103 (one hundred and three) of the Official cadastre for the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a farm situate in the fourth range of the said parish, measuring three arpents and three perches in front by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted the emplacements sold to J. Bte Moisan and Noé Jobin, pursuant to their respective deeds.

To be sold at the parochial church door of Saint Augustin, county of Portneuf, on the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE.
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, June 2, 1937. 3056—23-2
[First publication, June 5th, 1937]
[Second publication, June 19th., 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 5233. EMILE PICARD, menuisier, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Dame Léonce Marceau, vs ARTHUR DIONNE, savoir:

Partie du lot cent quarante et un, cent cinquante-deux, deux cent trente-quatre, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, partie de vingt-cinq, vingt-sept, vingt-huit et soixante-trois au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Simon.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 5233. EMILE PICARD, joiner, of the parish of Saint Thomas de Montmagny, both personally and to authorize his wife, Dame Léonce Marceau, vs ARTHUR DIONNE, to wit:

Part of lot one hundred and forty one, one hundred and fifty two, two hundred and thirty four, two hundred and thirty six, two hundred and thirty seven, party of twenty five, twenty seven, twenty eight and sixty three on the official cadastre of the parish of Saint Simon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le QUINZIEME jour de JUIN prochain 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 12 mai 1937. 2679-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon, on the FIFTEENTH day of JUNE next 1937, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, May 12, 1937. 2680-20-2
[First publication, May 15, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 5770. } LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN; vs GEORGES TURCOTTE, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant le numéro deux cent soixante-dix-sept (277) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, étant une terre située au Beauséjour, mesurant 3 arpents six pieds de front sur quarante de profondeur, formant une superficie de 121.33 arpents; bornée au nord, à la rivière Rimouski, à l'est à Alfred Dubé, au sud au deuxième rang et à l'ouest à Fabien Ouellet, à distraire une superficie totale de 4.65 arpents, consistant en:

(*a*) Une lisière de terrain de 200 pieds de profondeur sur la largeur de la dite terre, à prendre de la rivière Rimouski en gagnant sud jusqu'à la dite profondeur de 200 pieds, le dit terrain étant l'extrémité nord de la terre ci-dessus; bornée au nord à la rivière Rimouski, à l'est à un terrain de la Cie Price Bros., au sud à la profondeur susdite de 200 pieds et à l'ouest à une terre de la Cie Price Bros.

(*b*) Un terrain ou emplacement mesurant un arpent en superficie; borné au nord et à l'ouest à Georges Turcotte, à l'est à Alfred Dubé et au sud au chemin public du rang.

(*c*) Une lisière de terrain mesurant 20 pieds de largeur sur 456 de longueur, partant de la terre de Fabien Ouellet pour déboucher à l'est au chemin public du rang; borné au nord et au sud à Georges Turcotte, la dite lisière de terrain se trouvant au nord d'un certain travers en arrière de la maison ou résidence de Georges Turcotte, mais avec le droit en faveur de Georges Turcotte, de traverser la dite lisière de terrain et d'y vaquer, cette lisière de terrain étant actuellement chemin public.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue, au bureau du shérif, à Rimouski, le QUINZIEME jour de JUIN prochain 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 11 mai 1937. 2665—20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 5770. } THE CANADIAN FARM LOAN BOARD; vs GEORGES TURCOTTE, to wit:

A farm known and designated as being number two hundred and seventy seven (277) of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, being a farm situate at Beauséjour, measuring 3 arpents six feet in front by forty in depth, forming an area of 121.33 arpents; bounded on the North by the Rimouski river, on the East by Alfred Dubé, on the South by the second range and on the West by Fabien Ouellet, to be deducted a total area of 4.65 arpents, consisting of:

(*a*) A strip of land of 200 feet in depth by the width of the said farm, to be taken from the Rimouski river running Southerly to the said depth of 200 feet, the said strip of land being the Northern extremity of the aforesaid farm; bounded on the North by the Rimouski river on the East by a lot of land belonging to the Price Bros Co., on the South by the aforesaid depth of 200 feet and on the West by a lot of land belonging to the Price Bros Co.

(*b*) A lot of land or emplacement measuring one arpent in area; bounded on the North and West by Georges Turcotte, on the East by Alfred Dubé and on the South by the public road of the range.

(*c*) A strip of land measuring 20 feet in width by 456 feet in length, starting from the land of Fabien Ouellet to end on the East at the public road of the range; bounded on the North and South by Georges Turcotte, the said strip of land being situate of a certain crossing in rear of the house of residence of Georges Turcotte, but with right in favour of Georges Turcotte to cross and communicate over the said strip of land, the said strip of land being actually a public road.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, on the FIFTEENTH day of JUNE next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, May 11th., 1937. 2666—20-2
[First publication, May 15th., 1937]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure (en matière de faillite)

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 255-B, à savoir: } ANTOINE DUMAIS, ès-qualité, pétitionnaire; ET LES PRODUITS SILICA CANADIENS, LIMITÉE, corps politique et incorporé, ayant le siège de ses affaires en la cité de Chicoutimi, intimée;

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Superior Court (sitting in bankruptcy)

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 255-B. } ANTOINE DUMAIS, *es-qualité*, petitioner; AND LES PRODUITS SILICA CANADIENS, LIMITÉE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Chicoutimi, respondent;

ET EUDORE BOIVIN, C. R., avocat, de la cité de Chicoutimi, procureur-distrayant-saisissant; ET ANTOINE DUMAIS, N. P., 4074, avenue Marlowe, Notre-Dame-de-Grâces, Montréal, en sa qualité de fiduciaire; ET HENRI GIRARD, N. P., rue Racine, Chicoutimi, en sa qualité de syndic autorisé aux biens de l'intimée "Les Produits Silica Canadiens, Ltée", saisis.

1. Le lot numéro deux (2), du troisième rang, d'après le plan et livre de renvoi au cadastre officiel pour le canton Dequen, comté de Roberval—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro trois (3), du troisième rang, d'après le plan et livre de renvoi au cadastre officiel pour le canton Dequen, comté de Roberval—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

3. Un terrain de trois cents pieds (300′) par deux cent trente-cinq pieds (235′), sans garantie de mesure précise, formant partie des lots numéros un-A et deux (1*a* et 2), du quatrième rang, d'après le plan et livre de renvoi, au cadastre officiel pour le canton Dablon; borné en front sur sa plus grande longueur par la voie ferrée du Canadien National, en profondeur par une ligne parallèle à la dite voie du chemin de fer distante de 235 pieds à partir de la dite voie en courant vers la route régionale, tel qu'actuellement possédé par la débitrice et particulièrement délimité aux quatre coins par des bornes en béton, le tout avec bâtisses érigées, circonstances et dépendances.

4. Un terrain de forme irrégulière faisant partie du lot de terre No deux-A, du troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Dequen, comté de Roberval, et borné comme suit: vers le nord et le nord-ouest par le lot No deux, vers l'est par le lot No trois-A, vers le sud et l'ouest par le résidu du dit lot No deux-A, ayant une largeur moyenne de deux cent huit pieds sur une profondeur de onze cent quarante-quatre pieds et contenant une superficie de deux cent quarante mille quatre cent cinquante-deux pieds carrés, avec toutes les bâtisses dessus construites, et dépendances;

5. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit et formant partie du lot numéro trois-A, du rang Trois, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Dequen, comté de Roberval, Lac Saint-Jean, et borné comme suit: vers le nord et l'est par le lot No trois, vers le sud par le résidu du lot No trois-A et vers l'ouest par le lot numéro 2-A, ayant deux cent huit pieds de largeur sur une profondeur de onze cent quarante-quatre pieds et contenant une superficie de deux cent trente-sept mille neuf cent cinquante-deux pieds carrés—avec toutes les bâtisses dessus construites et dépendances;

6. Tous les droits que possède et peut posséder la débitrice-saisie dans un chemin privé sur les lots numéros un et deux du troisième rang, d'après le plan et livre de renvoi officiel du canton Dequen, comté Roberval, suivant acquisition de Jos. Gauthier & Fils, Ltée, enregistrée à Roberval, sous le No 32,484;

7. Le lot numéro un (1) du quatrième rang, d'après le plan et livre de renvoi officiels du canton Dequen, comté Roberval;

8. Tous les droits d'approvisionnement d'eau, que possède et peut posséder la débitrice, conjointement avec Jos. Gauthier & Fils, Ltée, sur

AND EUDORE BOIVIN, K. C., advocate, of the city of Chicoutimi, attorney distracting for costs seizing; AND ANTOINE DUMAIS, N. P., 4074 Marlowe Avenue, Notre Dame de Grâces, Montreal, in his quality of trustee; AND HENRI GIRARD, N. P., Racine Street, Chicoutimi, in his quality of authorized trustee of the estate of the respondent "Les Produits Silica Canadiens, Ltée", seized.

1. Lot number two (2) of the third range, according to the official cadastral plan and book of reference for the township of Dequen, county of Roberval—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. Lot number three (3) of the Third range, according to the official cadastral plan and book of reference for the township of Dequen, county of Roberval—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. A lot of land of three hundred feet (300′) by two hundred and thirty five feet (235′), without warranty of exact measurement, forming part of lots numbers one-A and two (1*a* and 2), of the fourth range, according to the official cadastral plan and book of reference for the township of Dablon; bounded in front on its greatest length by the Canadian National Railway line, in depth by a line parallel to the said railway line distant 235 feet therefrom starting from the said railway and running towards the Regional highway, as actually owned by the debtor and particularly marked on the four corners by concrete boundaries, the whole—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

4. A lot of land of irregular figure forming part of the lot of land number two-A, of the third range, on the official plan and book of reference of the township of Dequen, county of Roberval; and bounded as follows: towards the North and Northwest by lot number two, towards the East by lot number three-A, towards the South and West by the residue of said lot number two-A, having a mean width of two hundred and eight feet by a depth of eleven hundred and forty four feet and containing an area of two hundred and forty thousand four hundred and fifty two square feet—with all the buildings thereon erected, and dependencies;

5. Another lot of land contiguous to the one hereinabove described and forming part of lot number three-A, of range Three, of the official plan and book of reference of the township of Dequen, county of Roberval, Lake St. John, and bounded as follows: towards the North and East by lot number three, towards the South by the residue of lot number three-A and towards the West by lot number 2-A, having two hundred and eight feet in width by a depth of eleven hundred and forty four feet and containing an area of two hundred and thirty seven thousand nine hundred and fifty two square feet, —with all the buildings thereon erected and dependencies;

6. All the rights which the seized-debtor holds or may hold in a private road over lots numbers one and two of the third range, according to the official plan and book of reference of the township of Dequen, county of Roberval, according to acquisition from "Jos. Gauthier & Cie, Ltée", registered at Roberval, under No. 32,484;

7. Lot number one (1) of the fourth range, according to the official plan and book of reference of the township of Dequen, county of Roberval;

8. All the rights to the water supply, which the debtor holds or may hold jointly with "Jos. Gauthier & Fils, Ltée", on lot No. A, of the

le lot No A, du quatrième rang, au plan et livre de renvoi officiels du canton Dablon, comté de Roberval;

9. Tous les droits que possède et peut posséder la débitrice-saisie dans une voie d'évitement sur le Canadien National, près du Lac Bouchette, en vertu et aux termes et conditions d'un contrat sous seing privé entre la dite débitrice et le chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean, en date du 19 mai 1933;

10. Tous les droits que possède et peut posséder la débitrice-saisie dans le permis d'exploitation minier numéro sept mille six (No 7006), du Service des mines de la province de Québec, division minière des Laurentides—bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1937), à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 1er juin 1937. 3045-23-2-o
[Première publication, 5 juin 1937]

fourth range, on the official plan and book of reference of the township of Dablon, county of Roberval;

9. All the rights which the seized debtor holds or may hold in the siding on the Canadian National, near Lake Bouchette, under the terms and conditions of a contract under private seal between the said debtor and the Quebec & Lake Saint John Railway, dated June 19, 1933;

10. All the rights which the seized debtor holds or may hold in the Mining Operating Permit number seven thousand and six (No. 7006), from the Department of Mines of the Province of Quebec, Laurentide Mining Division —buildings, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Thomas d'Aquin (Lake Bouchette), on TUESDAY, the SIXTH day of JULY next, 1937, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, June 1st, 1937. 3046-23-2
[First publication, June 5th, 1937]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

[En matière de Faillite).

Province de Québec, District de Chicoutimi. No 256-B. A savoir: } ANTOINE DUMAIS, ES-QUALITÉ, Pétitionnaire; & JOS. GAUTHIER & FILS LTEE, corps politique et incorporé, ayant le siège de ses affaires en la cité de Chicoutimi, intimée & EUDORE BOIVIN, C.R., avocat, de la cité de Chicoutimi; Procureur-distrayant-Saisissant; & HENRI GIRARD N.P., rue Racine, Chicoutimi, en sa qualité de syndic autorisé aux biens de l'intimée Jos. Gauthier & Fils, Ltée, saisi.

1. Tous les droits et titres que possède et peut posséder la débitrice dans le permis d'exploitation minier numéro sept mille six (7006), et dans les claims Q-11954, et Q-13116, du Service des Mines de la Province, division minière des Laurentides, sis sur la demie Sud des lots deux et trois (2 et 3) du rang trois, canton Dequen, comté de Roberval.

2. Un terrain de forme irrégulière faisant partie des lots un-A, un-B et deux (1-A, 1-B et 2), du quatrième rang, d'après le plan et livre de renvoi officiels du canton Dablon, Cté de Roberval, mesurant le dit terrain neuf cent quarante-deux pieds (942′) au nord, quatre cent soixante et neuf pieds (469′) au sud, sept cent treize pieds (713′) à l'est, cinq cent quatre-vingt-sept pieds (587′) à l'ouest, et borné à l'est par la route régionale, à l'ouest par le Chemin de Fer Canadien National, au nord et au sud par le résidu des lots adjacents sauf à distraire un terrain de trois cents pieds par deux cent trente-cinq pieds, faisant partie des lots numéros un-A et deux (1A et 2), du 4ième rang, appartenant à Les Produits Silica Canadiens, Ltée, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Les droits d'approvisionnement d'eau que possède la débitrice conjointement avec les Produits Silica Canadiens, Ltée, sur le lot A, du rang quatre, d'après le plan et livre de renvoi officiels du canton Dablon, Co. de Roberval.

5

FIERI FACIAS.

Superior Court.

(Sitting in Bankruptcy.)

Province of Quebec, District of Chicoutimi. No. 256-B. To wit: } ANTOINE DUMAIS, ES-QUALITÉ, Petitioner; & JOS. GAUTHIER & FILS, LTEE, a body politic and corporate, having its place of business in the city of Chicoutimi, respondent, and EUDORE BOIVIN, K.C., advocate, of the city of Chicoutimi, attorney distracting for costs, seizing; & HENRI GIRARD, N.P., Racine Street, Chicoutimi, in his quality of Authorized Trustee to the property of the respondent Jos. Gauthier & Fils, Ltée, Seized.

1. All the rights and titles which the debtor holds or may hold in the Mining operating Permit number seven thousand and six (7006) and in Claims Q-11954, and Q-13116, of the Provincial Mining Service, Laurentide Mining Division, situate on the south half of lots two and three (2 and 3) of range three, township of Dequen, County of Roberval.

2. A lot of land of irregular figure forming part of lots one-A, one-B and two (1-A, 1-B and 2) in the fourth range, according to the official plan and book of reference for the township of Dablon, county of Roverbal, said lot of land measuring nine hundred and forty two feet (942′) on the north, four hundred and sixty nine feet (469′) on the south, seven hundred and thirteen feet (713′) on the east and five hundred and eighty seven feet (587′) on the west, and bounded on the east by the Regional Highway, on the west by the Canadian National Railway, on the north and south by the residue of the adjoining lots, save, to be deducted, a lot of land measuring three hundred feet by two hundred and thirty five feet, forming part of lots numbers one-A and two (1-A and 2) in the fourth range, belonging to "Les Produits Silica Canadiens, Ltée", the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The rights of water-supply held by the debtor jointly with "Les Produits Silica Canadiens, Ltée", upon lot A, in range four, according to the official plan and book of reference for the township of Dablon, county of Roberval.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), MARDI le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1937), à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 1er juin 1937. 3047—23-2-o
[Première publication le 5 juin 1937]

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Thomas d'Aquin (Lake Bouchette), on TUESDAY, the SIXTH day of JULY next, (1937) at THREE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Roberval June 1st, 1937. 3048—23-2
[First publication June 5th, 1937]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: / No 3339. } ACHILLE BOULAIS, journalier, de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, en sa qualité de curateur à Dame Anna Massé, veuve de feu Achille Boulais, en son vivant cultivateur de la paroisse de Saint-Hilaire, du dit district, demandeur; contre ELIAS NOISEUX, de la paroisse de Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

(*a*) Un terrain en verger, contenant environ douze arpents et trois quarts en superficie, connu comme étant le numéro deux cent quinze (215) de la partie sud-est du lot numéro deux cent quatre (pt. 204)—avec maison et autres bâtisses y érigées; telle partie du dit lot numéro deux cent quatre étant bornée comme suit: au nord-ouest, par la partie du même lot, appartenant aux héritiers de Jos. Marsan; au sud-est et du côté sud-ouest par le chemin public; du côté nord-est, par le dit lot No 215.

(*b*) Un terrain connu sous le numéro deux cent quatorze (214) contenant environ huit arpents et demi en superficie;

(*c*) Un terrain en verger de la contenance d'environ sept arpents et sept perches de largeur en courant du nord-est au sud-ouest depuis le chemin public de la Montagne à rejoindre la ligne sud-ouest du lot No. 193; sur une profondeur de trois cent soixante-dix-sept pieds, mesure anglaise, en courant du nord-ouest au sud-est, étant partie des lots numéros cent quatre vingt-treize, cent quatre-vingt-quinze, deux cent deux, deux cent trois et deux cent seize (P. des lots Nos 193, 195, 202, 203 et 216), sans bâtisses et borné comme suit: au nord-ouest par cette partie des lots Nos 193, 195, 202 et 203 appatenant à Philippe Malo; au sud-est, par cettre partie ou l'extrémité sud-est des lots Nos 193, 195, 202, 203 et 216 appartenant à Henri Noiseux; du côté nord-est, par le dit chemin public, et du côté sud-ouest, par Napoléon Larivée, propriétaire du lot No 189.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Hilaire, MARDI, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, (1937), à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, OCTAVE AUCLAIRE.
Saint-Hyacinthe, le 11 mai 1937.
2667-20-2-o
[Première publication, 15 mai 1937]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: / No. 3339. } ACHILLE BOULAIS, laborer, of Saint Hilaire, district of Saint Hyacinthe, in his quality of curator of Madam Anna Massé, widow of the late Achille Boulais, in his lifetime farmer of Saint Hilaire parish, of said district of Saint Hyacinthe, plaintiff; against ELIAS NOISEUX, of Saint Hilaire parish, district of Saint Hyacinthe, defendant.

(*a*) An orchard land, containing an area of about twelve arpents and three quarters, known as being the number two hundred and fifteen (215) of the Southeast part of lot number two hundred and four (Pt. 204)—with house and other buildings there erected; such part of said lot number two hundred and four being bounded as follows: on Northwest by the part of same lot, the property of Jos. Marsan's heirs; on Southeast and Southwest sides, by public road; on Northeast side by the said lot number two hundred and fifteen (215).

(*b*) A land known under the number two hundred and fourteen, containing an area of eight arpents and one half.

(*c*) An orchard land, containing an area of about seven arpents and seven perches in width, running from the Northeast to the Southwest from the public road of "La Montagne" to join the Southwest line of lot number one hundred and ninety three, by a depth of three hundred and seventy seven feet, english measure, running from Northwest to Southeast, being part of lots numbers hundred and ninety three, hundred and ninety five, two hundred and two, two hundred and three and two hundred and sixteen (P. of lots Nos 193, 195, 202, 203 and 216), without building, and bounded as follows: on Northwest by that part of lots numbers 193, 195, 202 and 203 owned by Philippe Malo; on Southeast, by that part or the Southeast end of lots Nos 193, 195, 202, 203 and 216 owned by Henri Noiseux; on Northeast side, by the said public road, and on Southwest side by Napoleon Larivee, owner of lot number 189.

To be sold at the door of Saint Hilaire church, on the FIFTEENTH day of JUNE next (1937), at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

OCTAVE AUCLAIRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, May 11th, 1937.
2668-20-2-o
[First publication, May 15, 1937]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4262. } CÉLINA DEZIEL, veuve de Hervé Dupuis, en son vivant culti-

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 4262. } CÉLINA DÉZIEL, widow of Hervé Dupuis, in his lifetime farm-

vateur, de Saint-Joseph-de-Maskinongé, & la dite Célina Déziel aujourd'hui des cité et district de Montréal, demanderesse; vs JOSEPH ROSS, fils d'Alfred, cultivateur, de Saint-Joseph-de-Maskinongé, district des Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, faisant partie du lot connu et désigné, au cadastre d'enregistrement pour cette paroisse, sous le numéro six cent dix-sept (617) et étant la moitié, côté sud, de ce lot, telle que divisée actuellement, et bâtie de maison et autres dépendances.

2. Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, concession nord-est de la Rivière, connue et désignée au cadastre d'enregistrement de cette paroisse, sous le numéro six cent quinze (615) contenant environ soixante-huit arpents en superficie—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé, le SIXIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (heure solaire) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 31 mai 1937. 3051—23-2-o
[Première publication, le 5 juin 1937]

er, of Saint Joseph de Maskinongé, & the said Célina Déziel now of the city and district of Montreal, plaintiff; vs JOSEPH ROSS, son of Alfred, farmer, of Saint Joseph de Maskinongé, district of Trois Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovables, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, forming part of the lot known and designated, on the official cadastre for the said parish, under number six hundred and seventeen (617) and being the half, South side, of the said lot, as actually divided, and with a house and other dependencies thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, concession Northeast of the River, known and designated on the official cadastre of the said parish, under number six hundred and fifteen (615) containing about sixty eight arpents in area—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, on the SIXTH day of JULY, one thousand nine hundred and thirty seven, at TEN o'clock (Standard Time) in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, May 31st, 1937. 3052—23-2
[First publication, June 5th., 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4380. } THE CROWN DIAMOND PAINT CO. LTD., corps politique dûment incorporé ayant une place d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse: vs LOUIS LAMOTHE, de la paroisse d'Almaville, district de Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, dans le rang Saint-Mathieu Sud, contenant environ quarante-cinq pieds de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public du dit rang à aller à environ dix pieds en deçà des bâtiments de Georges Morand, soit une profondeur d'environ cent soixante pieds, borné en front par le chemin public du dit rang, en arrière et des deux côtés par le dit Georges Morand, le dit emplacement faisant partie du lot de terre numéro neuf cent deux (Pt. 902) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et pris à environ deux cents pieds nord-est de la maison de Georges Morand, la ligne nord-est du dit emplacement se trouve juste dans la ligne de division entre les lots Nos 901 et 902 du cadastre de la dite paroisse —avec ensemble maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc d'Almaville, le SEPTIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (heure solaire) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 1er juin 1937. 3053—23-2-o
[Première publication, le 5 juin 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 4380. } THE CROWN DIAMOND PAINT CO. LTD., a body politic and corporate having a place of business in the City of Montreal, plaintiff: vs LOUIS LAMOTHE, of the Parish of Almaville, district of Trois Rivières, defendant.

As belonging to said defendant, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the Parish of Sainte Jeanne d'Arc, in Range "Saint-Mathieu Sud", measuring about forty five feet in width by whatever depth there may be from the public road of said range to within a distance of about ten feet from the buildings of Georges Morand, namely a depth of about one hundred and sixty feet, bounded in front by the public road of said range, in rear and on both sides by said Georges Morand, said emplacement forming part of lot of land number nine hundred and two (Pt. 902) on the official plan and book of reference for the Parish of Notre Dame du Mont Carmel, and taken about two hundred feet Northeast of the house of Georges Morand, the Northeast line of said emplacement being exactly in the division line between lots Nos. 901 and 902 of the cadastre for the said Parish—together with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville, on the SEVENTH day of JULY, nineteen hundred and thirty seven, at TEN o'clock (Standard Time) in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, June 1st., 1937. 3054—23-2
[First publication, June 5th., 1937]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 George VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que La Chambre de Construction, Inc., section du fer et du bronze ornemental, et l'Union Canadienne des travailleurs en fer et en bronze ornemental de Montréal, lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction, Inc., section du fer et du bronze ornemental,

Et, D'AUTRE PART:

L'Union Canadienne des Travailleurs en fer et en bronze ornemental de Montréal,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie visée suivant les conditions ci-après:

I.—La présente convention ne s'applique qu'aux employés travaillant dans des ateliers.

II.—Les salaire minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaire horaire*
Mécaniciens	$0.66
Ajusteurs	.55
Aides	.45

III.—La durée journalière du travail sera de huit heures et la semaine de travail consistera en quarante-huit heures. Le travail se fera de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m. Le samedi, le travail se fera de 8.00 a.m. à midi. Le travail supplémentaire sera payé temps et demi. Les ouvriers recevront salaire double pour le travail exécuté les jours suivants: Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de la Confédération, la Fête de la reine Victoria, le Jour d'Action de Grâce, la Fête du Travail, le Jour de Noel et les dimanches; les ouvriers recevront également temps double pour tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m.

IV.—Les taux de salaires ci-haut mentionnés ne seront d'aucun effet tant qu'un arrêté ministériel ne soit passé par le lieutenant-gouverneur de la province, déclarant que cette convention s'applique et lie tous les employeurs et tous employés intéressés dans la dite industrie, et dans la juridiction territoriale ci-après mentionnée; sur quoi, les dits salaires deviendront effectifs pour les parties respectives à cette convention.

V.—La juridiction territoriale de la présente convention comprendra en plus de l'Ile de Montréal et de l'Ile Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, Verchères, Saint-Jean, Iberville et Richelieu.

VI.—Les ouvriers appelés à exécuter des travaux d'une classe inférieure travaillant habituellement dans une classe supérieure recevront le salaire payé aux ouvriers de cette dernière clause.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that, The Builders' Exchange, Inc., Ornamental Iron and Bronze Manufacturers' Section, and the Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal, have jointly presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders Exchange Incorporated Iron and Ornamental Section,

And, ON THE OTHER PART:

The Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers Unions of Montreal,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned according to the following conditions:

I.—The present agreement applies only to shop employees.

II.—The following minimum rates of wages shall apply for each of the following trade:

Trades	*Wages per hour*
Mechanics	$0.66
Fitters	0.55
Halpers	0.45

III.—The hours of work shall be eight per day and forty four per week. Work shall commence at 8 a.m. and shall continue till noon and from 1 till 5 in the afternoon. On Saturdays the hours of work shall be 8 a.m. until noon. Overtime shall be paid at the rate of time and one half. Double time shall apply on New Year's Day, Good Friday, Dominion Day, Victoria Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day and Sundays, and from midnight to 8 a.m. on regular work days.

IV.—The rates of wages above specified shall be of no effect until an Order in Council shall have been passed by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, ordering that this Agreement shall apply to and he binding upon all employers and employees engaged in the said industry, and within the territorial jurisdiction hereinafter specified; whereupon the same shall be and become binding and effective upon and as between the respective parties hereto.

V.—The territorial jurisdiction covered by this agreement shall comprise and include in addition to the Island of Montreal and Ile Bizard, the counties of Assumption, Terrebonne, Laval, Deux Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulange, Beauharnois, Chateauguay, Laprairie, Chambly, Verchères, Saint John, Iberville and Richelieu.

VI.—Employees called upon to work in any classification of a lower rate than their usual class shall be paid the higher rate.

VII.—Il est expressément stipulé que tout contrat signé par un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet.

VIII.—La présente convention deviendra en vigueur à compter de la date de l'adoption du dit arrêté ministériel et demeurera en force jusqu'au 31 mars 1938, et continuera d'être en vigueur pour une autre période de trente jours, en attendant qu'un autre arrêté ministériel remplace le présent.

IX.—Les apprentis-mécaniciens de la dite industrie ne devront pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize ans, ni après avoir vingt-cinq ans. Quatre années constitueront la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti devra avoir travaillé 208 semaines. Il sera permis d'avoir un apprenti pour chaque groupe de sept mécaniciens travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept mécaniciens à son emploi, il lui sera quand même permis d'avoir un apprenti. Le taux de salaire des apprentis de première année sera vingt cents de l'heure et la durée du travail, tant régulier que supplémentaire, sera la même que celle des mécaniciens.

X.—Les prescriptions de cette convention seront rétroactives au 1er mai 1937.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3081-o

VII.—It is expressly stipulated that all contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work of Labour contract basis are invalid.

VIII.—This agreement shall become effective upon the passing of the foresaid Order in Council and shall remain in effect until the thirty first day of March nineteen hundred and thirty eight, and shall continue in effect for a further period of thirty days thereafter, pending the adoption of an Order in Council to replace these presents.

IX.—Apprentice mechanics in the Industry shall not commence apprenticeship training earlier than their sixteenth year or later than the twenty fifth year of their age. Four years shall constitute the full period of apprenticeship training whereby is meant that each apprentice shall have worked 208 weeks. One apprentice shall be permitted to each seven mechanics in each shop. If any employer have less than seven mechanics in his employment, one apprentice shall be allowed. The wage rate of first year apprentices shall be twenty cents an hour and overtime and hours of work shall be similar to those applicable to mechanics.

X.—This agreement shall have retroactive effect as from the first day of May nineteen hundred and thirty seven.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 5th, 1937. 3082-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, (section des gros gants), et le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Trois-Rivières (section des gros gants), lui ont conjointement présenté ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:—

Acme Glove Works, Ltd, Montréal; Balcer Glove Mfg. Ltd, Trois-Rivières; Consumers Glove Co. Ltd, Montréal; Continental Glove Co. Ltd, Montréal; The Gold Glove Works, Montréal; Guarantee Glove & Sport Garment Co., Montréal; Montréal Glove Works, Montréal; J. A. Ouellette enregistré, Marieville; Léon Pelletier Glove Mfg., Montréal; Solid Glove Co. Ltd., Montréal.

ET, D'AUTRE PART:—

Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, (section des gros gants); Le Syndicat Catholique et National des Gantiers des Trois-Rivières, (section des gros gants). soit rendue obligatoire pour tous les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions ci-après mentionnées.

I.—Les taux de salaires suivants, majorés de 15%, seront en force du 1 juillet 1937 au 31 décembre 1938.

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act relating to Workmen's Wages, (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by the Honourable Minister of Labour, that "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, section des gros gants") and "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers des Trois-Rivières, (section des gros gants)", have presented to him, this day, a request to the effect that the Collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:—

Acme Glove Works, Ltd, Montreal; Balcer Glove Mfg. Ltd, Three-Rivers; Consumers Glove Co. Ltd, Montreal; Continental Glove Co. Ltd, Montreal; The Gold Glove Works, Montreal; Guarantee Glove & Sport Garment Co. Montreal; Montreal Glove Works, Montreal; J. A. Ouellette Reg'd, Marieville; Léon Pelletier Glove Mfg, Montreal; Solid Glove Co. Ltd, Montreal.

AND, ON THE OTHER PART:—

"Le Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal, (section des gros gants),"; "Le Syndicat Catholique et National des Gantiers des Trois-Rivières, (section des gros gants)". be rendered obligatory for the employees and the employers of the trade concerned, according to the following conditions:

I.—The following schedule of wages, with an increase of 15%, will be effective from July 1st, 1937, to December 31st, 1938.

TAILLEURS DE GANTS

(Taux de salaires)

Peau de cheval—Peau de vache
Ventre de vache

MITAINES

No de l'opération	Par douz. de paire	Complet	Paume et pouce	Dessus
1.—Mitaines avec pouces renforcis	"	0.40	0.30	0.10
2.—"Choppers" peau de cheval et flanc de vache	"	0.30	0.19	0.11
3.—"Pull-Over" peau de cheval et flanc de vache	"	0.30	0.19	0.11
4.—Mitaines courtes pour hommes	"	0.23	0.14	0.09
5.—"Pull-Over" pour adolescents	"	0.25	0.15	0.10
6.—Mitaines courtes pour adolescents	"	0.20	0.13	0.07
7.—Mitaines courtes à un doigt	"	0.27	0.19	0.08
8.—Mitaines longues à un doigt	"	0.32	0.22	0.10
9.—Mitaines pour enfants	"	0.18	0.11	0.07
10.—Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	"	0.20	0.11	0.09
11.—"Pull-Over" ou "Pull On" pour enfants	"	0.20	0.13	0.07
12.—"Choppers" côtés de peau de vache	"	0.30	0.19	0.11
13.—"Pull-Over" ou "Pull-On" côtés de peau de vache	"	0.28	0.18	0.10

GANTS

14.—"Chicago" longs ou "Plumouth" longs	"	0.40	0.24	0.16
15.—"Chicago" courts ou "Plymouth" courts	"	0.38	0.23	0.15
16.—"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	"	0.40	0.30	0.10
17.—"Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	"	0.38	0.28	0.10
18.—Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	"	0.40	0.19	0.21
19.—"Ropers" longs	"	0.50	Pour item enlevés ou ajoutés, les prix seront fixés en conséquence.	
20.—"Ropers" longs, doigts "Gun Cut"	"	0.52		
21.—"Ropers" longs à deux doigts	"	0.48		
22.—"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	"	0.32	0.20	0.12
23.—Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	"	0.34	0.18	0.16
24.—"Chicago" ou "Plymouth" pour adolescents	"	0.35	0.20	0.15

WORKING GLOVE CUTTING

(Schedule of Wages)

Horse Hide-Cow Hide-Cow Bellies

(Leather)

MITTS

Operation No.	Per doz. of pairs	Complete	Palm & Thumbs	Backs
1.—Patched thumbs mitts	"	$0.40	$0.30	$0.10
2.—Chopper, horse hide, and cow bellies	"	0.30	0.19	0.11
3.—Pull over, horse hide, and cow bellies	"	0.30	0.19	0.11
4.—Men's short mitts	"	0.23	0.14	0.09
5.—Youth's pull over	"	0.25	0.15	0.10
6.—Youth's short mitts	"	0.20	0.13	0.07
7.—One finger short mitts	"	0.27	0.19	0.08
8.—One finger long mitts	"	0.32	0.22	0.10
9.—Boys' mitts	"	0.18	0.11	0.07
10.—Boys' mitts, two piece backs	"	0.20	0.11	0.09
11.—Boys' pull-on mitts	"	0.20	0.13	0.07
12.—Choppers, cow hide sides	"	0.30	0.19	0.11
13.—Pull on, cow hide sides	"	0.30	0.19	0.11

GLOVES

14.—Chicago long, or Plymouth long	"	0.40	0.24	0.16
15.—Chicago short or Plymouth short	"	0.38	0.23	0.15
16.—Riveted long or Gun cut long	"	0.40	0.30	0.10
17.—Riveted short or Gun cut short	"	0.38	0.28	0.10
18.—Chicago half die or Plymouth half die	"	0.40	0.19	0.21
19.—Ropers long	"	0.50	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
20.—Ropers long, riveted fingers or Gun cut fingers	"	0.52		
21.—Two finger ropers	"	0.48		
22.—Chicago or Plymouth, boys	"	0.32	0.20	0.12
23.—Chicago half die, or Plymouth half die, boys	"	0.34	0.18	0.16
24.—Chicago or Plymouth, youths	"	0.35	0.20	0.15

"Carpinshoes" fendus; "Peccary" fendu; Peau de Chèvre, Peau de Chevreuil. Peau de Daim.

Carpinshoes splits: Peccary splits; Goat Deerskin: Buckskin

(Leathers)

MITAINES

No de l'opération	Par douz. de paire	Complet	Paume et pouce	Dessus
25.—"Choppers" et "Pull Over"	"	0.33	0.21	0.12
26.—Mitaines pouces renforcies	"	0.43	0.33	0.10
27.—Mitaines courtes pour hommes	"	0.26	0.16	0.10
28.—" Pull-Over " pour adolescents	"	0.28	0.18	0.10
29.—Mitaines courtes pour adolescents	"	0.23	0.15	0.08
30.—Mitaines courtes à un doigt	"	0.30	0.21	0.09
31.—Mitaines longues à un doigt	"	0.35	0.23	0.12
32.—Mitaines pour enfants	"	0.21	0.13	0.08
33.—Mitaines pour garçons, dessus en deux morceaux	"	0.23	0.13	0.10

MITTS

Operation No.	Per doz. of pairs	Complete	Palm & Thumbs	Backs
25.—Choppers and pull on	"	0.33	0.21	0.12
26.—Patched thumbs mitts	"	0.43	0.33	0.10
27.—Men's short mitts	"	0.26	0.16	0.10
28.—Youths' pull over	"	0.28	0.18	0.10
29.—Youths' short mitts	"	0.23	0.15	0.08
30.—One finger short mitts	"	0.30	0.21	0.09
31.—One finger long mitts	"	0.35	0.23	0.12
32.—Boys' mitts	"	0.21	0.13	0.08
33.—Boys' mitts, two piece backs	"	0.23	0.13	0.10

GANTS

34.—"Chicago" longs ou " Plymouth " longs	"	0.43	0.26	0.17
35.—"Chicago" courts ou " Plymouth " courts	"	0.41	0.25	0.16
36.—"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	"	0.43	0.32	0.11
37.—"Riveted" courts ou " Gun Cut " courts	"	0.41	0.30	0.11
38.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth	"	0.43	0.24	0.19
39.—"Ropers" longs	"	0.53		
40.—"Ropers" longs, doigts "Gun Cut" ou "Riveted"	"	0.55	Pour item enlevés ou ajoutés, le prix seront fixés en conséquence.	
41.—"Ropers" longs à deux doigts	"	0.51		
42.—"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	"	0.35	0.22	0.13
43.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth " pour enfants	"	0.37	0.22	0.15
44.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth " pour adolescents	"	0.37	0.22	0.15
45.—Spécial : Demi " Chicago " pour hommes avec poignet de coton, poignet élastique et poignet de cuir	"	0.38		

GLOVES

34.—Chicago long or Plymouth long	"	.43	.26	.17
35.—Chicago short or Plymouth short	"	.41	.25	.16
36.—Riveted long or Gun cut long	"	.43	.32	.11
37.—Riveted short or Gun cut short	"	.41	.30	.11
38.—Chicago half die or Plymouth half die	"	.43	.24	.19
39.—Ropers long	"	.53		
40.—Ropers long, riveted fingers or Gun cut fingers	"	.55	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
41.—Ropers long, two fingers	"	.51		
42.—Boys' Chicago	"	.35	.22	.13
43.—Boys' Chicago half die	"	.37	.22	.15
44.—Youths' Chicago half die	"	.37	.22	.15
45.—Special:-Chicago or Plymouth half die for men finished with cotton cuffs, elastic cuffs and leather cuffs	"	.38		

Peau de Mouton

SHEEPSKIN

(Leather)

MITAINES

46.—" Choppers " et "Pull-Over"	"	0.28	0.18	0.10

MITTS

46.—Choppers and pull over	"	.28	.18	.10

No de l'opération	Par douz. de paire	Complet	Paume et pouce	Dessus
47.—Mitaines courtes avec pouces renforcis	"	0.35	0.24	0.11
48.—Mitaines courtes pour hommes	"	0.23	0.14	0.09
49.—"Pull-Over" pour adolescents	"	0.23	0.15	0.08
50.—Mitaines courtes pour adolescents	"	0.20	0.12	0.08
51.—Mitaines courtes à un doigt	"	0.27	0.17	0.10
52.—Mitaines longues à un doigt	"	0.30	0.19	0.11
53.—Mitaines pour enfants	"	0.18	0.12	0.06
54.—Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	"	0.20	0.12	0.08
GANTS				
55.—"Chicago" longs ou "Plymouth" longs	"	0.37	0.22	0.15
56.—"Chicago" courts ou "Plymouth" courts	"	0.35	0.21	0.14
57.—"Riveted" longs ou "Gun Cut" longs	"	0.37	0.28	0.09
58.—"Riveted" courts ou "Gun Cut" courts	"	0.35	0.26	0.09
59.—Demi "Chicago" ou demi "Plymouth"	"	0.37	0.20	0.17
60.—"Ropers" longs	"	0.50		
61.—"Riopers" longs, doigts "Riveted" ou "Gun Cut"	"	0.52	Pour iems enlevés ou ajoutés, les prix seront fixés en conséquence.	
62.—"Ropers" longs à deux doigts	"	0.48		
63.—"Chicago" ou "Plymouth" pour enfants	"	0.27	0.15	0.12
64.—Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour enfants	"	0.29	0.14	0.15
65.—Demi "Chicago" ou demi "Plymouth" pour adolescents	"	0.29	0.14	0.15

Cuir Fendu; Côté ou Morceaux

MITAINES

66.—"Choppers" et "Pull-Over"	"	0.25	0.16	0.09
67.—Mitaines avec pouces renforcis	"	0.35	0.24	0.11
68.—Mi aines courtes pour hommes	"	0.21	0.14	0.07
69.—"Pull-Over" pour adolescents	"	0.20	0.12	0.08
70.—Mtaines courtes pour adolescents	"	0.18	0.12	0.06
71.—Mitaines courtes à un doigt	"	0.25	0.15	0.10
72.—Mitaines longues à un doigt	"	0.28	0.18	0.10

Operation No.	Per doz. of pairs	Complete	Palm & Thumbs	Backs
47.—Patched thumbs mitts	"	.35	.24	.11
48.—Men's short mitts	"	.23	.14	.09
49.—Youth pull over	"	.23	.15	.08
50.—Youth's short mitts	"	.20	.12	.08
51.—One finger short mitts	"	.27	.17	.10
52.—One finger long mitts	"	.30	.19	.11
53.—Boys' mitts	"	.18	.12	.06
54.—Boys' mitts, two piece backs	"	.20	.12	.08
GLOVES				
55.—Chicago long or Plymouth long	"	.37	.22	.15
56.—Chicago short or Plymouth short	"	.35	.21	.14
57.—Riveted long or Gun cut long	"	.37	.28	.09
58.—Riveted short or Gun cut short	"	.35	.26	.09
59.—Chicago half die or Plymouth half die	"	.37	.29	.17
60.—Ropers long	"	.50		
61.—Ropers long, riveted fingers or Gun cut fingers	"	.52	If items added or deducted, prices to be fixed	
62.—Ropers long, two fingers	"	.48	accordingly.	
63.—Boys' Chicago or Boys' Plymouth	"	0.27	0.15	0.12
64.—Boys' Chicago half die or Plymouth half die	"	.29	.14	.15
65.—Youths' Chicago half die or Plymouth half die	"	.29	.14	.15

BALE & SIDE SPLITS

(Leather)

MITTS

66.—Choppers and pull over	"	.25	.16	.09
67.—Patched thumbs mitts	"	.35	.24	.11
68.—Men's short mitts	"	.21	.14	.07
69.—Youths' Pull over	"	.20	.12	.08
70.—Youths' short mitts	"	.18	.12	.06
71.—One finger short mitts	"	.25	.15	.10
72.—One finger long mitts	"	.28	.18	.10

No de l'opération	Par douz. de paire	Complet	Paume et pouce	Dessus
73.—Mitaines pour enfants	"	0.16	0.10	0.06
74.—Mitaines pour enfants, dessus en deux morceaux	"	0.18	0.10	0.08
75.—" Pull - Over " pour enfants	"	0.18	0.11	0.07
GANTS				
76.—"Chicago" longs ou " Plymouth " longs	"	0.35	0.22	0.13
77.—"Chicago" courts ou " Plymouth " courts	"	0.33	0.20	0.13
78.—"Riveted" longs ou " Gun - Cut " longs	"	0.35	0.26	0.09
79.—"Riveted" courts ou " Gun - Cuts " courts	"	0.33	0.25	0.08
80.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth "	"	0.35	0.18	0.17
81.—"Ropers" longs	"	0.50	Pour item enlevés ou ajoutés, les prix seront fixés en conséquence.	
82.—" Chicago " ou "Plymouth" pour enfants	"	0.26	0.16	0.10
83.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth " pour enfants	"	0.28	0.14	0.14
84.—Demi "Chicago" ou demi " Plymouth " pour adolescents	"	0.28	0.14	0.14

Dispositions spéciales

86.—Quand les doigts ou les mitaines pour enfants seront coupés à même les retailles d'habits de cuirs, de gants fins, de chaussures ou de pantoufles, ou à même toute retaille autre que celles provenant de la coupe de gants de travail faite à la manufacture ou des retailles provenant des tanneries, les tailleurs recevront les suppléments suivants:

Doigts de gants: 0.10 supplémentaire par douz. de paires.

Mitaines pour enfants: 0.05 supplémentaire par douz. de paires sur les prix fixés pour la peau de mouton.

87.—Quand les paumes des mitaines d'enfants seront taillées en deux morceaux, les tailleurs recevront en plus des prix stipulés dans ce présent contrat pour les mitaines d'enfants, un supplément de 0.04 par douzaine de paires.

88.—Le prix complet d'une douzaine de paires de gants ou de mitaines combinées, c'est-à-dire, dont les paumes et pouces ne sont pas taillés dans le même cuir que les dessus, sera le même que celui payé pour les gants et les mitaines entièrement taillés dans le cuir des paumes, et pouces des gants ou des mitaines combinés.

Operation No.	Per doz. of pairs	Complete	Palm & Thumbs	Backs
73.—Boys' mitts	"	.16	.10	.06
74.—Boys' mitts, two piece backs	"	.18	.10	.08
75.—Boys' pull over	"	.18	.11	.07
GLOVES				
76.—Chicago long or Plymouth long	"	.35	.22	.13
77.—Chicago short or Plymouth short	"	.33	.20	.13
78.—Riveted long or Gun cut long	"	.35	.26	.09
79.—Riveted short or Gun cut short	"	.33	.25	.08
80.—Chicago half die or Plymouth half die	"	.35	.18	.17
81.—Ropers long	"	.50	If items added or deducted, prices to be fixed accordingly.	
82.—Boys' Chicago or Plymouth	"	.26	.16	.10
83.—Boys' Chicago half die or Plymouth half die	"	.28	.14	.14
84.—Youths' Chicago half die or Plymouth half die	"	.28	.14	.14

Special provisions —

86.—When fingers or boys mitts are cut from cut-scrap, such as garment scrap, fine glove scrap, shoe or slipper scrap, or any other scrap, outside of tannery tearoff, or pieces from heavy gloves made while cutting, cutters will receive the following extras:

Glove fingers: extra per doz. pair $0.10

Boys' mitts: extra per doz. pair over sheepskin prices 0.05

87.—Boy's mitts palms cut in two pieces will be paid $0.04 extra per doz. of pair.

88.—All combination in gloves or mitts should be paid as complete, according to the leather used for palm and thumbs.

PAGODES

89.—Grandes..... $0.12 par douz. de paires.
90.—Moyennes..... 0.10 " "
91.—Petites..... 0.08 " "
92.—Petites pour enfants..... 0.06 " "

Dispositions spéciales:—

93.—Les pagodes en deux morceaux seront payées $0.02 de plus par douzaines de paires que les prix ci-haut mentionnés.

94.—Les pagodes taillées dans la peau de vache, les ventres de vaches, la peau de cheval et la peau de mouton, si faites pour appareiller les gants, seront payées $0.05 de plus par douzaines de paires que les prix ci-haut mentionnés. Les pagodes et les doublures de pagodes pour hommes, si taillées dans les retailles d'imitation de cuir et les retailles de cuir à meubles seront payées comme suit:

95.—Grandes..... $0.08 la douz. de paires.
96.—Moyennes..... 0.06 " "
97.—Petites..... 0.05 " "

Les pagodes et les doublures de pagodes pour enfants si taillées dans les retailles d'imitation de cuir et les retailles de cuir à meubles, seront payées comme suit:

98.—Pagodes (emporte-pièce No 70).... $0.05 la douz. de paires.

RENFORTS

99.—Renforts pour paumes..... $0.06 par douz. de paires.
100.—Renforts pour pouces..... 0.03 " "
101.—Renfort (emporte-pièce No 14). 0.12 " "
102.—Renfort (emporte-pièce No 76). 0.06 " "
103.—Renfort (emporte-pièce No 76-4)..... 0.08 " "
104.—Bout de doigts. 0.10 " "

BANDES

105.—Bandes entières..... $0.15 par douz. de paires.
106.—Bandes en deux morceaux..... 0.05 " "

DIVERS

107.—Renforts spéciaux pour mitaines..... 0.15 " "
108.—Frange..... 0.06 " "
109.—Goussets..... 0.03 " "
110.—Protecteurs... 0.03 " "
111.—Courroies simples..... 0.03 " "
112.—Courroies doubles..... 0.06 " "
113.—Renforts pour boutons..... 0.03 " "
114.—Gros goussets.. 0.03 " "
115.—Renforts pour poignets de laine ou de coton..... 0.02 " "

TRAVAUX SPÉCIAUX

116. Le taillage des échantillons sera rémunéré à raison de $0.50 de l'heure.

CUFFS

89.—Large..... $0.12 per doz. of pair.
90.—Medium..... 0.10 " "
91.—Small..... 0.08 " "
92.—Small boys..... 0.06 " "

Special provision:—

93.—Two pieces cuff, $0.02 extra per dozen pair.

94.—When cuffs will be cut from cow hide, horse hide, cow bellies and sheep skin to match the gloves, the prices here above specified will be increased by $0.05 per dozen of pair. Men's cuff lining and cuffs cut from imitation leather (scrap) and Spanish leather (scrap) will be paid as follows:

95.—Large..... $0.08 per doz. of pairs
96.—Medium..... 0.06 " "
97.—Small..... 0.05 " "

Boys' cuff lining and cuff, cut from imitation leather (scrap) and Spanish leather (scrap) will be paid as follows:

98.—Cuff, die No. 70..... $0.70 per doz. of pairs

PATCHES

99.—Palm patch..... $0.06 " "
100.—Thumb patch..... 0.03 " "
101.—Patch, die No. 14.. 0.12 " "
102.—Patch, die No. 76.. 0.06 " "
103.—Patch, die No. 76-4. 0.08 " "
104.—Tips..... 0.10 " "

BANDS

105.—Full band..... 0.04 per doz. of pairs
106.—Two pieces band... 0.05 " "

MISCELLANEOUS

107.—Special mitt patch. 5.15 " "
108.—Fringe..... 0.06 " "
109.—Gores..... 0.03 " "
110.—Protector..... 0.03 " "
111.—Single strap..... 0.03 " "
112.—Double strap..... 0.06 " "
113.—Button piece..... 0.03 " "
114.—Gusset big gore.... 0.03 " "
115.—Pull piece..... 0.02 " "

SPECIAL WORKS

116.—Samples will be paid $0.50 per hour.

117.—Le taillage au couteau sera rémunéré à raison de $0.50 de l'heure.

118.—Le taillage des doublures, si fait par un tailleur de gants de travail, sera rémunéré à raison de $0.50 de l'heure.

APPRENTIS

Les apprentis seront payés comme suit:

119.—Pour le premier semestre ..... $7.00 par semaine.

120.—Pour le second semestre ..... 9.00 " "

Au bout d'un an: taux à la pièce ci-haut mentionnés dans le présent contrat.

Disposition spéciale:—

Tout manufacturer aura droit à un apprenti par chaque dix tailleurs de gants de travail ou fraction de dix et cela par année.

II.—Les tailleurs devront faire leurs réparations gratuitement; mais d'un autre côté, les manufacturiers ne devront pas leur faire payer le matériel que nécessitent ces réparations.

III.—Du 1 juillet 1937 au 30 septembre 1937, il y aura quarante-huit heures de travail par semaine; les tailleurs travaillant plus que ces heures recevront un boni de $0.20 pour chaque heure supplémentaire, et cela en plus de leur salaire à la pièce.

Du 1 octobre 1937 au 31 décembre 1938, il y aura quarante-quatre heures de travail par semaine; les tailleurs travaillant plus que ces heures, recevront un boni de $0.20 par chaque heure supplémentaire et cela en plus de leur salaire à la pièce.

IV.—Les manufacturiers ne devront pas faire tailler leurs gants et mitaines ailleurs que dans leurs ateliers.

V.—Dans le présent contrat le mot employeur ou manufacturier signifie "tout manufacturier qui engage des tailleurs de gants ou qui travaille seul", le mot employé ou tailleur de gants signifie "tout tailleur de gants de travail, travaillant pour un manufacturier".

VI.—Le Comité conjoint à être nommé fixera les prix pour les opérations non-spécifiées dans le présent contrat.

VII.—Les cités et villes dont la population est de 15,000 âmes ou moins, bénéficieront d'une réduction de dix pour cent (10%) de la dite échelle.

VIII.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend toute la province de Québec.

IX.—La présente convention sera valable à compter du 1er juillet 1937 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938. Elle se renouvellera automatiquement pour une année, à moins que l'une des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins trente jour avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3083-o

117.—Knife cut will be paid $0.50 per hour.

118.—Cutting lining if done by a regular glove cutter will be paid $0.50 per hour.

APPRENTICES

Apprentices should be paid:

119.—For first six months..... $7.00 per week.

120.—For second six months... 9.00 "

After one year: Piece work rates as present agreement.

Special provision:—

On apprentice shall be allowed for every ten cutters or fraction for any shop, per year.

II.—The cutter shall without charge, cut the parts needed for his repairs; but the employers shall not charge him for any material.

III.—From July 1st, 1937 to September 30th, 1937, there will be forty eight hours of labour per week and, a bonus of $0.20 for any extra hour.

From October 1st, 1937 to December 31st 1938, there will be forty four hours of labour per week and, a bonus of $0.20 for any extra hour.

IV.—Every manufacturer must have his gloves and mitts cut in his premices.

V.—In the present agreement, the term "employer" or "manufacturer" means manufacturers who engage glove cutter or who works alone; the term "employee" or "glove cutter" means glove cutter working for manufacturers.

VI.—The joint committee to be appointed will fix the prices for operations not hereinabove mentioned.

VII.—The cities and towns, the population whereof was less than 15,000 souls at the last census of the Dominion of Canada, shall benefit by a reduction of 10% in connection with the rate of wages hereinabove mentioned.

VIII.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement covers the whole province of Quebec.

IX.—the present agreement will become effective on the first of July, 1937, and will remain in force till December 31st, 1938, subject to renewal for twelve months, unless either party registers its objections to its revewal at least one month before its expiration.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present notice.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour.
Quebec, 5th of June, 1937. 3084-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay ministre du Travail, que le Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc., lui a présenté ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

J.-Antoine Hurteau; J.-A. Quintal; Paul Dumas; Lionel Latour; Albert Dufault; Elphège Vallée; Victor Bussière; Joseph Dufault; Philippe Joyal; Hubert Paul; Paul Dufault; Ovila Bussière,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc.,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions ci-après:

I.—*Juridiction territoriale* La juridiction territoriale de la présente convention comprend la ville de Sorel et le village de Saint-Joseph-de-Sorel.

II.—*Durée du travail*

a. Les heures d'ouverture et de fermeture des boucheries sont, les lundi, mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; et, les vendredi et samedi, de 8.00 a.m. à 10.30 p.m.

b. Les heures de travail dans les boucheries ne devront pas excéder quarante-huit (48) heures par semeine.

III.—*Salaires*

a. Le salaire des compagnons-bouchers sera de $0.35 sous l'heure.

b. Les apprentis-bouchers recevront:

1ère année	$0.10	l'heure
2ième année	0.15	"
3ième année	0.20	"

c. Le travail supplémentaire, c'est-à-dire le travail fait après 8.00 p.m., sera rémunéré à raison de salaire et demi.

IV.—Il ne sera pas permis d'avoir plus d'un apprenti par quatre (4) compagnons dans une boucherie.

V.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et elle demeurera en vigueur pendant une période de douze (12) mois à compter de la date de publication. La présente convention se renouvellera automatiquement à moins que l'une des parties contractantes ne notifie l'autre de son intention de la modifier ou de l'abroger, au moins trente (30) jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3089-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of article 5 of the Workmen's Wages Act (1 Geo. VI, chapter 49), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc.", has presented him, this date, a petition to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON ONE PART:

J. Antoine Hurteau; J. A. Quintal; Paul Dumas; Lionel Latour; Albert Dufault; Elphège Vallée; Victor Bussière; Joseph Dufault; Philippe Joyal; Hubert Paul; Paul Dufault; Ovila Bussière;

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc.",
be rendered obligatory for the employers and employees of the contemplated trade, according to the following conditions;

I.—*Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the city of Sorel and the village of Saint Joseph de Sorel;

II.—*Duration of labour:*

a. On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, the butcher's shops shall open at 8.00 a.m. and close at 6.00 p.m.; on Friday and Saturday, they shall open at 8.00 a.m. and close at 10.30 p.m.;

b. The duration of labour in butcher's shops shall never exceed forty eight (48) hours per week.

III.—*Wages:*

a. Hourly wages of journeymen butcher's shops shall be $0.35;

b. The apprentices-butchers shall receive:

First year	$0.10	per hour
Second year	0.15	"
Third year	0.20	"

c. Overtime work that is work done after 8.00 p.m. shall be paid by time and half.

IV.—No more than one apprentice for each four (4) journeymen shall be allowed in a butcher's shop.

V.—The present agreement shall come in force from and on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same and shall remain in force for twelve (12) months from such publication. It shall renew itself automatically, unless one of the contracting parties notify the other one of his intention to modity or repeal it at least thirty (30) days before its expiration.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable the Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in this petition.

J. O'CONNEL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 5th, 1937. 3090-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que le Syndicat National et Catholique des maîtres et employés chauffeurs de Sorel, incorporé", lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue, entre,

D'UNE PART:

Laurent Audet; Adrien Péloquin; Arthur Nadeau; Wilfrid Tellier; Willie Cournoyer; Joseph Paul; Norman Cournoyer; Delpha Létourneau; Omer Ethier; Albert Casavant; Ernest Casavant;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National et Catholique des maîtres et employés chauffeurs de Sorel, Incorporé, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions ci-après:

I.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la ville de Sorel et un rayon d'un mille autour de ses limites.

II.—Les taux de salaires des employés-chauffeurs de taxi sera 25% de ce qu'il rapporteront.

III.—Le taux horaire des salaires des employés-chauffeurs de camions sera de 25 sous.

IV.—La semaine de travail sera de 60 heures et la journée de 10 heures; il n'y aura pas de travail le dimanche, les fêtes d'obligation et les fêtes légales.

V.—Après 10 heures d'ouvrage, salaire et demi; les dimanches et fêtes d'obligation ainsi que les fêtes légales, salaire double

VI.—L'employeur doit payer les repas de son employé s'il l'envoie au dehors de la ville ou dans les limites de la ville et qu'il ne peut être de retour pour les repas et ce au taux de .50 sous le repas.

VII.—Les taux suivants seront exigés pour les diverses courses, ci-contre:

a.—Du poste de taxi à l'immeuble des Pères	$0.25
b.—De la rue Augusta à la rue du Collège	.25
c.—Du poste de taxi à l'aqueduc	.25
d.—Voyage à Saint-Joseph-de-Sorel (un passager)	.75
Plusieurs passagers	1.00
e.—Du poste de taxi aux limites de la ville.	.50
f—En dehors des limites de la ville, .20 sous du mille double, plus le prix des traverses	
g.—Pour mariage (dans la ville)	4.00
h.—Funéraille (adulte)	2.50
(Enfants)	2.00
i.—Compérage	2.00
j.—Promenade dans la ville $2.50 pour la première heure et $2.00 pour chaque heure additionnelle.	

VIII.—Toute course dans la ville comprenant plus de 10 minutes d'attente devra être chargé au taux d'une piastre de l'heure.

IX.—La présente convention sera en vigueur durant un an à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel la rendant obligatoire; elle se renouvellera automatiquement chaque année à moins que l'une

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Workmen's Wages Act (1 Geo. VI, chapter 49), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat National et Catholique des maitres et employés chauffeurs de Sorel, Incorporé", has presented to him, this day, a petition requesting that the Collective Labour Agreement entered into between:

ONE THE ONE PART:

Laurent Audet; Adrien Péloquin; Arthur Nadeau; Wilfrid Tellier; Wellie Cournoyer; Joseph Paul; Norman Cournoyer; Delpha Létourneau; Omer Ethier; Albert Casavant; Ernest Casavant;

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National et Catholique des maitres et employés chauffeurs de Sorel, Incorporé", be rendered obligatory for the employers and the employees of the contemplated trade, according to the following conditions:

I.—The territorial jurisdiction determined by the present convention comprises the city of Sorel and a radius of one mile of its limits.

II.—The wages to be paid to taxi-drivers shall be 25% of their earnings.

III.—The hourly rates of wages for truck drivers shall be .25 cents.

IV.—The weekly duration of labour shall consists of 60 hours, and the daily duration, of 10 hours; there will be no work on Sunday on Holidays and on legal holidays.

V.—After 10 hours of work, time and a half shall be paid; on Sundays and on Holidays and egal holidays, double time shall be paid

VI.—The employer shall pay his employee's meals, at the rate of 0.50 cents on a run out of town, or within the limits of the town, if such employee is not back in time for his meal.

VII.—The following rates shall be exacted for the various hereinafter mentioned trips:

a.—From the taxi stand to the Fathers' Building	$0.25
b.—From Augusta Street to College Street	.25
c—From the taxi stand to the waterworks	.25
d.—Trip to Saint Joseph de Sorel (one passenger)	.75
(more than one passenger)	1.00
e.—From the taxi stand to the city limits	.50
f.—Outside the city limits, 0.20 per double mile, plus the price of ferries.	
g.—Weddings (within the city limits)	4.00
h.—Funeral (adults)	2.50
(Children)	2.00
i.—Christening.	2.00
j.—Run within the city limits $2.50 for the 1st hour, and $2.00 for each additional hour.	

VIII.—Any run within the town requesting more than 10-minute waiting shall be paid one dollar ($1.00) an hour.

IX.—The present agreement will be in force during one year from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request; it shall be renewed automatically for another year,

des parties contractantes donne avis à l'autre partie, trente jours avant l'expiration de ce délai, de son intention de la modifier ou de l'abroger.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3091-o

unless one of the parties hereto shall have notified the other party of his intention to change or revote the same, at least thirty days before its expiration.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present notice.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, this 5th of June, 1937. 3092-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, ch. 49) avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 1378 du 19 mai 1937—convention collective de travail relative au taillage du granit—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1.—Se joignent aux parties contractantes de première part:

Quinlan Cut Stone Limited, 4414, rue Sainte-Catherine ouest, Montréal; Morrison Quarry Company, 1070, rue Bleury, Montréal; Martineau Fils Limitée, 517, rue Marie-Anne est, Montréal; H. R. Hutchison, 3726, rue Saint-Ambroise, Montréal; Lasalle Stone Company Limited, Ville Lasalle, Québec; Wallace Sandstone Quarries Limited, 1135, Côte du Beaver Hall, Montreal; Olivier Gauthier, Saint-Marc des Carrières; Deschambault Quarry Corporation, Saint-Marc des Carrières;

tous propriétaires de carrières de pierre à chaux de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre, et constituant le groupe prépondérant des employeurs dans cette industrie faisant affaire dans toute la Province.

Wallace Sandstone Quarries Limited, 1135, Côte du Beaver Hall, Montréal; Smith Marble & Construction Company Limited, 207, Van Horne Avenue, Montréal; Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Company, 105, rue Jean Talon ouest, Montréal; Deery Marble Company Limited, 6554, rue Durocher, Montréal; Lasalle Stone Company Limited, Ville Lasalle; Canadian Flooring Tile Company Limited, 27, rue Jean Talon ouest, Montréal; Paul-Ovide Lepage, 4094, rue Parthenais, Montréal; Art Tile & Ceramique Company, 6557, rue Garnier, Montréal, tous propriétaires d'ateliers de marbre et de terrazo, et constituant le groupe prépondérant des employeurs de cette industrie faisant affaire dans la Province de Québec.

2.—Se joignant aux parties contractantes de deuxième part:

The Journeymen Stone Cutters Association of North America, ayant son bureau-chef à Montréal; les filiales de la Fédération Nationale Catholique des Métiers duBâtiment, à savoir: le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal, le Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada, Section No 1, Québec, L'Union Nationale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières; le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de St-Marc des Carrières et le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac;

NOTICE.

Pursuant to the provisions of Article 8 of the Workmen's Wages Act (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the Collective Labour Agreement rendered obligatory by Order in Council No. 1378 of May 19th., 1937—Collective Labour Agreement respecting the Granite Cutting Trade—have requested to him the following modifications of the said order:

1.—Are joining the contracting parties of the First Part:

Quinlan Cut Stone Limited, 4414 west, Sainte Catherine Street, Montreal; Morrison Quarry Company, 1070, Bleury Street, Montreal; Martineau Fils, Limitée, 517 est, Marie-Anne Street, Montreal; H.-R. Hutchison, 3726, Saint Ambroise Street, Montreal; Lasalle Stone Company, Limited, Ville Lasalle, Que.; Wallace Sandstone Quarries Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montreal; Olivier Gauthier, Saint Marc des Carrières; Deschambault Quarry Corporation, Saint Marc des Carrières;

all owners of quarries and cut stone plants operating in lime stone, sand stone, artificial stone and all other stone than granite and marble and comprising the preponderant group of the employers of such industry doing business in the whole Province;

Wallace Sandstone Quarries, Limited, 1135 Beaver Hall Hill, Montreal; Smith Marble & Construction Company, Limited, 207 Van Horne Avenue, Montreal; Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Company, 105, Jean Talon Street West, Montreal; Deery Marble Company Limited, 6554, Durocher Street, Montreal; LaSalle Stone Company Limited, Ville LaSalle; Canadian Flooring Tile Company, Limited, 27, Jean Talon Street West, Montreal; Paul-Ovide Lepage, 4094, Parthenais Street, Montreal; Art Tile & Ceramique Company, 6557, Garnier Street, Montreal; all owners of marble and terrazo plants and comprising the preponderant group of the employers of such industry doing business in the Province of Quebec.

2.—Are joining the contracting parties of the Second Part:

The Journeymen Stone Cutters Association of North America; the branches of "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment", comprising: "le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal", "le Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada," "Section No 1", Québec, "L'Union Nationale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières; "le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de Saint-Marc des Carrières and le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac."

3.—Les sections 3 et 4 suivantes sont ajoutées audit arrêté ministériel:

Section 3: industrie du marbre.

I.—Les taux de salaire ci-dessous mentionnés seront payés dans les différents métiers décrits:

Métiers	*Salaire horaire*
Tailleurs de marbre	0.60
Apprentis tailleurs de marbre:	
1ère année	0.20
2ème année	0.25
3ème année	0.35
4ème année	0.50
Compresseurs	0.35
Ajusteurs de scie (setters)	0.35
Aides	0.30
Contremaître (millwrights)	0.40
Opérateurs de machine à scier (gang saws)	0.40
Opérateurs de machines à carborundum	0.50
Apprentis opérateurs de machines à carborundum:	
Premier 9 mois	0.35
Deuxième 9 mois	0.40
Polisseurs de face "Bed Rubber Face"	0.45
Polisseurs de bout "Bed Rubber End"	0.30
Polisseurs à la machine (marbre et terrazo)	0.40
Polisseurs à la main	0.35
Menuisiers pour boîtes (boxers)	0.30
Mouleurs de terrazo	0.55
Opérateurs de grue (cranemen")	0.40

II.—*Durée du travail*

La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre sera de quarante-quatre (44) heures par semaine, de 8 heures par jour et de 4 heures seulement le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article I sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de 10 heures par jour et de 5 heures seulement le samedi.

III.—*Travail supplémentaire*

Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

IV.—*Juridiction territoriale*

La juridiction territoriale déterminée par cette section régissant l'industrie du marbre comprend toute la Province de Québec.

V.—*Apprentissage*

a. Quatre (4) années constitueront la période d'apprentissage pour le métier du taillage du marbre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à carborundum.

b. En aucun temps, plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque cinq compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section à l'exception des opérateurs de machines à carborundum qui ne devront pas employer plus d'un apprenti pour chaque trois opérateurs.

c. Aucun apprenti ne pourra commencer sa période d'apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

VI.—La partie de première part pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires fixés à l'article I de la présente section; toutefois, un

3.—The following sections 3 and 4 are added to the said Order in Council:

Section 3—Marble industry

I.—The above mentioned rates of wages shall be paid in the following trades:

Trades	*Wage Rate per Hour*
Marble Cutters	$ 0.60
Apprentice Marble Cutters:	
First Year	0.20
Second Year	0.25
Third Year	0.35
Fourth year	0.50
Compressormen	0.35
Saw Setters	0.35
Helpers	0.30
Milwrights	0.40
Sawyermen on Gang Saws	0.40
Carborandum Machine Operators (Large or small)	0.50
Apprentice Carborandum Machine Operators:	
First Nine months	0.35
Second Nine months	0.40
Bed Rubber Face	0.45
Bed Rubbr End	0.30
Machine Polishers (on marble & terrazzo)	0.40
Hand Polishers	0.35
Boxers	0.30
Terrazo Casters	0.55
Cranemen	0.40

II.—*Duration of labour:*

The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day and forty four (44) hours per week, including four (4) hours on saturdays, in respect of Marble Cutters and Apprentice Marble Cutters. All other classifications of labour shall work ten (10) hours per day with five (5) hours on saturdays, making a maximum week of fifty five (55) hours.

III.—*Overtime work:*

Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

IV.—*Territorial jurisdiction:*

The territorial jurisdiction applicable to this Agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V.—*Apprenticeship:*

a. Four years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen months continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each five journeymen for each category of operations hereinbefore mentioned with the exception of the carborundum machine operators which shall not employ more than one apprentice for each three carborundum machine operators.

c. No apprentice shall begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

VI.—The Employers shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed-upon figure in section I, but not more than one such man at any time to each ten marble

seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque dix tailleurs de marbre normaux, le comité conjoint devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

VII.—Il est expressément stipulé que les contrats signés ou accordés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente section.

VIII.—Le présent amendement sera valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l approuvant et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937.

Section 4, industrie de la pierre

I.—Les taux de salaires seront les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers	*Salaire horaire*
Tailleurs de pierre	0.60
Apprentis—tailleurs de pierre:	
1ère année	0.20
2ème année	0.25
3ème année	0.35
4ème année	0.50
Opérateurs de machines à raboter (planermen)	0.45
Apprentis—opérateurs de machines à raboter:	
Premier 9 mois	0.35
Deuxième 9 mois	0.40
Opérateurs de machines à carborundum	0.40
Tourneurs de pierre	0.45
Opérateurs de machines à scier (y compris "gang saws")	0.40
Opérateurs de grue (cranemen)	0.40
Aides	0.30
Forgeron	0.50

II.—*Durée du travail*

La durée maximum du travail des tailleurs de pierre et des apprentis-tailleurs de pierre sera de quarante-quatre (44) heures par semaine, de huit (8) heures par jour et de quatre (4) heures seulement le samedi. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article I sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de dix (10) heures par jour et de cinq (5) heures seulement le samedi.

III.—*Travail supplémentaire:*

Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

IV.—*Juridiction territoriale:*

La juridiction territoriale déterminée par la présente section comprend toute la Province de Québec.

V.—*Apprentissage:*

a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage pour le métier du taillage de la pierre, et dix-huit mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à raboter.

b. En aucun temps, plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque huit (8) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section à l'exception des opérateurs de machines à raboter (planermen) qui ne devront pas employer plus d'un apprenti pour chaque trois (3) opérateurs.

VI.—Les employés de l'industrie de la pierre

cutters, the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

VII.—It is hereby expressly stipulated and provided that agreements of contract signed or awarded previously to the passing of the Order in Council approving the present petition are exempt from and unaffected by the provisions of this section.

VIII.—The present Section shall be valid from and on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council giving legal effect hereto and shall remain in force until the 31st., day of December, 1937

Section 4: Stone industry

I.—The rates of wages shall be the following for the hereinabove mentioned trades:

Trades	*Wage Rate Per Hour*
Stone Cutters	$ 0.60
Apprentice Stone Cutters:	
First year	0.20
Second year	0.25
Third year	0.35
Fourth year	0.50
Planermen	0.45
Apprentice planermen:	
First 9 months	0.35
Second 9 months	0.40
Carborandum Machine Operators	0.40
Stone turners	0.45
Sawyermen (including Gang Saw operators)	0.40
Cranemen	.040
Helpers	0.30
Blacksmiths	0.50

II.—*Duration of labour:*

The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day and forty four (44) hours per week, including four (4) hours on Saturdays, in respect of Stone Cutters and Apprentice Stone Cutters. All other classifications of labour shall work ten (10) hours per day with five (5) hours on saturdays, making a maximum week of fifty five (55) hours.

III.—*Overtime work:*

Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

IV.—*Territorial jurisdiction:*

The territorial jurisdiction applicable to this Agreement shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V.—*Apprenticeship:*

a. Four years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone-cutting, and eighteen months continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each eight (8) journeymen for each category of operations mentioned in this agreement with the exception of the Planermen which shall not employ more than one apprentice for each three (3) planermen.

VI.—The Employees shall furnish their own

devront fournir leurs outils mais les employeurs devront faire aiguiser et réparer lesdits outils si nécessaires.

VII.—Des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités pourront être engagés mais à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article I de la présente section; toutefois, un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque dix (10) tailleurs de pierre normaux, le comité conjoint devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

VIII.—Dane le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage (infilling) d'une construction, il est toutefois convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non polie connue sous le nom de "random ashlar", "scotch work" ou petite course, pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11¾" de hauteur et le salaire sera d'un dollar et vingt-cinq sous ($1.25) par verge carrée.

IX.—Il est expressément stipulé que les contrats signés ou accordés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant cette requête ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente section.

X.—La présente section sera valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1937.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourraient désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3087—o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel, Inc., lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

MM. Wilfrid Beaulieu; Augustin Desjardins; G.-A. Payette; Alcide Courtemanche; Oliter Ménard; Léo Bell; DuTremblay & Frère; Oswald Brousseau;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel, Inc.,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers et de l'industrie de la construction suivant les conditions ci-après:

I.—*Définitions a.* Le mot "compagnon" signifie un ouvrier charpentier-menuisier, calfat, peintre, ferblantier-couvreur, électricien, faiseur de mortier, brasseur de célanite, couleur de blanc, briqueteur, qui détient un certificat de compétence du Bureau des examinateurs formé par le syndicat sus-mentionné ou du Bureau des examinateurs formé par le comité conjoint établi en vertu de l'article 16 de la loi 1 Geo. VI, chapitre

tools and the Employers shall sharpen and repair same when necessary.

VII.—The Employers shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed-upon figure, but no more than one such man at any time to each ten(10) stone Cutters the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

VIII.—It is agreed, in order to encourage the use of Limestone for the field (infilling) of buildings that piece work whall be allowed for rock face stone commonly known as Random Ashlar, Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven and three quarters inches (11¾") high, the rate of pay to be one dollar and twenty five cents ($1.25) per square yard.

IX.—It is hereby expressly stipulated and provided that agreements of contract signed or awarded previously to the passing of the Order in Council approving the said Request are exempt from and unaffected by the provisions of this Agreement.

X.—The present section shall be valid from and on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council giving legal effect hereto and shall remain in force until 31st, of December 1937.

During the 30 days following the publication of said notice the Honourable Minister of Labour shall receive the objections the interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

J. O'CONNELL MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec June 5th, 1937. 3088—o

NOTICE

Pursuant to the provisions of Article 5 of the Workmen's Wages Act (1 Geo. VI, chapter 49), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel Inc., has presented to him, this day, a petition to the effect that the collective labour agreement entered, into between:

ON THE ONE PART:—

Messrs Wilfrid Beaulieu; Augustin Desjardins, G.-A. Payette; Alcide Courtemanche; Oliter Ménard; Léo Bell; DuTremblay & Frère; Oswald Brosseau.

And ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel, Inc."

be rendered obligatory for all the employers and employees of the said trades and building industry, according to the following conditions:

I.—*Definitions: a.* The word "journeyman" signifies any carpenter and joiner, building caulker, painter, tinsmith and roofer, electrician, mortar maker, celanite mixer, plaster pourer, holding a certificate of competency issued by the Examiners formed by the hereinabove mentioned Syndicate or by the Board of Examiners formed by the joint committee established under Article 16 of the Act (1 Geo. VI, ch. 49), or a stationary

49, ou un mécanicien de machines fixes qui détient un certificat émis par le Bureau des examinateurs des mécaniciens de machines fixes de la province.

b. Le mot "apprenti" signifie tout ouvrier junior ou toute personne qui a obtenu du Bureau des examinateurs formé par le syndicat mentionné ou le comité conjoint, un certificat attestant qu'il apprend un des métiers mentionnés dans la présente convention.

II.—*Apprentissage a.* Dans la cité et dans un rayon d'un mille de ses limites, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par la présente convention devront être immatriculés (enregistrée) au bureau du comité conjoint formé en vertu de la Loi relative aux salaires des ouvriers.

b. Aucun employeur ne pourra, dans le territoire déterminé au paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec l'enfant, ses parents ou tuteurs, par devant le comité conjoint ou une association au sens du paragraphe "*b*" de l'article I, de la Loi relative aux salaires des ouvriers.

c. Si le patron dudit apprenti ne peut plus lui procurer du travail, celui-ci devra se rapporter au comité conjoint qui verra à le faire passer à un autre patron capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

d. Cet arrangement ne sera que temporaire et ne durera que jusqu'à ce que l'employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier, puisse le reprendre à son emploi.

e. Si l'apprenti ne peut être placé chez un autre patron, il sera repris par le patron avec lequel il est lié par contrat.

f Tout employeur devra avoir un apprenti par compagnon dans les métiers de la plomberie et de l'électricité.

g. Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron devra inscrire dans un carnet *ad hoc* la date d'entrée et de sortie de son apprenti.

h. La durée de l'apprentissage sera celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti.

i. En plus, le patron devra remettre à son apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

j. Aucun employeur exécutant des travaux dans la juridiction territoriale déterminée dans ladite convention, ne pourra employer plus d'un apprenti par cinq compagnons, excepté dans les métiers de l'électricité et de la plomberie.

k. L'employeur ne pourra employer d'apprenti s'il a moins de cinq compagnons du métier à son emploi, excepté dans le métier de l'électricité et de la plomberie qui sera d'un apprenti par compagnon.

l. Aucun jeune homme dans les métiers de la construction ne pourra commencer son apprentissage avant 16 ans révolus.

III.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la ville de Sorel et un rayon d'un mille autour de la ville de Sorel, dans le comté de Richelieu, seulement.

IV.—Le salaire minimum de tout contremaître préposé à la surveillance d'une équipe d'hommes et travaillant comme tel, sera d'au moins dix sous de plus que le salaire minimum déterminé pour son métier.

V.—Les frais de déplacement, le temps de voyage des ouvriers envoyés hors de la ville seront à la charge des entrepreneurs seulement.

engineman holding a certificate issued by the Board of Examiners of Stationary Enginemen of the Province.

b. The word "apprentice" means any junior workman or person who has obtained from the Board of Examiners, formed by the hereinabove mentioned Syndicate, or joint committee, a certificate attesting that he is learning one of the trades mentioned in the present agreement.

II.—*Apprenticeship: a)* In the city and within a radius of one (1) mile from its limits, all apprentices exercising or desiring to exercise the trades governed by the present agreement, must be registered at the office of the joint committee formed under the Workmen's Wages Act;

b) No employer shall have the right, within the region determined in the preceding paragraph, to hire an apprentice if he has not previously entered into an apprenticeship agreement with the young man, his parents or tutors, before the joint committee or an association under section "b" of article I of the Workmen's Wages Act;

c) If the employer of the said apprentice cannot give him any more work, the said apprentice must report to the joint committee who will take the necessary means to have him hired by another employer, able to give him work;

d) Such action shall only be temporary and will last only until the employer of the apprentice bound by an apprenticeship agreement with the said apprentice can give him work;

e) If the apprentice cannot obtain work from another employer, he shall be given work by the employer bound by an apprenticeship agreement;

f) An employer shall have the right to hire one apprentice for one journeyman in the trades of plumber and electrician;

g) For the purpose of the duration of apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet specially prepared for such purpose, the dates of the hiring and leave of his apprentice;

h) The duration of apprenticeship is governed by the use of the trade the apprentice is engaged in;

i) Furthermore, the employer shall give to his apprentice a duplicate of the dates of his hirings and leave;

j) No employer performing works within the territorial jurisdiction determined in the present agreement shall have the right to employ more than one apprentice for five (5) journeymen, the trades of electrician and plumber excepted where there shall be one apprentice for one journeyman;

k) An employer shall not hire an apprentice if he has less than five journeyman of the trade in his employ, the trades of electrician and plumber excepted, where there shall be one apprentice for one journeyman;

l) It will be forbidden for anyone to begin apprenticeship in the building industry before having sixteen (16) years of age.

III.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the City of Sorel and a radius of one (1) mile within the limits of the city of Sorel, in the county of Richelieu only.

IV.—The minimum rate of wages for foremen engaged in the supervision of a shift of men and working as such, shall be at least ten cents over the minimum rate fixed for his trade.

V.—Travelling expenses and time of workmen sent out of town, shall be charged to contractors only.

VI.—Les taux des salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaires horaires*
Plâtriers	$0.60
Charpentiers-menuisiers	.50
Calfats	.50
Peintres	.45
Travailleurs de métal en feuilles	.50
Ferblantiers-couvreurs; Ardoise; Composition; Amiante	.50
Manœuvres	.35
Faiseur de mortier	.40
Electriciens	.50
Electriciens (*Line-Men*)	.50
Brasseurs de célanite	.40
Couleurs de blanc	.40
Porteurs d'oiseau	.40
Tireurs de joints	.50
Poseurs de marbre	.50
Poseurs de terrazo et hommes à polir le terrazo, sur machine	.50
Poseurs de lattes métalliques et en bois	.45
Mécaniciens de machines fixes	.55
Opérateurs de pelles à vapeur	.55
Opérateurs de grue	.55
Opérateurs de compresseur	.40
Tailleurs de granit	.50
Chauffeurs de camion	.35
Travailleurs en fer ornemental: Erecteurs	.50
Aides érecteurs	.35
Briqueteurs	.55
Maçons	.55
Plombiers	.50
Poseurs de systèmes de chauffage	.50
Finisseurs de ciment	.50
Poseurs de tuile	.50
Opérateurs de machine portative	.50
Opérateurs de malaxeurs à gazoline	.45
Mécaniciens en tuyauterie	.50
Menuisiers à l'emploi de manufacturiers d'ouvertures	.40
Ouvriers sur machine à asperger	.60
Poseurs de gicleurs ou de réfrigérations automatiques	.50
Conducteurs d'attelage simple	.35
Charretiers d'attelage double	.50
Conducteurs d'attelage double	.40
Episseurs de sable	.55

VI.—The rates of wages shall be the following of the trades:

Trades	*Rates per hour*
Plasterers	$ 0.60
Carpenters and joiners	0.50
Caulkers	0.50
Painters	0.45
Metal (sheet) workers	0.50
Tinsmiths and roofers; Slate; composition; asbestos	0.50
Labourers	0.35
Mortar makers	0.40
Electricians	0.50
Electricians (line-men)	0.50
Celanite mixers	0.40
Plaster pourers	0.40
Hod carriers	0.40
Joint Pointers	0.50
Marble setters	0.50
Terrazo layers and terrazo polishers on machine	0.50
Wood and metal lathers	0.45
Stationary enginemen	0.55
Enginemen-shovel	0.55
Enginemen-hoisting	0.55
Enginemen-compressors	0.40
Granit cutters	0.50
Truck drivers	0.35
Ornamental iron workers: Erectors	0.50
Helpers	0.35
Bricklayers	0.55
Masons	0.55
Plumbers	0.50
Steamfitters	0.50
Cement finishers	0.50
Tile setters	0.50
Mechanics	0.50
Engineers, gas mixer	0.45
Pipe-fitters	0.50
Carpenters: sashes, screens, windows, frames, etc	0.40
Spraymen	0.60
Sprinkler fitters or automatic refrigeration	0.50
Drivers of one horse	0.35
Carters with two horses	0.50
Drivers of two horses	0.40
Sand splicing	0.55

VII.—La semaine de travail sera de 44 heures et la journée de huit heures; après 8 heures d'ouvrage, salaire et demi; les dimanches seront chômés ainsi que les fêtes suivantes: le Jour de l'An, Noel, l'Epiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Fête du Travail, la Saint-Jean-Baptiste et la Confédération. Tout travail exécuté les jours mentionnés dans le présent paragraphe ainsi que tout travail exécuté après minuit seront rémunérés à raison de salaire double par rapport au salaire régulier.

VIII.—*a*. Les ouvriers et les apprentis mentionnés dans la présente convention seront payés chaque semaine.

b A moins de défaut de la part de l'employé, l'employeur n'a pas la liberté de congédier un employé, sans lui donner une demi-journée d'avis.

c. Le patron qui voudra congédier un employé dans le cours de son travail devra le prévenir une demi-heure avant la fin de la journée.

d. Le système de rémunération à la semaine est interdit dans les métiers de la construction.

IX.—*a*. Tous les sous-entrepreneurs seront tenus aux mêmes obligations que les entrepre-

VII.—The duration of labour shall be 44 hours weekly, and 8 hours daily; time and a half shall be paid after 8 hours of work. There shall be no work on Sundays and the following holidays: New Year's day, Christmas day, Epiphany Day, Ascension Day, Allsaints Day, Immaculate Conception Day, Labour Day, St. John Baptist Day and Dominion Day.

Any work performed during the days mentioned in the present section together with work performed after midnight shall be paid at the rate of double time.

VIII.)*a*) Workmen and apprentices mentioned in the present agreement shall be paid weekly.

b) An employer has not the right to discharge an employee without giving him a half day's notice, unless there be a fault on the part of the employee.

c) An employer who wants to discharge an employee on his work, shall inform him half an hour before the day is over.

d) The system of remuneration by the week is not allowed in the building trades.

IX.—*a*) Sub-contractors shall be governed by the same conditions as contractors themsel-

neurs généraux eux-mêmes et ceux-ci prendront les mesures nécessaires pour les y astreindre par contrat.

b. Le filage de l'étouppe devra être fait par un calfat de métier

X.—Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publiques ou privés, des orphelinats, asiles ou refuges bénéficieront des conditions de travail suivantes:

a. Salaire des hommes de métiers: minimum de $18.00 par semaine. Salaire des ouvriers non-qualifiés (journalier) minimum de $12.00 par semaine.

b. Durée du travail, 48 heures par semaine.

c. L'employeur peut déduire du salaire de l'employé $2.00 par mois et par chambre, si l'employé loge dans l'établissement. Une déduction de pas plus de 25 sous par repas peut être autorisée, si l'employé est pensionné dans l'établissement.

XI.—Les taux des salaires des apprentis seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	*Salaires horaires*
Couvreurs d'amiante:	
1ère année	$0.15
2ième année	.20
3ième année	.25
Plâtriers:	
1ère année	.20
2ième année	.25
3ième année	.30
4ième année	.35
Charpentiers-menuisiers:	
1ère année	.10
2ième année	.15
3ième année	.20
4ième année	.25
Peintres, ouvriers de la machine à asperger la peinture; vitriers; décorateurs:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30
Couvreurs: ardoise, tuile:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30
Mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, de réfrigération et de gicleur:	
1ère année	.10
2ième année	.15
3ième année	.20
4ième année	.25
Jeunes compagnons: (*improvers*):	
1er six mois	.35
2ième six mois	.45
Electriciens:	
1ère année	.10
2ième année	.15
3ième année	.20
4ième année	.25
Briqueteurs:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30
Maçons:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30

ves and the latter shall take the necessary means to have them adhered to by an agreement.

b) Caulking shall be done only by a caulker.

X.—Maintenance men employed in churches, chapels or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, charity workwooms (ouvroirs), with the exception of cemeteries, shall be paid the following minimum wages rates:

a) Wage of journeymen or skilled workers: minimum of $18.00 per week; Wage of labourers (unqualified workmen): minimum of $12.00 per week;

b) *Duration of labour:* 48 hours per week;

c) The employer may deduct from the employees's salary $2.00 per month and per room if such employee live within the establishment. A deduction of not more than $0.25 per meal is authorized if such employee live within the establishment.

XI.—Rates of wages for apprentices shall be the following for each of the trades hereinafter mentioned:

Trades	*Hourly Wages*
Asbestos roofers:	
1st year	$ 0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
Plasterers:	
1st year	0.20
2nd year	0.25
3rd year	0.30
4th year	0.35
Carpenters and Joiners:	
1st year	0.10
2nd year	0.15
3rd year	0.20
4th year	0.25
Painters, spraymen, glaziers, paper hangers and decorators:	
1st year	0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30
Slate and tile roofers:	
1st year	0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30
Pipe mechanics, steamfitters, refrigeration and sprinkler fitters:	
1st year	0.10
2nd year	0.15
3rd year	0.20
4th year	0.25
Improvers:	
1st six months	0.35
2nd six months	0.45
Electricians:	
1st year	0.10
2nd year	0.15
3rd year	0.20
4th year	0.25
Bricklayers:	
1st year	0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30
Masons:	
1st year	0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
4th year	0.30

Métiers	*Salaires horaires*
Finisseurs de ciment:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
Poseurs de marbre:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30
Latteurs en bois:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
Latteurs en métal:	
1ère année	.15
2ième année	.20
3ième année	.25
4ième année	.30

XII.—Il est expressément stipulé que les salaires supérieurs actuellement payés aux employés visés par la présente convention ne devront pas être déduits après la mise en vigueur de cette convention.

XIII.—La présente convention sera en vigueur durant un an à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel la rendant obligatoire. Elle se renouvellera automatiquement chaque année à moins que l'une des parties contractantes donne avis à l'autre partie, trente jours avant l'expiration de ce délai, de son intention de la modifier ou de l'abroger.

J. O'CONNELL MAHER,
Secrétaire du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3095-o

Trades	*Hourly Wages*
Cement finishers:	
1st year	0.15
2nd year	0.20
3rd year	0.25
Marble setters:	
1st year	$ 0.15
2nd year	.20
3rd year	.25
4th year	.30
Wood lathers:	
1st year	.15
2nd year	.20
3rd year	.25
Metal lathers:	
1st year	.15
2nd year	.20
3rd year	.25
4th year	.30

XII.—It is expressly stipulated that higher wages actually paid to workmen governed by the present agreement shall not be reduced after the putting into force of the present agreement.

XIII.—The present agreement shall be in force for one year, on and from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request.

It shall be renewed automatically every year unless one of the contracting parties hereto notifies the other party of his intention to amend or repeal same, 30 days before its expiration.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 5th, 1937. 3096–o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers, (1 Geo. VI, ch. 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel Inc. lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Atlantic & Gulf Stevedores, Ltd; Brown & Ryan, Ltd.; L. Beaudry; Canada Steamship Lines, Ltd.; Peter W. Ferns; General Stevedoring Co. of Canada Ltd.; Jarka Corp. of Canada, Ltd.; Lindsay Stevedoring Ltd,; J.-C. Malone & Company; Marshall & Kynman Ltd.; North American Elevators Ltd.; Sincennes McNaughton Tugs, Ltd.; N. Tellier; Wolfe Stevedores Limited, ci-après appelées compagnies ou employeurs;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel Inc. ci-après appelés débardeurs ou employés,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé suivant les conditions ci-après:

I.—*Juridiction industrielle:* La juridiction industrielle, pour fins d'application de la présente convention, comprend le chargement et le déchargement des navires (comprenant le maniement du grain), préposés à la navigation océani-

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting the Workmen's Wages, (1 Geo. VI, ch. 49), notice is given by the honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "le Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel inc.", has presented, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered, into between:

ON THE ONE PART:

Atlantic & Gulf Stevedores, Ltd; Brown & Ryan, Ltd; L. Beaudry; Canada Steamship Lines, Ltd; Peter W. Ferns; General Stevedoring Co. of Canada Ltd; Jarks Corp. of Canada, Ltd; Lindsay Stevedoring Ltd; J. C. Malone & Company; Marshall & Kynman Ltd; North American Elevators Ltd; Sincennes McNaughton Tugs Ltd; N. Tellier, Wolfe Stevedores Limited, hereinafter called companies or employers;

And, ON THE OTHER PAGR:

Le Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel Inc., hereinafter called: Longshoreman or employees,
be rendered obligatory for the employers and employees of the trade mentioned, according to the following conditions:

I.—*Industrial jurisdiction:*—The Industrial Jurisdiction for the application of this agreement comprises the loading and unloading of all ships (including the handling of grain) engaged in ocean, inland and coastal navigation, in the

que, intérieure et cotière, dans le Port de Sorel, tel que décrit à l'Article XV de la présente convention.

II.—*Définition:* Le terme "débardeur" comprend toute personne s'occupant de travail physique de chargement et de déchargement d'un navire.

III.—Pour le chargement du grain, les taux de salaires seront les suivants:

a. Tout travail exécuté entre 7.00 a. m. et 6.00 p. m. sera rémunéré au taux de $0.50 l'heure.

b. Tout travail exécuté entre 7.00 p. m. et 12.00 minuit, sera rémunéré au taux de $0.60 l'heure.

c. Tout travail exécuté entre 12.00 minuit et 6.00 a. m., sera rémunéré au taux de $0.70 l'heure.

IV.—Pour le déchargement du grain de vaisseaux affectés à la navigation intérieure ou océanique, les taux de salaires seront les suivants:

a. Tout travail exécuté entre 7.00 a. m. et 6.00 p. m. sera rémunéré au taux de $0.45 l'heure.

b. Tout travail exécuté entre 7.00 p. m. et 12.00 minuit, sera rémunéré au taux de $0.48 l'heure.

c. Tout travail exécuté entre 12.00 minuit et 6.00 a. m. sera rémunéré au taux de $0.55 l'heure.

V.—Pour le maniement de la dynamite, le taux de salaire sera de $0.60 de l'heure.

VI.—Pour le maniement du nitrate de sodium, de la glaise, du charbon, de fertilisant, de potassium, du minerai de fer, de la pulpe de papier, de la pulpe de bois, de billots, d'huile en fût, de la mélasse, du soufre, du charbon destiné aux soutes et toute autre cargaison, le taux de salaire sera de $0.50 net par heure. (Cet article s'applique aux vaisseaux affectés à la navigation océanique, intérieure et cotière).

VII.—Tout travail les dimanches, le jour de la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et la Fête de la Confédération sera rémunéré à raison de salaire et demi. Les hommes qui seront requis de travailler le dimanche et les jours de fête, recevront un minimum d'une heure de salaire, pour chaque appel, suivant le taux en vigueur.

VIII.—Les hommes désignés par les compagnies comme contramaîtres recevront dix cents (.10) de plus par heure que les débardeurs.

IX.—Les hommes préposés à l'amarrage des vaisseaux océaniques seront rémunérés suivant le taux en vigueur; (Pas moins de quatre homme et un contremaître doivent être engagés et pas moins d'une heure doit être payée à ceux-ci).

X.—L'heure utilisée pour le calcul des heures de travail sera l'heure officiellement reconnue dans la ville de Sorel (heure normale ou heure avancée).

XI.—Les heures des repas seront les suivantes:

a.—Déjeuner entre 6.00 a. m. et 7.00 a. m.

b.—Lunch entre 12.00 midi et 1.00 p. m.

c.—Souper entre 6.00 p. m. et 7.00 p. m.

d.—Collation de nuit entre 12.00 minuit et 1.00 a. m.

Les débardeurs tenus de travailler durant les heures des repas doivent être rémunérés au taux

Harbour of Sorel, as defined in Section 15 in this agreement.

II.—*Definition:*—The term "longshoreman" shall be defined as any person engaged in the physical work of loading or unloading of a vessel.

III.—For loading grain the rates of wages shall be as follows:

a. For work performed between the hours of 7.00 o'clock a.m. and 6.00 o'clock p.m., the rate of wages shall be fifty cents (50c) per hour.

b. For work performed between the hours of 7.00 o'clock p.m. and 12.00 o'clock midnight, the rate of wages shall be sixty cents (60c) per hour.

c. For work performed between the hours of 12.00 o'clock midnight and 6.00 o'clock a.m., the rate of wages shall be seventy cents (70c) per hour.

IV.—For the unloading of grain out of lake and ocean steamers into the elevator, the rate of wages shall be as follows:

a. For work performed between the hours of 7.00 o'clock a.m. and 6.00 o'clock p.m., the rate of wages shall be forty-five cents (45c) per hour.

b. For work performed between the hours of 7.00 o'clock p.m. and 12.00 midnight, the rate of wages shall be forty-eight cents (48c) per hour.

c. For work performed between the hours of 12.00 o'clock midnight and 6.00 o'clock a.m., the rate of wages shall be fifty-five cents (55c) per hour.

V.—For the handling of dynamite, the rate of wages shall be sixty cents (60c) straight per hour.

VI. For the handling of Nitrate of Soda, China Clay, Coal, Fertilizer, Potash, Iron Ore, Paper Pulp, Wood Pulp, Square Timber, Oil in drum barrels, Molasses, Sulphur, shifting bunker coal and any other general cargo, men shall be paid fifty cents (50c) straight per hour. (this article covers ocean, inland and coastal vessels).

VII.—Time and a half will be paid for work performed on Sundays and the following holidays: Saint Jean Baptiste Day, Labour Day and Dominion Day. Any man called out for Sunday or holiday work shall be paid a minimum of one hour for each time called at the prevailing rate.

VIII.—Any man designated by the companies as a foreman shall be paid ten cents (10c) per hour in addition to the regular wages paid to longshoremen.

IX.—Men mooring ocean vessel shall be paid at the prevailing rate. (Not less than four men and a foreman shall be used and not less than one hour shall be paid).

X.—The time for computing hours of Labour shall be the time officially recognized in the City of Sorel (Eastern Standard or Daylight Saving time).

XI.—Meal hours shall be:

a. Breakfast between 6.00 o'clock a.m. and 7.00 o'clock a.m.

b. Luncheon between 12.00 o'clock noon and 1.00 o'clock p.m.

c. Supper between 6.00 o'clock p.m. and 7.00 o'clock p.m.

d. Midnight meal between 12.00 o'clock midnight and 1.00 o'clock a.m.

Longshoreman required to work during meal hours shall be paid at the rate of time and a half

de salaire et demi du salaire en vigueur durant les heures de repas et pour chacune des heures subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés pour le repas. Si, cependant, le chargement ou le déchargement d'un navire peut être terminé dans une heure de travail, les débardeurs devront travailleurs durant cette heure de repas sans rémunération additionnelle autre que le taux de salaire alors en vigueur. Si les hommes sont requis de travailleur plus d'une heure au delà de l'heure régulière du repas, ils seront rémunérés pour tout ce travail supplémentaire au taux de salaire et demi.

XII.—Les débardeurs se rapportant à l'ouvrage à 7.00 a.m. devront attendre les ordres jusqu'à 7.30 a. m.

Les débardeurs se rapportant à l'ouvrage à 1.00 p.m. devront attendre les ordres jusqu'à 1.30 p.m.

Les débardeurs se rapportant à l'ouvrage à 7.00 p.m. devront attendre les ordres jusqu'à 7.30 p.m.

Les débardeurs ne seront pas rémunérés pour les périodes d'attente ci-dessus mentionnées, mais ceux requis d'attendre après ces heures (7.30 a.m., 1.30 p.m. and 7.30 p.m.) recevront le salaire en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Cependant, les employeurs auront le droit de demander des débardeurs pour 10.00 a.m. et 3.30 p.m. Les débardeurs tenus de travailler à 10.00 a.m. seront mis à l'ouvrage à 10.00 a.m. Les débardeurs tenus de travailler à 3.30 p.m. seront mis au travail à 3.30 p.m. Si les débardeurs sont renvoyés ou mis à l'ouvrage, ils recevront un minimum d'une heure de salaire suivant le taux de salaire en vigueur, et ce, pour chaque appel. Personne ne sera requis de se rapporter à l'ouvrage de 7.30 p.m. à 7.00 a.m.

XIII.—Les dimanches, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de l'Ascension et de la Toussaints, les débardeurs ne seront pas tenus de se rapporter à l'ouvrage avant 9.00 a.m. et ces jours-là, les employés ne devront travailler qu'en cas de nécessité; les heures de repas seront les mêmes que pour les jours de la semaine.

XIV.—Tous les contremaîtres et les débardeurs seront sous la surveillance du surintendant de la compagnie ou d'un entrepreneur-débardeur mais tous les ordres aux employés devront être données par leur contremaître respectif.

b. Les employés qui fument dans la cale, vole ou sont sous l'influence de liqueurs alcooliques durant l'ouvrage, seront renvoyés n'importe quand.

c. Les baux des écoutilles doivent être enlevés ou verrouillés quand des hommes travaillent dans un écoutille et font usage d'un treuil.

d. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour l'appareillage et la mise en sacs du chargement des cargaisons de grain, excepté quand le grain est à l'état libre et que deux hommes sont au travail à chaque conduit.

e. Si des débardeurs sont demandés pour décharger du grain d'une vaisseau océanique, pas moins de quatre hommes et d'un contremaître devront être employés.

f. Les compagnies ont le droit d'accroître le nombre des hommes de chaque équipe tel que requis.

g. Toute dispute en ce qui regarde l'interprétation des conditions de travail ici mentionnées doit être réglée par le représentant des débardeurs sur le quai avec le surintendant des compagnies ou l'entrepreneur-débardeur, et non avec les employés. Aucun officier des employeurs ou des débardeurs n'aura le droit d'effectuer des

an the prevailing rate for the meal hour and each subsequent hour until relieved for meal. If, however, the loading or unloading of a vessel can be finished in one working hour, longshoreman will work during the meal hour without any extra pay other than the regular rate of wages in force. If the men are required to work more than one hour beyond the usual meal hour, they will be paid for all such extra time so employed at the rate of time and a half.

XII.—Longshoremen reporting for duty at 7.00 o'clock a.m. will wait for orders until 7.30 o'clock a.m. Longshoremen reporting for duty at 1.00 o'clock p.m. will wait for others until 1.30 p.m. Longshoremen reporting for duty at 7.00 o'clock p.m. will wait for orders until 7.30 o'clock p.m. Longshoremen shall not be paid for the above waiting periods, but any longshoremen required to wait after these hours (7.30 a.m., 1.30 p.m. and 7.30 p.m.) shall be paid full time at the prevailing rate until discharged. However, Companies will have the right to call longshoremen for 10.00 o'clock a.m. and 3.30 o'clock p.m. longshoremen required to work at 10.00 o'clock a.m. will be put at work at 10.00 o'clock a.m. Longshoremen required to work at 3.30 o'clock p.m. will be put to work at 3.30 o'clock p.m. In the event of being put to work or discharged, longshoremen will be paid one hour at the prevailing rate for each time called. No longshoremen shall be required to report for duty after 7.30 o'clock p.m. until 7.00 o'clock a.m.

XIII.—On Sundays, Saint Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Ascension Day and All Saints Day longshoremen shall not be required to report for duty before 9.00 o'clock a.m., and on these days men shall be required to work only in case of necessity; meal hours on these days shall be the same, as on week-days.

XIV.—*a.* All foremen and men shall be under the control of Companies' Superintendant and or contracting Stevedore, but all orders to the men shall be given through their respective foremen.

b. Any men found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c. Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

d. Sixteen men shall constitute a regular gang for trimming and bagging when loading grain cargoes, except when running grain only, when two men per pipe shall be used.

e. If longshoremen are required in discharging grain from ocean vessels, not less than four men and a foreman shall be employed.

f. Companies have the right to increase the number of men in the gang as required.

g. Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Companies superintendants and / or contracting stevedores, and not with the men. No official of the Employers or of the Longshoremen has the right to make any

changements dans le tableau des conditions de travail. S'il est impossible de venir à une entente entre les parties en ce qui touche l'interprétation d'une clause de cette convention, les employés devront continuer de travailler, et tel différent devra être soumis à la décision d'un comité d'arbitrage formé de trois membres, un choisi par les employeurs, un choisi par les débardeurs, et un président conjointement choisi par les deux autres ou désigné par le ministre du Travail. Tel comité devra siéger sans délai, et une décision majoritaire sera finale et liera les deux parties.

XV.—La juridiction territoriale de cette convention s'étend à tout le port de Sorel, tel que délimité par l'arrêté ministériel du 22 février 1933, (gouvernement fédéral).

XVI.—Cette convention, et le tableau des conditions de travail ci-joint, deviendront en force le 30 avril 1937, et continueront d'être en vigueur jusqu'au 31 janvier 1938, et ensuite, d'année en année, à moins ou jusqu'à ce qu'une partie donne un avis écrit à l'autre partie, à ce contraire, au moins 30 jours avant le 31 janvier 1938 ou, 30 jours avant le 31 janvier d'une année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 juin 1937. 3093-o

change in this Schedule of Working Conditions. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto as to the interpretation of any clause of this agreement, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a Committee of Arbitration consisting of three members one selected by the employers one by the Longshoremen, and a Chairman selected jointly by the other two or designated by the Minister of Labour. Such Committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

XV.—The territorial jurisdiction fixed in the present agreement extends over the whole harbour of Sorel, as limited by order in Council of February 22nd 1933 (Federal Government).

XVI.—This agreement and the schedule of working conditions attached hereto, shall become effective on April 30th, 1937 and shall continue full force and effect until the 31st of January 1938 and thereafter from year to year unless or until either party to the contrary at least thirty days prior to January 31st 1938, or thirty days prior to January 31st, of any subsequent year.

During the thirty days following the publications of this notice the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec June 5th, 1937. 3094-0

Avis divers

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 27 mai 1937.

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, Monsieur L'ADMINISTRATEUR de la Province s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à M. l'Administrateur de la province d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la Couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionné, comme suit:

27 Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

42 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.

55 Loi relative aux salaires des ouvriers.

57 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.

58 Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens.

59 Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.

61 Loi diminutant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936.

Miscellaneous Notices

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 27th May, 1937.

This day, at four o'clock of the afternoon, The Honourable ADMINISTRATOR of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, The Honourable Administrator of the Province was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

27 An Act respecting the Montreal Catholic School Commission.

42 An Act to amend the Quebec Mining Act.

55 An Act respecting workmen's wages.

57 An Act to amend the Quebec Insurance.

58 An Act respecting an equitable settlement of matters concerning the best interests of the Province and of the Sulpicians.

59 An Act protecting small property and municipal and school credit by the consolidation of taxes.

61 An Act to reduce the powers granted to the Lieutenant-Governor in Council by regimes prior to the 25th of August, 1936.

62 Loi relative à la réouverture de l'usine de Chandler.

62 An Act respecting the reopening of the Chandler Mill.

63 Loi relative aux tribunaux.

63 An Act respecting the courts.

64 Loi relative au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.

64 An Act respecting the *Congrès du parler français* of 1937, the salaries of rural teachers and education generally.

65 Loi abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements.

65 An Act to repeal the Act 22 George V, chapter 41, and its amendments.

66 Loi relative à l'enseignement agricole.

66 An Act respecting the teaching of agriculture.

67 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.

67 An Act to amend the Dairy Products' Act.

68 Loi sauvegardant les droits de la colonisation.

68 An Act to safeguard colonization rights.

69 Loi modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.

69 An Act to amend the Act 23 George V, chapter 2.

70 Loi modifiant la loi 22 Ge orge V, chapitre 53.

70 An Act to amend the Act 22 George V, chapter 53.

71 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.

71 An Act to amend the Quebec Election Act.

72 Loi garantissant l'indépendance de la commission des liqueurs de Québec.

72 An Act to guarantee the independence of the Quebec Liquor Commission.

73 Loi relative à la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

73 An Act respecting the corporation of Lake St. Louis Bridge.

74 Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9.

74 An Act to amend the Act 25-26 George V, chapter 9.

99 Loi modifiant la charte de *Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company.*

99 An Act to amend the charter of the Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company.

129 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

129 An Act respecting the Montreal Catholic School Commission.

165 Loi créant les municipalités scolaires catholiques et protestante de la ville de Val d'Or.

165 An Act to create the Roman Catholic and Protestant school municipalities of the town of Val d'Or.

166 Loi relative aux conventions de paiement en or.

166 An Act respecting undertakings as to payments in gold.

169 Loi relative à la ville de Coaticook.

169 An Act respecting the town of Coaticook.

200 Loi modifiant la Loi de la chasse.

200 An Act to amend the Game Laws.

201 Loi favorisant l'exploitation des gisements de fer titané.

201 An Act to promote the exploitation of deposits of titanic iron ore.

202 Loi modifiant la Loi de la Législature.

202 An Act to amend the Legislature Act.

203 Loi abrogeant l'article 638 du Code civil.

203 An Act to repeal Article 638 of the Civil Code.

204 Loi relative aux écoles techniques.

204 An Act respecting technical schools.

205 Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

205 An Act to promote the reopening of the mills in the Chicoutimi region.

206 Loi modifiant la Loi du prêt agricole de Québec.

206 An Act to amend the Quebec Farm Loan Act.

207 Loi relative au tourisme.

207 An Act respecting tourist traffic.

208 Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or

208 An Act respecting the Roman Catholic and Protestant school municipalities of the town of Val d'Or.

209 Loi des salaires raisonnables.

209 Fair Wage Act.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, M. l'Administrateur de la province sanctionne ces bills."

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'a été très agréable, en l'absence de M. le lieutenant-gouverneur, de revêtir de la sanction royale les lois qui ont été soumises à mon approbation.

Ce lois de même que celles que M. le lieutenant-gouverneur a sanctionnées avant son départ sont évidemment des mieux inspirées. Reconnaître l'indépendance de nos institutions religieuses, combattre la propagande communiste, protéger et secourir la jeunesse, assister les aveugles et venir en aide aux mères nécessiteuses; relever le traitement des instituteurs de nos campagnes, assurer de justes salaires aux classes laborieuses, particulièrement aux ouvriers de la forêt, et libérer la terre du colon; encourager l'épargne populaire, protéger la petite propriété, rétablir le crédit des municipalités et reviser les différents modes d'imposition en usage dans notre province; favoriser le progrès de l'agriculture, de la colonisation et des pêcheries, sauvegarder les intérêts du Québec dans l'exploitation de nos ressources naturelles et seconder la mise en valeur de notre domaine minier ainsi que de nos réserves de chasse et de pêche; faciliter la municipalisation des services électriques, contrôler les entreprises de production, de vente et de distribution de l'électricité, autoriser l'Etat à établir des centrales de production et des réseaux de distribution de l'énergie électrique et surveiller l'expédition de nos bois hors de la province; réorganiser nos tribunaux provinciaux, simplifier, uniformiser les procédures de l'expropriation et refondre nos lois générales: tel est, en effet, l'objet des principales lois que vous avez votées au cours de la session. Le soin que vous avez mis à les étudier est sans doute une garantie qu'elles répondront à votre attente et serviront parfaitement les intérêts de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition des différents ministères les crédits qu'ils vous ont demandé de leur voter, et particulièrement d'avoir augmenté le budget de l'agriculture et celui de la colonisation. Soyez assurés que toutes ces sommes seront dépensées de façon judicieuse et selon la destination que vous leur avez assignée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger la Législature, je tiens à former des vœux pour votre bonheur ainsi que pour celui de vos familles, et je prie la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province. 3085–o

---

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, The Honourable Administrator of the Province assents to these bills."

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

It afforded me much pleasure, in the absence of the Lieutenant-Governor, to give the royal assent to the acts which have been submitted to my approval.

These acts, and those assented to by the Lieutenant-Governor before his departure, are evidently well advised. To recognize the independence of our religious institutions, to combat communistic propaganda, to safeguard and help youth, to assist the blind and relieve needy mothers; to raise the salaries of our country teachers, assure fair wages for the working classes, especially for forest workers, and to free the settler's land; to encourage people's savings, protect small property, restore the credit of municipalities and revise the various methods of taxation in use in our Province; to further the progress of agriculture, colonization and fisheries, safeguard the interests of Quebec in the exploitation of our natural resources and promote the development of our mines and of our fish and game reserves; to facilitate the municipalization of electric services, control undertakings for the production, sale and distribution of electricity, authorize the Government to establish electricity generating plants and electricity distributing systems and supervise the shipment of timber outside the Province; to reorganize our Provincial courts, simplify and unify expropriation procedure and consolidate our general laws: such is in fact the object of the principal acts which you voted during the session. Your careful consideration of them is no doubt a guarantee that they will measure up to your expectations and perfectly serve the interests of our Province.

Gentlemen of the Legislative Assembly,

In the name of His Majesty, I thank you for placing at the disposal of the various Departments the appropriations which they asked you to vote, and particularly for increasing the budgets of agriculture and colonization. Be sure that all these sums will be expended judiciously and for the purpose which you intended.

Honourable Gentlemen of the Legislative Council,

Gentlemen of the Legislative Assembly,

On proroguing the Legislature, I express most earnest wishes for your happiness and that of your families, and I pray Divine Providence to bestow abundant blessings upon our beloved Province. 3086–o

---

Index de la Gazette officielle de Québec, No 23

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 2033

ASSURANCES:—

Capital Trust Corporation, Limited.... 2078

AVIS DIVERS:—

Bills sanctionnés et Discours du Trône.. 2120
Cie de Bois de Luceville, ltée..... 2080
Commission de l'industrie laitière..... 2081
Commission municipale de Québec..... 2080
M. I. Viau & Fils, Ltée..... 2080
Syndicat National Catholique des Ouvriers du Transport, Inc., des Trois-Rivières et District..... 2080

BUREAU-CHEF:—

La Cie Churchill, Ltée..... 2066

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Guillemette, munic. scolaire..... 2079
Huntingdon, munic. scolaire (Erratum).. 2079
Wright, munic. scolaire..... 2079

LETTRES PATENTES:—

Automobile Service Association, Inc.... 2034
Betty Lou Beauty Parlours Co., Ltd.... 2035
Big Four Mining Syndicate, Ltd..... 2037
Club du Boulevard Saint-Denis, Inc.... 2042
Dress Designers Guild of Montreal, Inc.. 2044
Gulf Iron & Metal Co., Ltd..... 2045
Le Foyer de Verdun, Inc..... 2045
Linens & Silks, Ltd..... 2046
Little Daisy Dress Co..... 2048
Louis Schrier, Inc..... 2049
P. T. R. Auto Service, Ltd..... 2051
Richard Mining & Development Co., Ltd 2041
Service Social and Bridge Club, Inc..... 2053
South Shore Welfare and Recreation Society..... 2054
Stonecastle Corporation..... 2055
St. Anton Company, Ltd..... 2056
Union Agencies, Ltd..... 2060
Vi-Rex, Limited..... 2062
West End Plastering Co., Ltd..... 2063
Whitford Inventions, Ltd..... 2065

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

Laboratoires Desautels, Ltée..... 2066

LIQUIDATION, AVIS DE:—

King George Loan Syndicate..... 2079

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de Petit Saguenay-Anse Saint-Jean..... 2087

MINISTÈRE DE LA VOIRIE:—

Route Lévis-Rivière-du-Loup-Rimouski. 2078

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 2033

INSURANCES:—

Capital Trust Corporation, Limited.... 2078

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bills sanctioned and Speech from the Throne..... 2120
Cie de Bois de Luceville, ltée..... 2080
Dairy Industry Commission..... 2081
Quebec Municipal Commission..... 2080
M. I. Viau & Fils, Ltée..... 2080
Syndicat National Catholique des Ouvriers du Transport, Inc., des Trois-Rivières et District..... 2080

CHIEF-OFFICE:—

The Churchill Co., Ltd..... 2066

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Guillemette, school munic..... 2079
Huntingdon, school munic. (Erratum).. 2079
Wright, school munic..... 2079

LETTERS PATENT:—

Automobile Service Association, Inc.... 2034
Betty Lou Beauty Parlours Co., Ltd.... 2035
Big Four Mining Syndicate, Ltd..... 2037
Club du Boulevard Saint-Denis, Inc.... 2042
Dress Designers Guild of Montreal, Inc.. 2044
Gulf Iron & Metal Co., Ltd..... 2045
Le Foyer de Verdun, Inc..... 2045
Linens & Silks, Ltd..... 2046
Little Daisy Dress Co..... 2048
Louis Schrier, Inc..... 2049
P. T. R. Auto Service, Ltd..... 2051
Richard Mining & Development Co., Ltd 2041
Service Social and Bridge Club, Inc..... 2053
South Shore Welfare and Recreation Society..... 2054
Stonecastle Corporation..... 2055
St. Anton Company, Ltd..... 2056
Union Agencies, Ltd..... 2060
Vi-Rex Limited..... 2062
West End Plastering Co., Ltd..... 2063
Whitford Inventions, Ltd..... 2065

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—

Laboratoires Desautels, Ltée..... 2066

WINDING UP NOTICE:—

King George Loan Syndicate..... 2079

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de Petit Saguenay-Anse Saint-Jean..... 2087

ROADS DEPARTMENT:—

Levis-Rivière du Loup-Rimouski Highway..... 2078

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

La Chambre de Construction, Inc., section du fer et du bronze ornemental *et al* 2100
Relative au taillage du granit 2110
Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel, Inc 2117
Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal *et al* 2101
Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc. 2108
Syndicat National Catholique des maîtres et employés chauffeurs de Sorel, Inc 2109
Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel, Inc 2113

NOMINATIONS:—

Diverses 2086

PROCLAMATION:—

Fête du Roi, le 9 juin 1937 2077

SOUMISSIONS:—

Drummondville, cité de 2076

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bussières, Emile 2070
Cardinal, Ernest 2070
Laforest, Louis-Joseph 2071
Laramée, Arthur 2069
Laverdière, Alfred 2068
Mount Royal Race Track Land Holding Co., Inc 2072
Proulx, François-Xavier 2076

VENTE POUR TAXES:—

Lauzon, ville de 2067
Westmount, cité de 2068

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Val d'Or Lumber Co., Ltd. vs Houle 2087

BEDFORD:—

Leduc vs Leduc 2088

IBERVILLE:—

Brassard vs Hamelin 2088

MONTRÉAL:—

Bourgoin vs Héritiers F.-G. Crépeau 2092
Boyer *et al* vs Salter 2090
Crédit Foncier Frando-Canadien vs Baskin 2092
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Guilbault 2090
Crédit Foncier Franco-Canadien vs The Picton Land Co., Ltd 2092
Lessard vs Therrien 2091
Limoges vs Desautels 2091
Morinville *et vir* vs Maher 2093
Pelletier *et vir* vs Héritiers F.-G. Crépeau. 2089
Pépin vs Héritiers F.-G. Crépeau 2089
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. 2093

DEPARTMENT OF LABOR:—

The Builders' Exchange, Inc., Ornamental Iron and Bronze Section *et al* 2100

Relating the granite cutting 2110
Syndicat Catholique et National des Débardeurs de Sorel, Inc 2117
Syndicat Catholique et National des Gantiers de Montréal *et al* 2101
Syndicat National Catholique des maîtres et employés bouchers de Sorel, Inc. 2108
Syndicat National Catholique des maîtres et employés chauffeurs de Sorel, Inc 2109
Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel, Inc 2113

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 2086

PROCLAMATION:—

King's Birthday, June 9, 1937 2077

TENDERS:—

Drummondville, city of 2076

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bussières, Emile 2070
Cardinal, Ernest 2070
Laforest, Louis-Joseph 2071
Laramée, Arthur 2069
Laverdière, Alfred 2068
Mount Royal Race Track Land Holding Co., Inc 2072
Proulx, François-Xavier 2076

SALE FOR TAXES:—

Lauzon, town of 2067
Westmount, city of 2068

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Val d'Or Lumber Co., Ltd. vs Houle 2087

BEDFORD:—

Leduc vs Leduc 2088

IBERVILLE:—

Brassard vs Hamelin 2088

MONTREAL:—

Bourgoin vs Heirs F. G. Crépeau 2092
Boyer *et al* vs Salter 2090
Crédit Foncier Frando-Canadien vs Baskin 2092
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Guilbault 2090
Crédit Foncier Franco-Canadien vs The Picton Land Co., Ltd 2092
Lessard vs Therrien 2091
Limoges vs Desautels 2091
Morinville *et vir* vs Maher 2093
Pelletier *et vir* vs Heirs F. G. Crépeau ... 2089
Pépin vs Heirs F. G. Crépeau 2089
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. 2093

QUÉBEC:—

Le Prêt Hypothécaire vs Jobin *et al*..... 2094

RIMOUSKI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Turcotte..... 2095
Picard vs Dionne..... 2094

ROBERVAL:—

Dumais vs Les Produits Silica Canadiens, Ltée..... 2095
Dumais vs Jos. Gauthier & Fils, Ltée... 2097

SAINT-HYACINTHE:—

Boulais vs Noiseux..... 2098

TROIS-RIVIERES:—

Deziel vs Ross..... 2098
The Crown Diamond Paint Co., Ltd. vs Lamothe..... 2099

QUEBEC:—

Le Prêt Hypothécaire vs Jobin *et al*..... 2094

RIMOUSKI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Turcotte..... 2095
Picard vs Dionne..... 2094

ROBERVAL:—

Dumais vs Les Produits Silica Canadiens, Ltée..... 2095
Dumais vs Jos. Gauthier & Fils, Ltée... 2097

SAINT HYACINTHE:—

Boulais vs Noiseux..... 2098

TROIS RIVIERES:—

Deziel vs Ross..... 2098
The Crown Diamond Paint Co., Ltd. vs Lamothe..... 2099

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.